

BULLETIN
D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Publication bimensuelle

XII^e ANNÉE, VOL. II, N^o 10

25 NOVEMBRE 1937

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La notion et le rôle du capital selon Schumpeter, par M. Maurice Ansiaux. — La situation économique de la Belgique (juillet-octobre 1937). — La réforme économique et financière en Belgique : Arrêtés royaux instituant une Caisse nationale de crédit aux classes moyennes, un conseil de coordination des institutions de crédit aux classes moyennes. Arrêtés royaux relatifs aux statuts de l'Office central de crédit hypothécaire et de la Caisse centrale de petit crédit professionnel. — Chronique : Le marché des céréales en octobre 1937. — Statistiques.

TIJDSCHRIFT
VOOR INLICHTING EN DOCUMENTATIE

Halfmaandelijkse tijdschrift

XII^e JAAR, II^e BAND, N^o 10

25 NOVEMBER 1937

Dit tijdschrift wordt als objectieve documentatie uitgegeven.
De artikels geven de opvatting van de schrijvers weer, onafhankelijk van de meening der Bank.

KORTE INHOUD : Het begrip en de rol van het kapitaal volgens Schumpeter, door den heer Maurice Ansiaux. — De economische toestand van België (Juli-October 1937). — De economische en financieele hervorming in België : Koninklijke besluiten houdende oprichting van een Nationale Kas voor krediet aan den middenstand, een coördinatieraad van de instellingen voor krediet aan den middenstand. Koninklijke besluiten betreffende het statuut van het Centraal Bureau voor hypothecair krediet en van de Centrale Kas voor klein-beroepskredieten. — Kronijk : De graanmarkt in October 1937. — Statistieken.

LA NOTION ET LE ROLE DU CAPITAL SELON SCHUMPETER

par M. Maurice Ansiaux,

Professeur à l'Université de Bruxelles.

Il est peu de termes scientifiques qui ont été l'objet de définitions aussi variées que le capital. Est-ce parce que ce mot célèbre a tenté les esprits conquérants? Ou plutôt ne faut-il pas voir dans ces divergences l'effet de la complexité des phénomènes auxquels cette dénomination semble convenir? Certes, le langage courant y voit généralement quelque chose d'assez précis. A s'en fier à l'usage, le capital serait surtout une source de revenu. Mais on sait assez combien est flottant l'emploi que font les profanes des mots dont le sens paraît cependant le mieux fixé. Pour la science économique qui emprunte son vocabulaire à la langue de tout le monde — ce qui, de prime abord, semble un précieux avantage — il y a là un véritable piège, ou du moins une source d'erreurs de raisonnement.

On sait que c'est Adam Smith, le fondateur de l'école classique, qui a érigé le capital en troisième facteur de la production et l'a défini : les moyens de production produits, les deux facteurs primaires de la production étant le travail et la terre. Adam Smith est encore suivi, de nos jours, par un certain nombre d'économistes qui voient dans les capitaux les produits intermédiaires de la production. Concep-

tion purement technique qui, rationnellement, devrait rester telle. On ajoute néanmoins que l'intérêt ou — suivant d'autres — le profit, est la rémunération du capital : et nous voilà transportés dans le domaine de la répartition des richesses. Est-ce de bonne logique? Il est permis d'en douter. Aussi, l'école autrichienne — vers la fin du siècle dernier — a-t-elle cru devoir établir une distinction entre capital productif et capital lucratif. Dans cette seconde catégorie se rangeront, par exemple, une action, une part sociale ou bien encore un titre de rente sur l'Etat, une créance hypothécaire, peut-être même la propriété d'un fonds de terre. Certains économistes américains opposent le capital, qui est un *fonds*, au revenu, qui est un *flot* ou, si l'on veut, un courant. Enfin, rappelons encore que pour Karl Marx, le capital était une catégorie historique et n'apparaissait dans l'évolution économique que du jour où le travailleur cessait d'être propriétaire de son instrument de travail.

On aperçoit aisément en passant en revue ces conceptions du capital que la théorie s'est écartée de la conception somme toute confuse des classiques pour en revenir par degrés à la notion vulgaire qui nous vient du Moyen âge. En latin médiéval, en effet, le capital

est *capitalis pars sortis*, ce qui peut se traduire librement par somme prêtée à intérêt (1). Le langage a élargi cette notion première du jour où les sources de revenus se sont multipliées et diversifiées.

Ce serait toutefois une erreur de penser — et nous l'avons donné à entendre en commençant — que le vagabondage terminologique du capital ait pris fin. Et voici, particulièrement, une définition divergente d'assez fraîche date de notre terme qui mérite qu'on s'y arrête. Elle le mérite parce qu'elle recouvre tout un ensemble d'idées théoriques dont l'intérêt est sans contredit supérieur à celui d'une controverse purement verbale.

* * *

Dans son ouvrage récemment traduit en langue française (2), M. Joseph Schumpeter se défend, à plus d'une reprise, d'avoir innové autant que le lecteur serait tenté de l'admettre. A l'en croire, il s'est plutôt préoccupé de dégager, de mettre en lumière en la précisant une idée courante à laquelle il attache, d'ailleurs, une valeur péremptoire pour la théorie de l'évolution économique et de l'entreprise.

Quoi qu'il en soit, la conception que s'est faite M. Schumpeter du capital se distingue nettement des précédentes et nous croyons qu'il est intéressant d'en faire ici l'exposé. Seulement cet exposé ne serait ni clair ni complet, s'il n'était précédé d'une brève introduction relative au « cadre » dans lequel l'auteur a inséré sa notion du capital.

Voici d'abord ce qu'il appelle le circuit économique. Il suppose un état de choses où nulle innovation n'apparaît, où nul changement n'a lieu dans les conditions de la production, de l'échange ou de la répartition. Toutes demandes sont constantes, se répètent sans variation d'importance. C'est un état essentiellement « statique ». Conception abstraite, sans doute, mais légitime, si du moins elle laisse chaque cause produire ses effets. Cela posé, M. Schumpeter exprime l'avis que, dans de telles conditions, il n'existe ni entrepreneur, ni capital, ni profit. Les produits se vendent au coût de production et celui-ci se ramène à deux postes, savoir les frais occasionnés par les deux éléments primaires de la production : le travail et la terre. Entre ces éléments, le coût de production, qui n'est autre chose qu'une somme de rémunérations, se répartit suivant la théorie de l'imputation (3). Le circuit n'implique donc aucun mouvement autre que celui d'une circulation régulière et invariable.

Partant de là, notre auteur entreprend l'explication de l'évolution économique qui suppose l'intervention de l'entrepreneur, du crédit, du capital.

Pour lui, et d'ailleurs pour d'assez nombreux écono-

(1) On se rappellera la fable de La Fontaine : la Cigale et la Fourmi. La cigale demande un crédit à la fourmi et promet de lui payer *intérêt et principal*. Ce dernier terme a évidemment l'avantage de ne point prêter à la confusion!

(2) SCHUMPETER, économiste autrichien, actuellement professeur à l'Université Harvard, Cambridge (Etats-Unis), *Théorie de l'évolution économique* (trad. franç. de M. J.-J. Anstett), avec une introduction très développée de M. Perroux. (Paris, Dalloz, 1935, 689 pages.)

(3) *Op. cit.*, p. 330.

mistes actuels, l'entrepreneur ne doit pas être confondu avec le capitaliste. L'entrepreneur, c'est l'agent économique dont la fonction est d'exécuter de nouvelles combinaisons et qui en est l'élément actif (4). Il n'y a pas lieu non plus de l'assimiler au fondateur. « Le fondateur n'est souvent qu'un faiseur : contre provision, il sert de médiateur dans une entreprise, il la groupe surtout à l'aide d'une technique financière; il n'en est pas le créateur, la force motrice au moment de sa formation. » Cependant « il l'est souvent aussi; il est alors quelque chose comme un entrepreneur de profession. Mais le type moderne du capitaine d'industrie correspond mieux à notre idée... » L'auteur continue à caractériser la fonction de l'entrepreneur telle qu'il se la représente, c'est-à-dire d'une façon si nette qu'à ses yeux le créateur-entrepreneur perd cette qualité dès qu'il exploite « selon un circuit l'entreprise créée ». Il n'y a donc pas une classe d'entrepreneurs, surtout une classe sociale. D'autre part, il fait remarquer que « la fonction d'inventeur ou de technicien en général, et celle de l'entrepreneur ne coïncident pas ». Si ce n'est accidentellement. L'entrepreneur est donc le réalisateur des innovations. L'autorité n'est pas sans importance pour l'entrepreneur, mais l'exemple qu'il donne peut être aussi de grande conséquence, non pour son succès personnel sans doute, mais pour le mouvement économique. La tâche de l'entrepreneur est si spéciale que celui qui peut l'accomplir « n'a besoin d'être, sous d'autres rapports, intelligent, ou cultivé ni d'occuper en aucun sens une situation élevée ». En un mot, il est le « révolutionnaire de l'économie ». Il est aussi, ajoute l'auteur, « le pionnier involontaire de la révolution sociale et politique ». « Sous notre portrait du type de l'entrepreneur, il y a l'épigramme : *plus ultra* (5). »

L'entrepreneur ne pourrait réaliser de nouvelles combinaisons s'il n'avait le pouvoir de prélever des prestations de travail et de terre sur leurs emplois accoutumés. Lui est donc nécessaire le moyen de disputer victorieusement aux usagers habituels (ceux du « circuit ») certains éléments de production. Quel est ce moyen? C'est la monnaie à laquelle se joignent ses succédanés, par exemple une traite escomptable (6). En règle générale, c'est par la voie du crédit que l'entrepreneur obtiendra la monnaie : partant, le crédit est « le levier du prélèvement des biens » nécessaires à la réalisation des nouveautés (7).

Ici intervient une conception du crédit que nous commencerons par exposer, nous réservant d'en faire plus loin l'examen critique.

* * *

M. Schumpeter ne considère pas qu'en fait de crédit la couverture soit chose essentielle. Il affirme — mais cette proposition aurait pu être mieux formulée —

(4) *Ibid.*, p. 335.

(5) Le rôle de l'entrepreneur tel que l'envisage M. Schumpeter est exposé dans le § IV du chap. II, pp. 330-361.

(6) *Ibid.*, pp. 362-363.

(7) *Ibid.*, p. 376.

que « la somme du crédit doit forcément être plus grande qu'elle ne le serait si tout le crédit était pleinement couvert ». Ce qui ne veut pas dire que, dans sa pensée, on puisse faire du crédit sans limite pourvu que celui-ci ait une couverture, puis dépasser encore le montant de cette couverture dont la valeur croîtrait indéfiniment grâce à la hausse des prix résultant de l'inflation du crédit, hausse qui s'étendrait naturellement aux gages constituant ladite couverture.

Voici maintenant quelles sont les formules positives de la théorie du crédit de notre auteur : « ... En principe, personne autre que l'entrepreneur n'a besoin de crédit... » et « le crédit sert à l'évolution industrielle. » En effet, dit-il, l'entrepreneur ne peut exécuter de nouvelles combinaisons s'il ne possède du pouvoir d'achat. Ceci paraît assez clair. Ce qui l'est moins, c'est le fait que M. Schumpeter ne reconnaît pas en principe que d'autres que l'entrepreneur : consommateurs ou producteurs, puissent, eux aussi, avoir besoin de crédit. Ou plutôt s'il le reconnaît, c'est pour déclarer immédiatement que ces cas sont sans intérêt pour sa théorie. Il en est notamment ainsi du « crédit ordinaire d'exploitation » (*Betriebskredit*) que nous appellerions de préférence crédit de fonctionnement par opposition au crédit d'expansion. Ici, une citation quelque peu développée est indispensable :

« Nous avons vu au premier chapitre qu'il n'est pas de l'essence du circuit régulier de l'économie que l'on contracte ou qu'on octroie un crédit d'exploitation. Lorsque le producteur a achevé ses produits, selon notre schéma, il les vend immédiatement, et avec leur recette il commence à nouveau sa production. Dans la réalité, les choses ne vont pas toujours ainsi. Il peut arriver que le fabricant désire commencer sa production avant d'avoir livré ses produits au marché. Ce qui est décisif, c'est que dans le circuit, nous pouvons représenter le processus comme si, à chaque fois, il procédait à la production au moyen de la recette; nous n'omettons ainsi rien d'essentiel. » On verra plus loin ce qu'il faut penser de cette présentation du crédit de fonctionnement.

L'auteur poursuit sa démonstration en affirmant que *seul en principe*, l'entrepreneur a besoin de crédit, que *toute* l'évolution en principe a besoin de crédit là où il n'y a pas de chefs ayant le pouvoir de disposer des biens. Pourquoi encore? Parce que « l'essence du phénomène... réside dans la création d'une nouvelle demande sans création immédiate d'une nouvelle offre ». C'est sur ce fait de la création d'un pouvoir d'achat ne correspondant pas à des biens présents que l'auteur insiste principalement. Il exprime encore sa pensée — la plus proche de la réalité, selon lui — par cette curieuse formule : « Le crédit ouvre à l'entrepreneur l'accès au courant économique des biens avant qu'il ait acquis normalement le droit d'y puiser. Ce qui, par le mécanisme de la hausse des prix des prestations productives offertes sur le marché entraîne une compression du pouvoir d'achat exis-

tant. » Inflation pourrait-on dire. M. Schumpeter ne l'admet que comme apparence temporaire, car l'entrepreneur restituera, d'une part, au banquier la somme prêtée et, d'autre part, au « réservoir des biens », sous forme de marchandises, la valeur équivalente des moyens de production prélevés. Rien de commun donc ni avec l'inflation étatiste ni avec l'inflation émanant d'une banque qui réparerait de mauvais engagements par une création de nouveaux moyens d'échange ou fournirait à la consommation des avances déguisées sous forme de crédits productifs tels que certains prêts agricoles (8).

* * *

Ce n'est qu'après avoir précisé la notion du crédit que M. Schumpeter définit et étudie enfin celle du capital. Ce renversement de la méthode habituelle d'exposition des matières s'explique par le fait que, pour l'auteur, le capital n'existe pas en économie statique et que seule l'évolution économique en requiert le concours et le fait apparaître par l'intermédiaire du crédit. Aussi longtemps que le circuit n'est pas troublé par le progrès, par les innovations, l'argent épargné reste forcément oisif. Mais il en va autrement dès que l'entrepreneur entre en scène pour réaliser de nouvelles combinaisons.

Alors qu'est-ce donc que le capital aux yeux de notre auteur? Ici sont formulées deux propositions qu'il regarde comme fondamentales :

« 1^o Le capital n'est rien autre que le levier qui permet à l'entrepreneur de soumettre à sa domination les biens concrets dont il a besoin, rien autre qu'un moyen de disposer des biens en vue de fins nouvelles, ou qu'un moyen d'imprimer à la production sa nouvelle direction;

« 2^o Nous définirons... le capital comme la somme de monnaie et d'autres moyens de paiement qui est toujours disponible pour être concédée à l'entrepreneur. »

En règle très générale, c'est par le crédit que l'entrepreneur se procure le pouvoir d'achat qui lui est indispensable pour acquérir des moyens de production. Ainsi s'explique qu'il faille, suivant l'auteur, étudier le crédit avant le capital.

Lorsque l'entrepreneur a acheté des biens de production, il n'a plus son capital. Cependant, il peut réaliser ces biens et, suivant l'expression familière, retirer son capital. Celui-ci n'est, en somme, qu'un fonds de pouvoir d'achat destiné à la réalisation des conceptions productrices neuves de l'entrepreneur. Et si l'on se pénètre de cette façon de voir, on saisira sans peine qu'une traite susceptible d'être escomptée soit du capital alors qu'un outillage industriel ne le serait point. En résumé, « seuls les moyens de paiement sont du capital, nous entendons par là non seulement la monnaie, mais tout instrument d'échange quelle qu'en soit la nature. Mais non pas tous les moyens de paiement, mais ceux-là seuls, qui rem-

(8) *Op. cit.*, pp. 389-390.

plissent de fait cette fonction caractéristique qui nous intéresse... Dans une économie nationale sans évolution, il n'y a donc pas de capital; autrement dit, le capital ne remplit pas sa fonction caractéristique (9). »

* * *

Dans les paragraphes qui précèdent, nous avons fait ressortir ce qu'il y a d'essentiel et de vraiment original dans la théorie du capital de M. Schumpeter, théorie liée, comme on l'a vu, à celles du circuit, de la fonction de l'entrepreneur, de l'évolution économique et du crédit.

Qu'il nous soit permis maintenant d'exprimer notre opinion personnelle sur cette construction idéologique. Elle est certainement d'une réelle puissance théorique; les parties qui la constituent s'enchaînent logiquement et, à première vue, on serait tenté de l'admettre à condition toutefois que l'auteur adoptât une terminologie toute neuve afin d'éviter les stériles discussions verbales. Seul, le terme d'entrepreneur pourrait être conservé en raison du fait qu'il se rapproche étroitement, du point de vue étymologique, de notre mot : *entreprenant*. Encore y aura-t-il quelque réserve à faire.

Mais il faut commencer d'abord par l'examen de la notion de circuit statique. En principe, ce concept n'est pas seulement logique, mais encore utile et même nécessaire. Le célèbre physiocrate Quesnoy, dans son ouvrage intitulé *Tableau économique avec son explication...* publié en 1758, avait déjà dressé un schéma intéressant de la circulation interne de l'économie des sociétés humaines. Par la suite, plus d'un économiste a suivi son exemple : récemment Wagemann en Allemagne (10). Il est intéressant de montrer comment les coûts de production équivalent à des revenus : salaires, profits, intérêts qui reparaissent sur les marchés des échanges et des capitaux, comment aussi l'intensité des échanges retentit sur l'activité financière créatrice d'affaires nouvelles et ainsi de suite. Mais ce qu'on peut reprocher à M. Schumpeter, c'est d'avoir presque passé sous silence deux phénomènes économiques d'importance indiscutable : l'épargne et l'augmentation de la population. Il est vrai qu'à son avis l'épargne est, en régime statique, condamnée à l'oisiveté, c'est-à-dire à la thésaurisation. Seulement, il méconnaît le fait que si elle consiste en monnaie et qu'elle a une certaine envergure, la thésaurisation va créer une tendance à la diminution du pouvoir d'achat et donc à la baisse des prix : d'où une incontestable perturbation jetée dans le « circuit ». L'accroissement de la population a des conséquences d'autre sorte, mais qui ne sont pas négligeables non plus : augmentation des besoins d'aliments, vêtements, logements, etc., d'un côté, offre supplémentaire de travail de l'autre, d'où nécessité d'un développement des cultures susceptible de pro-

voquer diverses répercussions perturbatrices du « circuit » qu'il serait trop long d'exposer à cette place. Signalons-en une seulement : la nécessité de plus d'instruments d'échange ou d'une circulation monétaire plus rapide.

En résumé, le circuit parfait est logiquement inconcevable; il est en désaccord avec la nature des choses économiques.

Une critique beaucoup plus radicale du système de l'auteur visera l'idée qu'il se fait de l'évolution économique. On a vu qu'il regardait le crédit bancaire, la création de pouvoir d'achat par les banques comme le levier qui déclenche le progrès. Force indispensable, suivant lui, pour que l'économie nationale puisse s'échapper du circuit et progresser. Il n'est pas difficile de montrer que le crédit bancaire n'est pas indispensable à la réalisation des innovations. L'épargne a suffi maintes fois à procurer aux idées nouvelles les moyens de réalisation dont elles avaient besoin. Et cela graduellement, petit à petit si l'on veut, mais de façon efficace. Les progrès des moyens de transport aussi, qui élargissent les marchés, ont joué, à cet égard, un rôle bien souvent décisif, disons même révolutionnaire. L'action gouvernementale y a pareillement contribué. Il suffirait de rappeler ici un seul exemple : celui des opérations de police comme l'extermination des pirates qui donne au commerce maritime une impulsion très efficace. Faut-il rappeler le « nettoyage » de la Méditerranée par Pompée? Somme toute, le crédit bancaire, en tant que créateur de monnaie fiduciaire, est chose relativement récente : il faudrait donc nier tout progrès économique avant son apparition? Ce qui est vrai, c'est qu'il a joué le rôle d'accélérateur en ce sens que les individus « entreprenants » ont obtenu beaucoup plus rapidement, par son entremise, la monnaie ou ses équivalents qui étaient nécessaires à la réalisation de leurs projets. Jadis, c'est sou par sou qu'il fallait accumuler la somme indispensable à une entreprise d'abord modeste; mais avec le temps, celle-ci pouvait atteindre des dimensions inattendues. C'est peut-être que le taux des profits était susceptible, dans le passé, de prendre des proportions que n'atteignent actuellement que les gains du détenteur d'un monopole, tel qu'un brevet d'invention fructueux (11).

Si les épargnes individuelles, qui se chiffrent aujourd'hui par milliards, peuvent être autant que le crédit bancaire les adjuvants de l'esprit d'entreprise ou du moins les auxiliaires sans lesquels le crédit d'expansion serait vite à bout de souffle (12), les épargnes collectives formées par les puissantes sociétés anonymes de notre temps jouent un rôle plus décisif encore. Ce que l'on nomme l'*autofinancement*, qu'est-ce, en effet, sinon l'épargne d'une part des profits constituée par ces compagnies en vue de créations

(9) *Ibid.*, pp. 389-416.

(10) WAGEMANN, *Konjunkturlehre*, Berlin, 1928, pp. 26 et suiv. : *Der Güterkreislauf*. (Voir le schéma de la page 27.)

(11) On sait assez, du reste, que le crédit bancaire exagère maintes fois son pouvoir accélérateur du mouvement économique et que tout n'est point parfait dans l'action stimulante qu'il exerce sur ce mouvement.

(12) Comme on le constate vers la fin des périodes de prospérité lorsque l'épargne inquiète refuse son concours.

nouvelles? L'analyse théorique peut, sans doute, distinguer un double rôle, celui de ce capitaliste collectif qui forme l'épargne et celui de l'entrepreneur qui réalise des innovations. Il est toutefois remarquable que cette épargne collective ne prend pas nécessairement la forme monétaire. C'est ainsi qu'une société anonyme de construction peut entreprendre la fabrication de machines d'un type nouveau à l'aide de son outillage préexistant, n'ayant d'autre besoin monétaire que celui qui lui impose le paiement des salaires et des matières mises en œuvre. S'agit-il d'une entreprise de construction mécanique unie par intégration avec des mines métalliques, des charbonnages et une usine sidérurgique, la « réalisation des entreprises nouvelles » se fait sur le même plan et dans les mêmes conditions que la production du type courant.

* * *

Si nous cherchons à présent à déterminer en quoi l'œuvre de M. Schumpeter a fait avancer la science économique, nous dirons sans hésiter que ce n'est pas en changeant la signification des termes usuels de cette science qu'il y a réussi. En ce qui concerne d'abord le mot : capital, on s'explique malaisément le radicalisme de l'économiste autrichien. Certes, il a entendu lui donner un sens à ce point limité qu'il ne soit plus que l'instrument de l'entrepreneur désireux de réaliser une nouvelle combinaison. Mais il n'est point admissible que l'on altère le sens des mots pour défendre une thèse. Au surplus, M. Schumpeter aurait atteint son but en employant l'expression courante de *capital disponible* ou de *capital monétaire*. Cette catégorie particulière répondait tout à fait à sa pensée sans s'écarter de l'usage établi. Le capital disponible est instable parce qu'en tant que tel, il n'est pas rémunéré (abstraction faite de la rétribution minimale des dépôts à vue). Il est donc normalement destiné à se placer et devient alors le *capital engagé*. Que le capital disponible soit — non toujours, mais assez fréquemment — destiné à l'activité du créateur d'une innovation, c'est chose bien connue. Mais c'est une restriction excessive de la définition du capital que de nier la fonction plus générale de celui-ci comme instrument de prêt, comme moyen d'extension de la production d'un type déjà connu, enfin et surtout en tant que *propriété* des moyens de production produits et même du sol et du sous-sol, quoique sur ce dernier point, il y ait désaccord entre les économistes.

D'autre part, si comme nous l'avons déjà dit, la conception de l'entrepreneur envisagé comme novateur est intéressante, faut-il pourtant reviser le langage usuel des économistes qui regardent comme une entreprise toute « organisation » sujette à de plus ou moins graves aléas? Or, la plupart des producteurs travaillant pour leur compte, employant ou non des ouvriers, sont par essence exposés à des risques. M. Schumpeter néglige cette constatation banale parce qu'il a pris pour point de départ le « circuit », l'équilibre statique dont on ne saurait trop répéter

qu'il est une pure abstraction. Dans la réalité, le circuit n'apparaît pas à l'état pur, mais combiné avec des éléments qui le modifient sans cesse. L'influence de l'épargne et du mouvement démographique a déjà été signalée. Il faut y joindre celle de la concurrence, des échanges internationaux, des aptitudes inégales des dirigeants, de la législation industrielle, agricole, commerciale et financière. Ce sont autant de sources de risque et de chance et, par conséquent, autant d'occasions pour les chefs entrepreneurs d'imaginer des combinaisons qui, sans être des innovations, sont du moins de nature à leur conférer soit des avantages appréciables, soit plus de sécurité. Il y a là pour l'esprit d'entreprise un champ d'action dont on aurait tort de méconnaître l'importance et surtout le caractère organique. En un mot, il ne nous paraît légitime de faire, en théorie économique, abstraction du risque que si ce dernier n'est pas économique. Tel est le cas de la guerre, des révolutions, de la foudre, de l'épizootie, de la grêle, de la sécheresse, de l'excès des pluies : encore plusieurs de ces dangers peuvent-ils être prévus et couverts par l'assurance. En dehors de là, le risqué est de l'essence de la vie économique en régime capitaliste et on n'exagère point en disant qu'il tient en éveil l'esprit d'entreprise dans le sens même où l'entend M. Schumpeter.

Pour ce qui est du crédit, notre auteur ne lui accorde aussi qu'une portée singulièrement restreinte. Le crédit à la consommation qu'il écarte est un très ancien élément de la vie économique dont l'importance est devenue secondaire, mais non point nulle. Il faut reconnaître que, dans une large mesure, le crédit public a le caractère de crédit à la consommation, ou du moins de crédit à des emplois utiles, mais non reproductifs *sensu stricto*, ou pour mieux dire non lucratifs. Songeons à la défense nationale, à la construction des écoles, des hôpitaux, des sanatoriums et même des voies de communication. L'Etat et les municipalités ne consacrent pas littéralement le montant de leurs emprunts à la production de biens dont la vente ultérieure permettrait le remboursement de ces emprunts.

D'autre part, M. Schumpeter réduit singulièrement le rôle du crédit d'exploitation. Et cependant le fonctionnement d'un grand nombre d'entreprises exige le recours sinon régulier, du moins fréquent, aux avances bancaires à court terme et aux obligations à plus ou moins long terme. Ce phénomène important ne saurait être méconnu ni être attribué exclusivement à l'influence de l'évolution. Le crédit de fonctionnement n'intervient-il pas largement dans les pays dont l'évolution est la plus lente?

Enfin, le crédit d'expansion a une sphère plus étendue que celle que lui assigne l'économiste autrichien. Dans les périodes d'essor, le crédit d'expansion favorise la multiplication d'entreprises d'un type connu comme les hauts fourneaux, les ateliers de construction, les mines, les chantiers maritimes, tout autant que les créations nouvelles, comme l'électro-technie, l'automobile, la soie artificielle ou l'avion.

Après avoir lu toutes ces observations critiques, on nous demandera certainement quelle est donc, à notre avis, la contribution de M. Schumpeter à l'avancement de la science économique. Et ne l'avons-nous pas ramenée à bien peu de chose ?

Cette impression serait erronée. Nous pensons, au contraire, que débarrasser la thèse de notre éminent collègue de malencontreuses innovations verbales qui ne prêtent que trop naturellement à la critique et à la confusion, c'est la mettre mieux en lumière, en préciser la portée, en faire voir toute l'utilité à la fois théorique et pratique.

Que dit, en effet, notre auteur ? C'est que, dans la mesure très large où, à notre époque, le crédit bancaire fournit du capital disponible, c'est-à-dire du pouvoir d'achat à ces entrepreneurs par excellence que sont les réalisateurs de nouvelles conceptions productives, il donne à l'évolution économique contemporaine une impulsion incomparable. Le mécanisme de cette influence est aussi simple et clair qu'il est efficace et puissant. La création de pouvoir d'achat s'opère au détriment des possesseurs de pouvoir d'achat ancien. La monnaie scripturale joue ici, depuis quelques décades, un rôle prépondérant. M. Schumpeter a reconnu qu'il pourrait être question, en l'occurrence, d'une inflation monétaire. Mais, ajoute-t-il, — et cette observation est décisive — cette inflation n'est que temporaire puisque l'entrepreneur, créateur de biens nouveaux, pourra rembourser la banque prêteuse grâce à la vente de ces biens. On entrevoit, à cet égard, un circuit spécial. La monnaie fiduciaire — de papier ou d'écritures — prêtée à l'entrepreneur passe des fournisseurs de celui-ci à des vendeurs divers et finit par servir, après un certain

temps, à l'achat des biens nouveaux qu'il aura produits (13). Cette analyse est très logique et elle est le « bien propre » de notre auteur. Sans doute, faut-il la réintégrer ensuite dans une synthèse beaucoup plus complexe. Elle n'en constitue pas moins une pièce maîtresse d'une conception d'ensemble de l'évolution économique contemporaine.

Pour reconnaître enfin tout le mérite de l'œuvre de M. Schumpeter, il faut en faire ressortir la portée pratique. Si l'on doit, en effet, admettre que le crédit bancaire peut offrir plus d'un péril, être parfois distribué inconsidérément, c'est-à-dire avec excès et engouement dans certaines branches, mais de façon insuffisante en certaines autres, il importe néanmoins d'en reconnaître la puissance rénovatrice et de n'en pas craindre outre mesure l'intervention. Le déroulement normal de l'activité des entreprises bien conçues et réalisant des combinaisons neuves ne comporte-t-il pas deux phases dont l'une est de rationnement de l'économie en faveur du proche avenir et dont l'autre est de restitution ultérieure à l'économie du pouvoir d'achat créé par les banques lorsqu'il aura servi à financer les entreprises progressives ? En fait, ce pouvoir d'achat supplémentaire ne disparaîtra pas toujours parce que d'autres entreprises nouvelles viendront le requérir, du moins dans les périodes d'évolution rapide. Seulement ce fait n'infirme nullement le raisonnement qui précède, raisonnement dont on peut dire qu'il justifie la confiance et l'optimisme. Sous réserve que le crédit soit bien dirigé. Mais ceci est une autre histoire.

(13) Ou ce qui revient au même, elle remplace dans le circuit des unités monétaires qui en sortent pour acheter les produits nouveaux.

DE ECONOMISCHE TOESTAND VAN BELGIË

(Juli-October 1937)

Het verslag door de pas afgetreden Regeering aan de Wetgevende Kamers voorgelegd aangaande de uitvoering van het in de Regeeringsverklaring van den 24^{en} Juni 1936 geschetst programma, geeft een uitstekend overzicht van den weg dien hier te lande werd afgelegd sedert Maart 1935 op economisch en financieel gebied. Op die ontwikkeling hebben wij hier meermaal gewezen. Het zal daarom volstaan de voornaamste punten aan te halen die de werking der Regeering hebben gekenmerkt: instandhouding van den belga die sinds dien tijd nochtans enkele lichte schokken heeft gekregen; versteviging en vervorming van het kredietwezen; herstelling van het evenwicht der begrooting. De financieele toestand is uitstekend. Ook de economische toestand geeft onafgebroken blijken van verbetering, alhoewel de laatste maanden minder geruststellend waren bij zeer verwarde internationale moeilijkheden, die zoowel in een daling der beurswaarde van aandelen en in de flauwe stemming van de goederenmarkten als in de verslapping der algemeene bedrijvigheid tot uiting komt. Of het eer een kortstondig verschijnsel dan wel een van blijvenden aard geldt kan hier niet ter sprake komen. Nochtans mag de terugslag van politieke aangelegenheden niet onderschat worden en is vooral op dit gebied verbetering gewenscht.

De vooruitgang was misschien wel het belangrijkste op maatschappelijk gebied: de levenstoestand van de arbeiders werd verbeterd door een reeks belangrijke maatregelen waarvan verschillende van blijvenden aard zijn, en o.m. den arbeidsduur betreffen. Door de wet van 9 Juli 1936 werd de grondslag gelegd voor een vermindering van den arbeidsdag of de arbeidsweek in de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke bedrijven. Reeds werden verschillende verminderingen in verband hiermee toegepast: n.l. in de mijnen, in de diamantslijperijen, in het dokwerkersambacht. Anderzijds heeft de wet van 8 Juli 1936 een zeer lenig stelsel van betaalde verlofdagen ingevoerd, waardoor het gemiddeld maatschappelijk peil van de werklieden wordt opgevoerd en tot een zeer werkelijke nivelering van het sociaal leven wordt bijgedragen. Ook de zedelijke toestand der arbeiders werd bevorderd door betere waarborgen, toegekend aan de vrijheid van organisatie (wetten van 30 Juni en 7 Juli 1936) en door de verbetering van de sanitaire uitrusting van het land (oprichting van het Ministerie van Volksgezondheid). Bovendien kwamen nieuwe wetten en besluiten den stand van de werklozen, gepensioneerden en verminkten verbeteren, ook door maatregelen van durabelen aard: verbeterde diensten voor

arbeidsbemiddeling, bijzondere bureelen ten behoeve van de vrouwelijke werkrachten, aanmonsteringsbureelen in de havens, hervorming van het stelsel der ouderdomspensioenen waarbij de kring der vrije verzekerden uitgebreid wordt en tal van ambachtslieden en kleine landbouwers de voordeelen der wet kunnen genieten. Tot nog toe is het vraagstuk der pensioenen, een zeer netelig, verre van opgelost.

Even belangrijk is de tot hertoe nog niet uitgewerkte politiek inzake samenschakeling van de werking der organismen en instellingen die, inzake kredietverleening, functies van openbaar nut vervullen. Deze buitengewoon belangrijke onderneming zal tot stand komen dank zij een kaderwet waarbij de zeer algemeene beginselen werden vastgesteld en de eigenlijke verwezenlijking aan de uitvoerende macht wordt overgelaten, en die op 10 Juni 1937 door het Parlement werd goedgekeurd. Tot hertoe bleef het bij de hervorming van de statuten der Nationale Bank, tot het oprichten van het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet, en het inrichten van het krediet aan het middenstand.

Het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet, opgericht door een koninklijk besluit van 30 September 1937, heeft tot doel het rechtstreeks of onrechtstreeks bevorderen of verlenen van voorschotten of andere kredietverrichtingen ten behoeve van landbouwers, door verdisconteering van effecten, warrants, bestelbons, leveringsbewijzen van landbouwproducten, ten behoeve van landbouwondernemingen, coöperatievenootschappen voor landbouwkrediet, voor aankoop, verkoop of verwerking van landbouwproducten, voor aankoop en verkoop van vee, meststoffen, zaden, oogsten, enz. Het Nationaal Instituut dient de actie aan te vullen van de reeds bestaande landbouwkredietorganismen. Het zal er zich niet alleen op toeleggen, zooals uit het bovenvermelde blijkt, in de individueele kredietbehoeften, maar ook in de collectieve te voorzien. Het verslag aan den Koning geeft inderdaad ter overweging dat de ontwikkeling van onzen landbouw evenals die van talrijke andere landen gekenmerkt wordt door de noodzakelijkheid meer en meer tot de commercialisatie van den verkoop der voortbrengselen te komen, en besluit: « Men zal dus genoodzaakt zijn een type-statuut van landbouwcoöperatie te bestudeeren, en voor het verlenen van collectief krediet zekere voorwaarden vast te stellen om en een minimum van hoegrootheid en aan de landbouwnijverheid meest gepaste technische bewerking te verzekeren. »

Wat het krediet aan den middenstand betreft, deze

heeft in belangrijke mate de aandacht van de Regeering gevestigd, daar het allengs meer een maatschappelijke noodwendigheid is geworden. Het tijdelijk kredietfonds voor den middenstand werd voor een tijdperk van twintig jaar gehandhaafd onder de benaming Nationale Kredietkas voor den Middenstand, en zal de financiering van kleine en ondernemingen van gemiddeld belang vergemakkelijken. Anderzijds werd de bedrijvigheid van het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet uitgebreid derwijze dat onder zijn bevoegdheden vallen operatiën gevestigd op onroerende panden welke een gemengde bestemming van woonhuis en nijverheidsinstelling hebben, dat de oprichting van een nieuw organisme wordt vermeden, en de middenstand aldus in de gelegenheid wordt gesteld hypothecaire leeningen te verkrijgen in zeer voordelige voorwaarden. Eindelijk heeft de Regeering de vraag onder oogen genomen of het niet voegzaam was de verschillende instellingen die het verleen van krediet aan ambachtslieden, het klein beroepskrediet en het krediet voor den middenstand tot doel hebben in een organisme te versmelten. Als antwoord daarop werd een coördinatieraad in het leven geroepen. De raad is er toe bevoegd na te gaan of latere fusie van die verschillende organismen gewenscht is, en een betere verstandhouding tot stand te brengen tusschen de private banken met lokaal karakter, die zich bezig houden met kredietverrichtingen van middelbaar belang, en de half-officieele organismen die kredietoperatiën voor den middenstand doen.

Reeds deze enkelen aanwijzingen volstaan om het belang van het door de Regeering van den heer van Zeeland verrichte werk te doen uitschijnen, op economisch gebied. Meer werd er volbracht en meer nog werd onder oogen genomen en aan voorbereidende studie onderworpen, dat tot nog toe niet kon uitgewerkt worden. « Laten wij bij wijze van voorbeeld aanstippen — zoo luidt het verslag — het vraagstuk der motorbrandstoffen of nog dat der hervorming van het regime der naamlooze vennootschappen over het algemeen en der holdingmaatschappijen in het bijzonder, hetwelk het stadium der voorbereidende studies nog niet voorbij is. »

* * *

Uit de hierna volgende nota's zal genoegzaam blijken dat gedurende de laatste maanden de opgaande lijn der economische bedrijvigheid onderbroken werd en kwam stil te staan. In verschillende opzichten kan zelfs een lichte achteruitgang waargenomen worden. Dit komt vooral in den stand der werkloosheid tot uiting. In de week van 1 tot 6 November 1937 beliep het dagelijks aantal gecontroleerde werklozen gemiddeld 125.079 tegenover 111.807 de week te voren. Deze toeneming is, voor een gedeelte, een seizoenverschijnsel, maar voor het overige het gevolg van minder goede economische voorwaarden. Volgens de berekeningen van den Nationalen Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid zou de verslechting, aan

beide voornoemde oorzaken te wijten, ten opzichte van de maand October, in November de volgende percentages bedragen, voor de bedrijfstakken die het felst aan seizoensinvloeden blootstaan: kleedingsnijverheid 26 t. h., bouwnijverheid 22,87 t. h., steengroeven 21,06 t. h., huiden- en ledernijverheid 17,63 t. h., tabaksnijverheid 15,97 t. h., textielnijverheid 15,27 t. h., kunstnijverheden en nijverheid van gevoelige instrumenten 11,63 t. h., hout- en meubelnijverheid 10,33 t. h.

STEENKOLEN EN COKES.

De steenkolenmarkt verkeerde gedurende de eerste drie kwartalen van dit jaar in een uiterst gunstige stemming, zoowel om reden van de groote bedrijvigheid die bijna in alle nijverheidstakken heerscht, als wegens de trapsgewijze stijgende prijzen die de verbruikers tot bevoorrading aanzetten. Sinds einde September is de stand minder bevredigend, alhoewel er practisch geen veranderingen in voorkwamen. In huisbrand zijn de omzetten regelmatig, maar geringer dan naar gewoonte, wijl de temperatuur zeer zacht gebleven is en de groothandel buitengewone voorraden opgeslagen had in vooruitzicht van nieuwe prijsstijgingen. In industriekolen blijft het *statu quo* gehandhaafd. De omzetten in fijne cokeskolen zijn zoo breed dat men niet tot contingenteering van deze soort is overgegaan. De vraag naar huisbrandkolen, uitgaande van Frankrijk, blijft steeds actief; deze naar industriekolen verminderd echter, eenerzijds wijl de behoeften aldaar geringer worden, anderzijds omdat de productie toegenomen is. De cokesmarkt vertoont steeds een groote bedrijvigheid, alhoewel de hooge prijzen de vraag naar cokes als huishoudkolen heeft ingekrompen.

In Juni, Juli, Augustus, September werden respectievelijk 2.512.000, 2.274.000, 2.345.000 en 2.532.000 ton steenkolen opgedolven in zes en twintig dagen. De uitslagen van de maand Augustus zijn door de betaalde verlofdagen beïnvloed. De voorraad, die onophoudelijk slonk, werd nu stabiel op een trouwens laag peil: 496.000 ton einde Juli, 504.000 ton einde September. De productie der eerste negen maanden van dit jaar staat nog steeds boven die van dezelfde periode 't jaar te voren. De vooruitgang is echter gering en bedraagt slechts 3 t. h., waarbij nog moet overwogen worden dat de stakingen in 1936 een tekort in voortbrenging van ongeveer één millioen ton hebben veroorzaakt. Het blijkt wel dat deze toeneming onvoldoende is, vooral in vergelijking met deze welke zich in de Engelsche, Duitsche en Poolsche mijnen heeft voorgedaan, en wanneer men onder oogen neemt dat het verbruik in grootere mate aangroeide, zoo bij voorbeeld in de staalnijverheid waar de steenkoolconsumptie thans ongeveer 20 t. h. meer bedraagt dan het jaar te voren. De mededinging ging integendeel vooruit. Wat voor onze nijverheid wel treurig mag genoemd worden is de verminderde opbrengst der productie per werkman. Ze daalde geleidelijk van

820 kg. in December 1936, laatste maand gedurende dewelke de wekelijksche arbeidsduur regelmatig acht en veertig uur bedroeg, tot 799 kg. in Februari en 763 kg. in September. Dit beteekent een achteruitgang van ongeveer 50 kg., wat in verhouding staat tot de vermindering van den arbeidsduur. Dat die vermindering niet meteen op dit peil kwam te staan kan zoowel voortkomen uit het feit dat de wedijver van de eerste weken met den tijd sleet, dan uit de aanwerving van vreemde elementen en andere nieuwe mijnwerkers wier voortbrengingsvermogen slechts geleidelijk tot haar hoogtepeil opgedreven kan worden, en misschien wel minderwaardig blijven zal, ten minste voor een deel hunner. Het vraagstuk blijkt zeer ingewikkeld en is dreigend voor onze steenkolenrijverheid. Van de arbeiderszijde wordt opnieuw getracht de arbeidsweek met drie uur in te krimpen, zoowel voor de mijnwerkers onder den grond als voor de arbeiders die ongezond bovengronds werk verrichten. Het ligt voor de hand dat een verkorting van den arbeidsduur in de tegenwoordige omstandigheden het mijnbedrijf in het gedrang zal brengen, de productie nogmaals zal verminderen en tot een toeneming van den invoer zal leiden, wat ook op gebied van prijsverhoudingen moeilijkheden meebrengt. Trouwens onze invoer is nu reeds merkkelijk verhoogd: bij een ongewijzigd uitvoercijfer, steeg het invoercijfer voor de zeven eerste maanden van 2.095.361 ton steenkool en 1.389.840 ton cokes in 1936 tot 3.530.425 ton steenkool en 1.926.394 ton cokes gedurende hetzelfde tijdperk van dit jaar.

METAALNIJVERHEID.

Terwijl sinds de Julimaand de bedrijvigheid in de metaalnijverheid beter was, verliepen September en October veel kalmer, vooral wat den uitvoer betreft.

De bestellingen voor het buitenland blijven uit; de vraag wacht op een eventuele prijsdaling. Trouwens zijn de politieke omstandigheden allerwege ongunstig. Nochtans blijft de stand der bedrijven nog voldoening schenken dank zij de vroeger opgehoopte bestellingen die niet voor het einde van dit jaar kunnen uitgevoerd worden. Dit neemt niet weg dat verschillende ondernemingen, in 't vooruitzicht van een gewijzigde oriëntering, het tempo van hun werkzaamheden nu reeds hebben vertraagd.

Het verkoopkantoor van het staalkartel ondervindt in den laatsten tijd concurrentie van de Amerikaanse staalindustrie. Men vraagt zich af of de Amerikaanse voortbrengers niet zullen overgaan pogingen aan te wenden om hun afzet op de internationale markten te vergrooten, daar de vraag naar metaalproducten in Amerika zelf vermindert. Het *American Iron and Steel Institute* meldde begin October, dat de bedrijvigheid in de staalindustrie slechts 41 t. h. der capaciteit meer bedroeg, hetgeen de laagste stand was sedert Juli 1935. Om in dien toestand te verhelpen vragen de voortbrengers aldaar momenteel reeds prijzen, welke beneden die van het staalkartel liggen. De Europeesche kringen zijn dan

ook van meening, dat het gewenscht is om het vraagstuk van de prijsverlaging onder oogen te nemen.

Maar noch deze reden, noch de inkrimping van de vraag hebben de leiders van het staalkartel tot een prijsverlaging kunnen aansporen. Het voortbrengingskwantum werd integendeel van 525.000 tot 450.000 ton per maand teruggevoerd sinds October. Wij brengen hier in herinnering dat dit cijfer niet op de totale voortbrenging terugslaat, vermits het kartel slechts het uitvoertonnage regelt, en zekere fabricages, o. m. die van rails en machinedraad, daarbij niet gerekend worden.

Uit de bestellingen, door *Cosibel* gedurende de laatste maanden geregistreerd, blijkt de vernauwing der vraag zeer duidelijk: 237.000 ton in April, 135.000 ton in Mei, 142.000 ton in Juni, 171.000 ton in Augustus, in September en October respectievelijk 107.000 en 119.000 ton.

De voortbrenging bleef echter op peil ten onzent. Einde September kon nog geen verslapping waargenomen worden: 341.000 ton ruw staal in Juni, 349.000 ton in Juli, in September en October 346.000 en 344.000 ton tegenover 266.000 en 269.000 ton in de maanden Augustus en September van het jaar te voren. De productie blijft verre boven het gemiddeld peil van 1936 staan, dat nooit 300.000 ton bereikt heeft. Hier te lande is de vooruitgang sterker geweest dan elders gedurende het eerste halfjaar. De voortbrenging kwam op 1.826.000 ton te staan tegenover 1.469.000 voor de eerste zes maanden van 1936.

Ons afzetgebied in het Verre-Oosten gaat te loor, wat uiterst bedenkelijk is, daar China en Japan vooral mede bij onze beste klanten mochten gerekend worden: meer dan de helft van onzen uitvoer naar die landen bestaat, naar waarde gerekend, uit metaalproducten. De omzetten in Nederland, het Nabije-Oosten, de Vereenigde Staten, Argentinië en Brazilië blijven belangrijk. Ook naar Groot-Brittannië wordt veel uitgevoerd, vooral half-fabrikaten, die ongelukkigerwijze niet veel handenarbeid vergen.

Op de binnenlandsche markt werd de vrijheid van verkoop, die in den beginne van 't jaar door *Cosibel* werd begrensd om tegen speculatieve aankopen in te gaan, weer in voege gebracht.

De Belgische entente voor machinedraad werd weder opgericht tot het einde van 1938. Deze groepeeringsomvat *Angleur-Athus*, de *Usines Boël*, *Ougrée-Marhay*, de *Laminaires et Tréfileries d'Anvers*, en twee nieuwe onderteekenaars: *Clabecq* en *La Providence*. De constructiewerkhuizen vertoonen sinds ettelijke maanden een levendige bedrijvigheid. Talrijke bestellingen zoowel van binnen als van buiten het land kwamen de orderboekjes vullen. Gedurende de laatste twee maanden werden belangrijke aankopen van wagens geboekt voor rekening van China, Zuid-Afrika, de *Compagnie internationale des Wagons-Lits* en de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen. De openbare werken dragen eveneens tot de bedrijvigheid toe.

De scheepstimmerwerven hebben van Mei tot Augustus

tus een belangrijken opbloei gekend, wat vooral aan de vrees voor een eventueele hausse te wijten valt, en door de kredietpolitiek van zekere hypothecaire banken vergemakkelijkt wordt. Er bestaan inderdaad geen grondige oorzaken voor zulken opbloei: de visschersvloot is nu grootendeels vernieuwd en de huidige toestand is niet rooskleurig in onze visscherij; anderzijds wordt de uitvoer belemmerd. Zoo werd in Frankrijk beslist geen in den vreemde gebouwde schepen meer te immatriculeeren en blijft de vrees voor een nieuwe contingentteering steeds rondzweven. De herstellingswerken kunnen dit tekort echter in zekere mate aanvullen, te meer daar de verkoop van oude schepen nu goed doorgaat.

De stand der wapenfabrieken van het Luiksche is tegenwoordig bemoedigend en de heropbeuring algemeen zoowel wat oorlogs- als jacht- en luxewapens betreft.

STEENGROEVEN, CERAMIEK EN BOUWNIJVERHEID.

De stand van de bouwmarkt is gedurende de onderhavige periode niet verbeterd. De particuliere bouwwerken zijn onvoldoende, en de openbare werken volstaan niet, alhoewel zij belangrijk en talrijk zijn, om de bedrijvigheid van het bouwvak op te houden in zijn geheel. Uit dezen mangel aan evenwicht volgt dat alleen de aannemers van openbare werken, de steengroeven en de cementfabrieken voordeel genieten, wijl elders de werkzaamheden niet volstaan en de uitvoerbelemmeringen, bij een bekrompen binnenlandsche markt, met volle zwaarte op de bedrijven van de steenbakkerij drukt.

De vooruitzichten worden in dezen laatsten nijverheidstak steeds somberder. De seizoenbedrijvigheid loopt ten einde. De werkloosheid treed in. Nu reeds zijn 10 t. h. der arbeiders zonder werk. Deze verhouding zal wellicht tot 50 t. h. oploopen. De uitvoer blijft moeilijk en de prijzen brokkelen af. Aldoor hoopt men tot een verstandhouding kunnen over te gaan in de Rupelstreek, ten einde tot een loonend regelen van den uitvoer en van de onderlinge voortbrenging te komen.

Hetzelfde geldt voor de pannenfabricage, die niet loonend is. Ook hier treedt het doode seizoen in. En, alhoewel de Winter nog niet guur is, blijven de bestellingen uit. De uitvoer loopt eveneens terug onder invloed van de geweldige mededinging van de Nederlandsche fabrikanten.

Intusschen ondergingen prijzen en loonen geen wijziging.

Dat de cementfabrieken aldoor aan het werk blijven is aan den gemiddelden stand van het bouwbedrijf en vooral aan de openbare werken te danken. De prijzen werden dan ook onlangs opgevoerd door het cementkartel. Van begin 1935 tot heden werden de verkoopprijzen van cement verdubbeld tot groote ergernis van de industrieelen en handelaars.

Thans is er verbetering in de porfiergroeven gekomen. Vroeger hebben wij gewezen op de noodlottige

gevolgen van de volledige werkstaking die op 28 Juli losbarstte in al de groeven van Lessen die aan het verkoopkantoor aangesloten waren. Aan deze werkstaking is een einde gekomen. De werkgevers hebben de contractueele loonsverhooving ingewilligd alhoewel zij reeds vroeger extra-contractueele toelagen hadden toegestaan. De bedrijvigheid is zeer levendig. Dank zij de opgeslagen voorraden kunnen de bestellingen gemakkelijk gevolgd worden. Steenslag wordt echter minder gevraagd. Het kantoor heeft een prijsverhooving van 10 t. h. uitgevaardigd waarvan de gevolgen tot nog toe niet waarneembaar zijn.

De afzet van de granietgroeven is voldoende. In October is echter eene verslechting van den toestand ingetreden.

Ook in de marmergroeven wordt de bedrijvigheid kalmer en zal de werkloosheid weerom aldra haar intree doen. Prijzen en loonen bleven onveranderd.

GEWOON GLAS EN SPIEGELGLAS.

Over 't algemeen is de toestand van deze nijverheidstakken slechter geworden, na de kortstondige wederopbeuring die gedurende de Lente ingetreden is.

Alhoewel de prijzen voor glaswaren opwaarts gaan, klimmen zij niet even snel als de productiekosten. Sinds einde Augustus werd het weer overal kalm. De Unie heeft nog slechts drie eenheden aan 't werk gehouden. De twee *outsiders* blijven regelmatig aan den gang.

Ook blijft de kalmte in de holleglasblazerijen voortduren, hoewel het tijdvak September-December doorgaans het maximaal peil der jaarlijksch bedrijvigheid vertoont. De afzet is onvoldoende: naar Engeland is hij breed; naar Frankrijk wordt hij smaller; met de Vereenigde Staten winnen de verhandelingen niet in belang. De verkoopprijzen zijn ongewijzigd gebleven voor den export.

Sinds 1^{en} Augustus werd een contractueele loonsverhooving toegestaan.

HOUT EN MEUBELN.

De markt voor constructiehout, die tot einde Maart voorspoedig was, is sedert dien kalm geworden. Nochtans blijven de prijzen op peil. Wat het mijnhout betreft, dit werd aldoor in groote hoeveelheden gevraagd. Het blijkt zelfs dat het verbruik der Belgische mijnen, dat gedurende de vorige jaren ongeveer 1.250.000 kubieke meter bedroeg, dit jaar met ongeveer 20 t. h. gestegen is. Daar de Belgische voortbrenging onvoldoende is om in zulke belangrijke consumptie te voorzien werd de contingentteering, op den invoer van mijnhout toepasselijk, tijdelijk opgeheven.

De uitslagen der veilingen van domaniaal hout zijn uiterst bevredigend. Nogmaals liepen de prijzen op, in den beginne zelfs zoo hevig dat een inzinking niet kon uitblijven. Het feit dat de arbeiders wederom loonsverhoovingen op het oog hebben droeg daarna tot mildering der prijzen bij.

In de klompenmakerijen doet de kalmte haar intree. Sommige werken slechts vier tot vijf dagen meer per week, andere werken door en slagen voorraden op.

De stand der meubelmakerij wordt steeds ten zeerste door het conjunctuurverloop beïnvloed. De omzetten blijven bekrompen. Gedurende de maand October werd de vraag naar gebogen hout kleiner zoodat de bedrijvigheid, die zoo fel toegenomen was sinds de Lente, weer aan 't slinken gaat.

Ook blijft de toekomst der mandenmakerij, vooral in de omstreken van Temsche gevestigd, zorgwekkend. De werkloosheid blijft hier aanhouden.

HUIDEN EN LEDER.

Het blijkt alom dat onze schoennijverheid thans in een zeer benarden toestand verkeert. In 't begin van 't jaar bedroeg de werkloosheid in de schoen- en lederindustrie ongeveer 40 t. h., waarvan, 12 t. h. volledig en 28 t. h. tijdelijk was. Sedert is de inzinking der bedrijvigheid nog verergerd. In de omstreken van Verviers bereikte de werkloosheid 10 t. h. gedurende het eerste kwartaal, 15 t. h. gedurende het tweede, 30 t. h. gedurende het derde, en thans meer dan de helft. Twee kleine fabrieken aldaar hebben het werk stil gelegd.

Deze toestand is grootendeels het gevolg van de devaluatie, waardoor een geweldige ommekeer in de verhoudingen dezer nijverheid werd teweeggebracht. De verkoopprijzen konden niet evenredig opgevoerd worden met het stijgen van de productiekosten, omdat de vraag bleek te krimpen naar gelang van de prijsstijging, en omdat de behoeften tegen lage prijzen kon voldaan worden dank zij de invoer van vreemde artikelen. Gedurende het eerste halfjaar stegen de prijzen der grondstoffen met 25 tot 30 t. h. voor het bovenleder, met 50 tot 60 t. h. voor het onderleder. Bovendien zijn de loonen sinds begin 1937 met ongeveer 10 t. h. duurder geworden.

Hierdoor komt het, dat de schoenbedrijven die hun voortbrengselen in het binnenland afzetten, niet met de buitenlandsche mededinging kunnen wedijveren. De invoer is sinds de devaluatie erg vermeerderd, en liep in 1936 over ruim twee millioen paar schoenen, terwijl onze uitvoer slechts 5 t. h. bedroeg van over 1929 de in 't buitenland verkochte hoeveelheden. Alhoewel de bedenkelijke toestand van onze industrie meewaren baart en een zekere bescherming vergt, dient er nochtans op gewezen dat die bescherming van zulken aard zal wezen, dat de industrie zich bij de in het buitenland heerschende voorwaarden moge aanpassen, en in staat moge gesteld worden goedkoope en aantrekkelijke artikelen te fabricereen, zoodat zij, in den wedloop met de concurrentie, het niet moet onderdoen.

Wat de bedrijven betreft wier voortbrenging op den export aangewezen is, dezer toestand is nog moeilijker, vermits het hier over 't algemeen luxe-artikelen geldt, zooals in Izegem. Wanneer de afzet in het buitenland belemmerd wordt, kunnen deze luxe-artikelen maar moeilijk ten onzent verkocht worden,

omdat daarvoor een zeer enge markt bestaat, die over 't algemeen door locale koopersgewoonten beheerscht wordt. Het luxe-artikel wordt trouwens steeds moeilijker aan den man gebracht. De buitenlandsche mededinging laat zich trouwens evenzeer als hier te lande op onze vreemde afzetgebieden gevoelen. De Londensche markt is met Amerikaansche schoenen overstelpt en de Izegemsche fabrikanten hebben een tijdlang de Londensche markt verlaten, waarbij zij veel hebben ingeboet.

De bevoegde overheid laat zich met dien hachelijken toestand in. De Syndikale Kamer der Belgische Schoenfabrikanten dringt er zonder ophouden op aan om tegen de vreemde *dumping*-methodes op te treden. De Commissie van nijverheidsoriëntering heeft een onderzoek ingesteld en zal de gewenschte voorstellen doen ten einde den toestand te verhelpen.

TEXTIELNIJVERHEID.

Het lijdt geen twijfel dat er gedurende onderhavig tijdperk een algemeene verslapping is ingetreden. Deze toestand, die sinds Mei begon, is bijna tot een soort crisis uitgegroeid. Nochtans hoeft er op gewezen dat de zomermaanden, sinds verschillende jaren, zulke inzinkingen hebben gekend. Dit jaar is ze zelfs later begonnen, maar algemeener geweest. Reeds wordt bijna allerwegen een heropleving vernomen voor het najaarsseizoen.

Katoennijverheid.

De katoenmarkt werd door een groote slapte gekenmerkt en is eerst sedert korten tijd vaster geworden. Op de Amerikaansche markten heeft de prijsdaling alle verwachtingen overtroffen, wat genoegzaam blijkt uit het verval der termijnnoteringen die in Maart voor Mei 14,50 cents bedroeg en nu voor December 8,33 cents. De katoenogst in de Vereenigde Staten is bijzonder rijk geweest. De opbrengst per acre bedraagt 249,3 lbs. tegenover 197,6 lbs. in 1936-1937. Bij dergelijken overvloed heeft de Amerikaansche Regeering de markt moeten rugsteunen en het bij haar in pand gegeven katoen aan de markt onttrokken. De prijzen zijn natuurlijk gedaald, wat geen verwondering baart als men weet dat de beschikbare katoen voor 1937-1938 meer dan 50 millioen balen bedraagt en dat de wereldconsumptie voor 1937 op slechts 29 millioen balen geschat wordt.

De productie der katoenspinnerij blijft zeer normaal. De stocks zijn slechts weinig of niet gestegen, omdat de afzet in 't binnen- zoowel als in 't buitenland bevredigend is gebleven. Anderzijds blijven de nieuwe inschrijvingen in het orderboek sinds Augustus uit. De politieke spanning in Europa is daarvan grootendeels de oorzaak. In October werd de toestand echter weer beter : de vraag is er van overtuigd dat de baisse niet verder zal gaan.

In de katoenweverij is de toestand verschillend. Over 't algemeen zijn de bestellingen geringer in omvang geweest en bleef de cliënteete terughoudend. Sedert Augustus is de toestand slechter geworden.

Alhoewel de spinnerij haar prijzen bij de daling der grondstof heeft moeten aanpassen, is de weverij er in geslaagd de hare op peil te houden, niettegenstaande de druk die door zekere cliënten werd uitgeoefend om een atslag te verkrijgen. Het blijkt trouwens dat de prijs der garens maar voor een klein gedeelte in de productiekosten telt en dat de daling der eersten door de stijging der loonen en van den prijs van het afmaken wordt opgeheven.

Er blijkt nochtans een zekere malaise in de weverij te bestaan; de betalingen geschieden met vertraging; trouwens is de markt van katoenenweefsels voor kleding slechter gestemd; de verkoop voor den Winter is onvoldoende en de vraag naar confectie-artikels is gering.

Veel beter gaat het in de weverij van meubelstoffen, die, na een kortstondige inzinking in September, weer tot een genoegzame opleving gekomen is. Vooral naar goede kwaliteiten is de vraag fel. Deze industrie is thans weer door een dringende vraag bevoordeeld en de vooruitzichten voor dit seizoen blijken uitstekend te zijn, des te meer daar de contingentieeringsmaatregelen in zekere landen als Denemarken en Nederlanden thans minder belemmerend werken.

Wolnijverheid.

Sinds 1 September daalden de noteeringen voor wol met ongeveer 20 tot 25 t. h., alhoewel de voorraden normaal zijn. De politieke omstandigheden zijn echter al te ongunstig. Nochtans moet gezegd worden dat de noteeringen voor wol in vergelijking met de andere grondstoffen een gunstige positie bekleeden. Einde October werd de toestand ietwat beter.

Onnoodig er op te wijzen dat zoowel handel als nijverheid den weerslag van die prijsdaling hebben ondergaan. De meeste groote huizen verwachtten een haussebeweging. Thans blijft de vraag natuurlijk terughoudend wijl zij een prijsdaling, volgend op de baisse der grondstoffen, hoopt. De bedrijvigheid bleef genoegzaam, zonder meer. De stand der wasscherijen is niet beter geworden. De heropleving die men na de vacantieweken in de spinnerij verwachtte, was minder belangrijk dan men begeerde. In de weverij is de schaarschte aan orders gedurende de laatste drie maanden gevoelig geweest. Nochtans is de markt niet al te pessimistisch gestemd, alhoewel de werkloosheid toeneemt en de Fransche mededinging, sinds de val van den Franschen munt, zorgwekkend wordt in zekere opzichten.

Ook in de breigoednijverheid ging het minder goed: vertraging in de bestellingen en daling van de prijzen der grondstoffen. Pas in September zijn de orders in hoeveelheid toegekomen. Het blijkt echter dat het seizoen van minder belang en van minder langen duur zal zijn dan 't jaar te voren.

Wij trekken de aandacht op het feit dat een nijveraars van Ronse een vergunning voor België heeft aangekocht voor het voortbrengen en verkoopen van een *ersatz*-product genaamd *lanital*, een soort artifi-

cieele wol, uit *caséine* vervaardigd, en nu reeds in Italië in omloop. Een fabriek werd te dien einde in de nabijheid van Ronse aangekocht en zal zonder twijfel binnen enkele maanden aan den gang zijn.

Vlasnijverheid.

De vlasmarkt was weinig bewogen, bij tamelijk geringe omzetten. Alleen de goede soorten werden vlot verkocht. De overige ondergingen een prijsdaling, eenerzijds als weerslag van de baisse van het katoen, anderzijds onder invloed van de dalende prijzen voor Russisch vlas. Groote hoeveelheden vlas van goede hoedanigheid kwamen ons uit Frankrijk toe.

In de spinnerij is de toestand niet al te rooskleurig, vooral wijl de prijsafwijking tusschen vlas en katoen weer ten nadeele van het eerste zou kunnen uitkomen. De buitenlandsche markten, behalve de Amerikaanse, blijven gesloten. Tot hiertoe kwamen ons slechts een gedeelte van de verwachte bestellingen toe, wijl de vraag gretig op een nieuwe prijsdaling is en zij een sterken druk op het aanbod poogt uit te oefenen. De spinnerij gaat hiermede niet akkoord en houdt de prijzen op, onder voorwendsel dat de grondstof te duur is en dat er geen voordeel bij gevonden kan worden met lage prijzen op een zoo kalme markt te komen. Daar de voorraden sinds het begin van dit jaar met ongeveer 70.000 pakken garens toegenomen zijn, is de spinnerij er toe overgegaan een week per vier haar bedrijvigheid te staken te Gent en in 't omliggende.

Ook in de weverijen zijn de werkzaamheden sterk achteruitgelopen. De toestand is er moeilijk wijl de spinnerij haar prijzen niet verlaagt en de cliënteel een prijsvermindering vergt.

Jutenijverheid.

De stand der jutenijverheid, die na de devaluatie schoone maanden heeft gekend, is thans bedenkelijk. De vooruitzichten waren sinds den oorlog nooit zoo slecht. De winstmarge is verdwenen in de spinnerij en de bestellingen blijven uit; de weverij verkeert in denzelfden toestand. Indien er geen verandering in dien toestand komt zal de werkloosheid voor het einde van dit jaar haar intree doen.

Kunstzijdenijverheid.

In dezen bedrijfstak is de toestand eveneens verslecht. De belangrijke bestellingen dagteekenen van het begin van dit jaar en werden niet in hetzelfde tempo voortgezet. Men hoopt dat het winterseizoen hier ook verbetering zal brengen.

LANDBOUW- EN VOEDINGSNIJVERHEDEN.

De oogsten zijn binnengehaald. De opbrengst per hectare was gemiddeld voor tarwe, genoegzaam voor gerst, gering voor rogge, deficitair voor haver. Gemiddeld wordt de opbrengst van tarwe op 2.400 kg. geschat. Drie duizend kilogram is dit jaar buitengewoon.

Het saccharinegehalte van de suikerbieten is groot, maar de gemiddelde opbrengst blijft beneden die van verleden jaar. Dank zij de prijsstijging werd deze teelt niettemin genoeg beloond.

Over 't algemeen zijn de uitkomsten der fruit-oogsten niet bevredigend. De appel- en perenoogst is deficitair, de pruimenooft integendeel zeer goed. De prijzen zijn hoog, zooals te verwachten was, vermits de goede waar nogal raar is bij ongunstige weersomstandigheden.

De tabaksteelt onderging dit jaar een inkrimping die ongeveer één vijfde bedraagt, omdat de oogst van 1936 nog niet geheel verkocht is. Reeds vroeger hebben wij er op gewezen dat de teelten vooral gingen over groote hoeveelheden van minder goede hoedanigheden. De gevolgen van deze kweekmethodes zijn niet uitgebleven. Overal worden pogingen aangewend om dit te verhelpen en om betere zorgen aan de tabaksteelten te wijden.

De stand der groententeelten is sinds einde Juni veel beter dan voorheen. Het warm weder heeft daartoe bijgedragen. Over 't algemeen werd de opbrengst tegen goede prijzen verkocht, met uitzondering van de tomaten die veel te goedkoop moesten afgezet worden, vooral wijl de oogst een recordoogst was.

Wij hebben gemeld hoe het *Boerenfront* dat, naar het blijkt, meer dan 30.000 aanhangers telt, in de Kempen heel was ophef maakt en in botsing is gekomen met de politiek die door den *Boerenbond* wordt gevolgd. Niettegenstaande de houding die de katholieke middens, en met name de aartsbisschop van Mechelen, tegenover deze liga aangenomen hebben, gaat de nieuwe beweging door met meer kracht en scherper in haar gevolgen dan voorheen.

Voor de druivenkweekers blijft de toestand ongunstig. De uitvoerbelemmeringen zijn niet opgeheven en de vreemde mededinging werkt doodelijk op onze eenmaal onbetwiste afzetgebieden. Engeland neemt steeds minder druiven; Zuid-Afrika, Nederland en

Bulgarije kapen aldaar onze cliënten weg. De ser-risten pogen dan ook sinds lang de druiventeelten gedeeltelijk door andere te vervangen: sla, komkommers, tomaten en perziken. Tot hun groot genoegen werd de aanvoer van Italiaansche perziken, die vrij geschiedde en de prijzen van onze voortbrengselen deed dalen, thans weer gecontingenteerd.

De hofbouwers uit het Gentsche hebben dit jaar minder te klagen gehad. Vooral sinds begin October werden groote hoeveelheden bloembollen en serreplanten verzonden.

De eierenhandel is in 't gedrang wijl de prijzen, bij goed weder en belangrijken leg, erg dalen en de hoenderbedrijven in een zeer moeilijken toestand verkeeren. Maar alhoewel de prijsdaling groot is, volstaat zij niet om een genoegzamen uitvoer te bewerken. De binnenlandsche prijzen zijn nu nog van 4 tot 5 centiem duurder dan de buitenlandsche. Engeland neemt niet meer af. Dank zij het in Duitschland in zwang zijnde vergunningssysteem kan daar nog wat verkocht worden.

Op 5 Juli 1937 trad de stijging der bierprijzen over heel het land in voege. Ze ging niet zonder beroering alhoewel zij sedert lang voorzien en aangekondigd werd. Tot hiertoe blijkt deze prijsstijging geen invloed op het verbruik te hebben uitgeoefend. Trouwens, sinds 1935, neemt het verbruik zonder ophouden toe.

In tegenoverstelling met de prijsbeweging van alle groote verbruiksartikelen zijn de prijzen voor suiker bijna onbewogen gebleven. Sinds Juli bedraagt de baisse slechts 10 fr. De stand van de suikermarkt is overigens zeer gezond. De voorraden zijn normaal en het verbruik neemt gestaag toe. Onze voortbrenging is bijna volkomen bij het nationaal verbruik aangepast. Het toegekende uitvoerkwantum wordt in werkelijkheid hier te lande verbruikt of in uitvoerartikelen verwerkt.

LA RÉFORME ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN BELGIQUE

LOI DU 10 JUIN 1937.

ARRETES ROYAUX INSTITUANT UNE CAISSE NATIONALE DE CREDIT AUX CLASSES MOYENNES, UN CONSEIL DE COORDINATION DES INSTITUTIONS DE CREDIT AUX CLASSES MOYENNES. — ARRETES ROYAUX RELATIFS AU STATUT DE L'OFFICE CENTRAL DE CREDIT HYPOTHECAIRE ET DE LA CAISSE CENTRALE DE PETIT CREDIT PROFESSIONNEL.

RAPPORT AU ROI.

Sire,

Dans le problème si complexe des classes moyennes, le crédit revêt une importance particulière, à raison notamment du fait qu'il doit, dans la plupart des cas, suppléer à l'insuffisance du capital, lequel est souvent entièrement investi dans l'outillage professionnel de l'artisan, du commerçant, de l'industriel.

L'importance du crédit aux classes moyennes a, d'ailleurs, retenu l'attention des Gouvernements précédents, ainsi que le démontrent les dispositions suivantes mises en vigueur au cours des dernières années :

a) Loi du 29 mars 1929 créant le Fonds de garantie au crédit artisanal, dont les moyens d'action ont été renforcés par l'arrêté royal n° 17 du 19 octobre 1934.

Le Fonds de garantie au crédit artisanal a pour but d'aider l'artisan par l'octroi de crédits destinés à l'amélioration de son outillage. L'Etat garantit, à concurrence de 50 millions de francs, la bonne fin de ces crédits ;

b) Loi du 11 mai 1929 instituant la Caisse centrale du petit crédit professionnel, loi du 10 août 1933 accordant la garantie de bonne fin de l'Etat à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite pour l'es-compte d'effets portant la signature de la Caisse centrale et des associations de crédit agréées, et l'arrêté royal n° 18 du 19 octobre 1934, qui porte la garantie de bonne fin à 150 millions.

La Caisse centrale du petit crédit professionnel s'occupe exclusivement à l'intervention d'associations de crédit instituées par l'initiative privée, et agréées par

DE ECONOMISCHE EN FINANCIËLE HERVORMING IN BELGIË

WET VAN 10 JUNI 1937.

KONINKLIJKE BESLUITEN HOUDENDE OP-
RICHTING VAN EEN NATIONALE KAS VOOR
KREDIET AAN DEN MIDDENSTAND, EEN
COORDINATIERAAD VAN DE INSTELLINGEN
VOOR KREDIET AAN DEN MIDDENSTAND. —
KONINKLIJKE BESLUITEN BETREFFENDE
HET STATUUT VAN HET CENTRAAL BUREAU
VOOR HYPOTHECAIR KREDIET EN VAN DE
CENTRALE KAS VOOR KLEIN-BEROEPSKRE-
DIETEN.

VERSLAG AAN DEN KONING.

Sire,

In het zoo ingewikkeld vraagstuk van den middenstand neemt het krediet een bijzonder belangrijke plaats in inzonderheid doordat het in de meeste gevallen voorziet in de ontoereikendheid van het kapitaal, dat vaak volledig vastgelegd is in het bedrijfsmaterieel van den ambachtsman, den handelaar en den industrieel.

De gewichtigheid van het krediet aan den middenstand heeft trouwens de aandacht van de vorige Regeeringen gaande gemaakt, zooals de onderstaande, in den loop dezer jongste jaren in werking gestelde schikkingen laten blijken :

a) Wet van 29 Maart 1929, houdende instelling van het Waarborgfonds ten behoeve van het krediet voor ambachtsmaterieel, waarvan de actiemiddelen werden versterkt bij koninklijk besluit n° 17 van 19 October 1934.

Het Waarborgfonds ten behoeve van het krediet voor ambachtsmaterieel heeft ten doel den ambachtsman te steunen door het verleen van kredieten tot verbetering van zijn materieel. Tot het beloop van 50 miljoen frank waarborgt de Staat het goed verloop van deze kredieten ;

b) Wet van 11 Mei 1929 tot inrichting van een Hoofdkas voor het klein-beroepskrediet, wet van 10 Augustus 1933 waarbij de Staat bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas het goed verloop waarborgt van het disconteer van effecten dragende de handtekening van de Hoofdkas en van de aangenomen kredietverenigingen, alsmede het koninklijk besluit n° 18 van 19 October 1934 waarbij het bedrag van den waarborg van goed verloop op 150 miljoen wordt gebracht.

De Hoofdkas voor het klein-beroepskrediet houdt zich uitsluitend bezig, door tusschenkomst van op pri-
vaat initiatief opgerichte kredietverenigingen, met

la Caisse centrale, des opérations de petit crédit professionnel trop souvent délaissées par les banques privées.

La Caisse centrale dispose d'une dotation de l'Etat de 50 millions de francs et d'une garantie de bonne fin de 150 millions de francs;

c) Arrêté royal n° 19 du 19 octobre 1934 créant le fonds temporaire de crédit aux classes moyennes, qui traite les opérations de crédit de nature à aider les entreprises moyennes, notamment par la mobilisation des créances de ces entreprises et par l'acceptation de la cession de prêts qui leur ont été antérieurement consentis. Le Fonds dispose d'une dotation de l'Etat de 50 millions de francs et d'une garantie de bonne fin de 350 millions de francs.

L'évolution de ces organismes et les grands services qu'ils ont rendus sont la démonstration péremptoire que ce genre de crédit est une réelle nécessité sociale.

Les caractères spécifiques des classes moyennes impliquent des normes particulières dans l'octroi des crédits qui leur sont destinés. Cet octroi réclame des soins attentifs et prudents parce que l'élément personnel joue souvent un rôle prépondérant dans l'appréciation du risque. Par ailleurs, ces crédits constituent pour le bénéficiaire un adjuvant efficace d'amélioration professionnelle et sociale.

Il est indiscutable que les possibilités de crédit aux moyennes et petites entreprises se sont resserrées au cours des dernières années et que les causes de ce resserrement ne sont pas toutes imputables à la récente crise économique.

L'accentuation de la concentration des banques, leur localisation progressive dans la capitale ont entraîné une concentration de plus en plus marquée dans la distribution des crédits. La localisation de la plupart des banques dans la capitale a relâché de plus en plus les liens personnels qui existaient jadis entre les distributeurs et les bénéficiaires de crédit, et a réduit ainsi l'importance du facteur personnel dans l'appréciation des garanties de l'emprunteur. C'est pourquoi maints commerçants et industriels préfèrent adresser à une organisation locale plutôt que de faire transmettre au siège d'une grande banque leurs demandes de crédit.

De plus, en regard du coût de leurs opérations, l'octroi de nombreux petits crédits ne présente souvent, pour les grandes banques, qu'une rentabilité considérée comme insuffisante.

En outre, la réduction croissante de la circulation des effets de commerce prive les classes moyennes d'un moyen de crédit des plus orthodoxes.

Le dernier rapport annuel de la Caisse centrale de petit crédit professionnel signalait, d'ailleurs, que l'habitude prise par de grandes entreprises de ne plus admettre que leurs sous-traitants traçent sur eux

klein-beroepskredietverrichtingen die door de private banken te vaak ter zijde gelaten worden.

De Hoofdkas beschikt over een dotatie van den Staat ten bedrage van 50 miljoen frank en over een waarborg van goed verloop van 150 miljoen frank;

c) Koninklijk besluit n° 19 van 19 October 1934 tot inrichting van het tijdelijk kredietfonds ten behoeve van den middenstand, hetwelk de kredietverrichtingen doet die de halfgrote ondernemingen ondersteunen, inzonderheid door het mobielmaken van de schuldverrichtingen van deze ondernemingen en door het aanvaarden van de cessie van leeningen die hun vroeger werden toegestaan. Het Fonds beschikt over een dotatie van den Staat van 50 miljoen frank en over een waarborg tot goeden afloop van 350 miljoen frank.

De ontwikkeling van deze organismen en de groote diensten welke zij bewezen hebben bewijzen op afdoende wijze dat dit soort van krediet een werkelijke maatschappelijke noodwendigheid is.

Wegens het specifiek karakter van den middenstand zijn bijzondere normen noodzakelijk wat het toekennen van de hem bestemde kredieten betreft. Bij deze toekenning dient er aandachtig en voorzichtig gehandeld, omdat het persoonlijk element vaak een overwegende rol speelt bij de beoordeeling van het risico. Deze kredieten zijn overigens voor den begunstigde een doeltreffend middel tot verbetering in bedrijfs- en maatschappelijk opzicht.

In den loop der laatste jaren zijn de mogelijkheden van krediet aan middelmatige en klein bedrijven onbetwistbaar ingekrompen, en de oorzaken van deze inkrimping zijn niet alle aan de jongste economische crisis te wijten.

Het verscherpen van de concentratie der banken, haar geleidelijke localisatie in de hoofdstad hebben medegebracht dat de uitdeeling der kredieten meer en meer wordt geconcentreerd. Doordat de banken zich meestendeels in de hoofdstad localiseeren, zijn de persoonlijke banden die voorheen tusschen kredietgevers en kredietnemers bestonden steeds losser geworden, en de belangrijkheid van den persoonlijke factor in de beoordeeling van de waarborgen van den geldnemer is er aldus door verminderd. Daarom verkiezen menige handelaars en industrieelen zich tot een plaatselijke inrichting te wenden liever dan hun kredietaanvragen aan den zetel van een groote bank te doen overmaken.

Ten aanzien van de kosten van de operatiën brengt het verlenen van tal van kleine kredieten vaak voor de groote banken, volgens dezer oordeel, niet genoeg meer op.

De steeds toenemende vermindering van de circulatie van handelseffecten ontrief den middenstand van een van de eerlijkste kredietmiddelen.

Het jongste jaarverslag van de Hoofdkas voor het klein-beroepskrediet vestigde er trouwens de aandacht op dat de gewoonte, welke de groote bedrijven hebben aangenomen en hierin bestaat niet toe te laten dat

des effets en contre-partie de fournitures à effectuer aggrave le problème du financement des activités de moyenne et petite importance.

L'expérience a prouvé non seulement l'incontestable utilité des institutions de crédit créées en faveur des classes moyennes, mais encore la nécessité du maintien du Fonds temporaire de crédit aux classes moyennes, dont l'existence légale est actuellement limitée au 31 décembre 1939.

C'est pourquoi le Gouvernement a cru sage de proposer le maintien de cet organisme pour une durée de vingt ans et de lui donner, sous la dénomination de « Caisse nationale de crédit aux classes moyennes », une appellation qui réponde mieux à la mission qui lui est dévolue.

Caisse nationale de crédit aux classes moyennes.

L'arrêté constitutif de la caisse comporte, dans l'article 1^{er}, l'abrogation des arrêtés royaux n° 19 du 19 octobre, n° 47 du 19 décembre 1934 et n° 162 du 30 avril 1935, relatifs au Fonds temporaire de crédit aux classes moyennes.

Toutes les valeurs actives et passives, que le fonds temporaire détenait antérieurement à la publication du présent projet d'arrêté, seront transférées à la Caisse nationale de crédit aux classes moyennes, à l'exception de celles qui résultent de l'application de l'article 9 de l'arrêté royal du 19 octobre 1934 et qui sont transférées à l'Office de liquidation des interventions de crise, conformément aux conditions qui ont régi le transfert à cet office des opérations traitées en vertu de l'arrêté royal n° 1 du 22 août 1934.

Les dispositions fondamentales qui régissaient le fonds temporaire ont été maintenues dans leur ensemble, notamment en ce qui concerne les montants de la dotation et de la garantie de bonne fin, la collaboration active de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et les avantages fiscaux.

Comme précédemment, le montant total des crédits consentis par la caisse, sous quelque forme que ce soit, à la même personne, à la même société ou au même groupement ne peut, à aucun moment, dépasser 500.000 francs. En ce qui concerne les crédits de notoriété consentis par des sociétés agréées, le montant total des engagements de ce genre garantis par la caisse ne pourra excéder quinze millions de francs.

D'autre part, il va de soi que la caisse ne pourra consentir des avances ou constituer des garanties en faveur de sociétés dont les titres représentatifs du fonds social sont cotés à l'une des bourses de fonds publics et valeurs du royaume. Il s'agit, en effet, là d'opérations de crédit sortant du cadre de son objet social.

hun subtractanten op hen wissels trasseeren als tegenwaarde van toekomstige leveringen, het vraagstuk van de financiering van bedrijven van middelmatig en gering belang nog moeilijker maakt.

De ervaring heeft niet alleen doen uitschijnen dat de ten gunste van den middenstand tot stand gebrachte kredietinstellingen onbetwistbaar van nut zijn, doch ook dat het Tijdelijk Kredietfonds ten behoeve van den middenstand, waarvan het wettelijk bestaan thans tot 31 December 1939 beperkt is moet blijven gehandhaafd.

Daarom heeft de Regeering het oorbaar geacht de handhaving van dit organisme voor een tijdperk van twintig jaar voor te stellen en het « Nationale Kredietkas voor den middenstand », welke benaming beter de eraan toevertrouwde opdracht beantwoordt, te noemen.

Nationale Kredietkas voor den middenstand.

Het besluit tot oprichting van de kas behelst, in artikel 1, de intrekking van de koninklijke besluiten n° 19 van 19 October, n° 47 van 19 December 1934 en n° 162 van 30 April 1935, betreffende het Tijdelijk Kredietfonds ten behoeve van den middenstand.

Al de actieve en passieve waarden welke het tijdelijk kredietfonds bezat vóór de bekendmaking van dit ontwerp van besluit zullen op de « Nationale Kredietkas voor den middenstand » worden overgedragen, met uitzondering van die welke voortvloeien uit de toepassing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 19 October 1934 en die aan het Bureau ter vereffening van crisis-kredietverleeningen zullen worden overgedragen, overeenkomstig de voorwaarden van de overdracht, op dit bureau, van de krachtens het koninklijk besluit n° 1 van 22 Augustus 1934 behandelde operatiën.

De grondbepalingen die het tijdelijk kredietfonds beheerschten werden over het algemeen gehandhaafd, inzonderheid met betrekking tot de bedragen van de dotatie en van de waarborg van het goed verloop, de actieve medewerking van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas zoomede de fiscale voordeelen.

Zooals te voren mag het totaal bedrag van de onder welken vorm ook, aan denzelfden persoon, aan dezelfde vennootschap of aan dezelfde groepeerings door de kas toegestane kredieten 500.000 fr. niet te boven gaan. Met betrekking tot de door erkende maatschappijen toegestane notoriteitskredieten, mag het totaal bedrag van de door de kas gewaarborgde verbintenissen van dien aard vijftien millioen niet overschrijden.

Anderdeels spreekt het vanzelf dat de kas geen voorschotten mag toestaan of waarborg stellen ten gunste van maatschappijen, waarvan de titels ter vertegenwoordiging van het maatschappelijk fonds genoteerd worden op een van 's Rijks publieke effectenbeurzen. Daar gaat het inderdaad om kredietverrichtingen die buiten het bestek van haar maatschappelijk doel vallen.

L'article 5 spécifie que la caisse peut agréer des sociétés ayant pour objet le crédit aux classes moyennes. Cette mesure vise à faciliter, dans une certaine mesure, le crédit personnel tant réclamé par les classes moyennes. Ces sociétés pourraient, en outre, assurer dans les limites que le règlement organique fixera, la décentralisation des services de la caisse en assurant notamment le contrôle et le service financier de ses débiteurs.

La caisse peut également agréer les comptoirs d'escompte de la Banque Nationale de Belgique. Le Gouvernement a voulu marquer ainsi l'intérêt qu'il attachait à une collaboration aussi large que possible entre la caisse et les divers organismes susceptibles d'aider son action et d'assurer à ses opérations toutes les garanties de mobilité et de sécurité désirables.

Il convient de signaler également que l'activité de la caisse pourra s'exercer en faveur des coopératives d'achat.

La durée assurée à la caisse facilitera, d'autre part, le financement de ses opérations.

Les modalités de surveillance des opérations de la caisse, par l'intermédiaire de deux commissaires du Gouvernement, ont été établies suivant les normes adoptées pour les établissements semi-publics de crédit.

Cette surveillance a principalement trait au respect des prescriptions légales et de l'intérêt national et à la coordination de la politique de crédit, mais sans pouvoir revêtir la forme d'interventions positives.

Les règles d'incompatibilité financières ou parlementaires édictées dans le statut des institutions de crédit aux classes moyennes sont en corrélation étroite avec celles en vigueur dans les institutions de crédit d'intérêt public fonctionnant sous le contrôle ou avec la garantie de l'Etat.

Le crédit hypothécaire aux classes moyennes.

Le crédit immobilier aux classes moyennes, artisanales, industrielles et commerçantes est pour ces dernières une nécessité réelle.

Il présente du point de vue social un grand intérêt en permettant à l'artisan, à l'industriel ou au commerçant de petite ou moyenne importance de se rendre acquéreur, à des conditions modérées, de l'immeuble où il exerce sa profession et où, bien souvent, il a fixé son habitat. L'organisation de ce genre de crédit aux classes moyennes doit combler une lacune à laquelle l'initiative parlementaire avait déjà songé en déposant, en 1936, une proposition de loi créant un fonds pour l'octroi de crédits immobiliers aux classes moyennes, artisanales et commerçantes. Cependant, il importe d'éviter la création d'un trop grand nombre d'organismes semi-officiels de crédit, dont l'action pourrait s'exercer en ordre dispersé. C'est pourquoi,

Artikel 5 specificeert dat de kas maatschappijen die het krediet aan den middenstand ten doel hebben mag aannemen. Deze maatregel strekt ertoe net door den middenstand zoozeer gevraagd persoonlijk krediet in zekere mate te vergemakkelijken. Deze maatschappijen zouden daarenboven binnen de bij het organiek reglement bepaalde grenzen, de decentralisatie van de diensten der kas kunnen verzekeren door inzonderheid de controle en den financieelen dienst van de debiteuren der kas op zich te nemen.

De kas mag tevens de disconto-kantoren van de Nationale Bank van België aannemen. De Regeering heeft daardoor willen aantonen dat zij belang hecht aan een zoo ruim mogelijke samenwerking tusschen de kas en de diverse organismen die haar werking kunnen steunen en aan haar operatiën al de wensche lijke mobiliteits- en veiligheidswaarborgen verzekeren.

Het past mede onder de aandacht te brengen dat de kas haar bedrijvigheid ten gunste van de aankoop-coöperatieven mag uitoefenen.

De aan de kas verzekerde duur zal de financiering van haar operatiën anderdeels vergemakkelijken.

De modaliteiten van toezicht op de operatiën van de kas door tusschenkomst van twee Regeeringscommissarissen, werden vastgesteld volgens de voor half-openbare kredietinstellingen aangenomen normen.

Dit toezicht heeft voornamelijk betrekking op naleving van de wettelijke voorschriften inachtneming van 's lands belangen en coördinatie van de kredietpolitiek zonder dat het daarom den vorm van positieve interventies mag aannemen.

De regelen van financieele of parlementaire overeenigbaarheid vastgelegd in het statuut van de instellingen voor krediet aan den middenstand houden nauw verband met die welke van kracht zijn in de onder de controle of met den waarborg van den Staat werkende kredietinstellingen van openbaar nut.

Het hypothecair krediet aan den middenstand.

Het krediet op onroerende goederen aan middenstand, ambachtslieden, industrieelen en handelaars is voor laatstbedoelden een wezenlijke noodwendigheid.

In maatschappelijk opzicht is het van groot belang omdat het den ambachtsman, den industrieel of den handelaar uit den kleinen- en middenstand in de gelegenheid stelt om het onroerend goed waarin hij zijn bedrijf uitoefent en welk hij vaak bewoont onder gematigde voorwaarden aan te koopen. De organisatie van dit soort van middenstandskrediet moet een leemte aanvullen waaraan het parlementair initiatief reeds gedacht had toen het in 1936 een wetsvoorstel indiende tot instelling van een fonds tot toekenning van krediet op onroerende goederen aan middenstand, ambachtslieden en handelaars. Het komt er echter op aan de oprichting te vermijden van al te veel half-ambtelijke kredietorganismen waarvan de werking

le Gouvernement a jugé plus sage d'étendre l'objet social de l'Office central de crédit hypothécaire au domaine du crédit immobilier aux classes moyennes.

Depuis sa création, l'Office central de crédit hypothécaire a rendu, en effet, tous les services qui en ont motivé la constitution. Cependant, aux termes de sa charte fondamentale, l'Office central de crédit hypothécaire ne pouvait intervenir dans certaines opérations de prêts sur immeubles à usage industriel. Les modifications proposées à l'arrêté royal n° 226, créant l'Office central de crédit hypothécaire, ont justement pour objet de lui permettre d'intervenir dans des opérations de prêts hypothécaires spécialement destinés aux classes moyennes. A cet effet, le littéra b de l'article 1^{er} autorisera l'Office à traiter des opérations de crédit facilitant, aux classes moyennes, l'acquisition ou l'aménagement d'immeubles de moyenne importance affectés à l'usage propre de l'emprunteur. Les immeubles à destination mixte d'habitation et de commerce, d'habitation et d'atelier ou d'habitation et d'industrie pourront être utilement offerts en gage.

La quotité de la valeur des biens à prendre en considération pour l'acceptation de l'opération proposée, ainsi que le montant global des fonds que l'Office central de crédit hypothécaire consacra à de telles opérations, seront fixés par une décision spéciale du conseil d'administration à la majorité des deux tiers des voix des membres présents et sous réserve d'approbation du Ministre des Finances et du Ministre qui a l'Office des classes moyennes dans ses attributions.

Cette solution permettra d'éviter la création d'un organisme nouveau, tout en donnant aux classes moyennes les facilités nécessaires d'obtenir des prêts hypothécaires et de bénéficier, en même temps, de l'organisation et de l'expérience qu'a déjà acquise l'Office central de crédit hypothécaire.

Afin de faciliter l'action de l'office en faveur des classes moyennes, l'arrêté royal, à prendre en vertu de la loi du 10 juin 1937, concernant le statut de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, étendra, aux avances à consentir par l'office pour l'achat ou l'aménagement d'un immeuble de moyenne importance, les dispositions de l'article 60bis de la loi organique de la Caisse d'Epargne. Cet article dispose que, lorsque l'assurance contractée auprès de la Caisse d'Epargne a pour but de garantir le remboursement de prêts consentis pour l'achat ou la construction d'une habitation à bon marché, le capital assuré peut atteindre le montant du prêt ou de l'avance.

zou uiteenloopen. Daarom heeft de Regeering het oortbaar geacht het maatschappelijk doel van het Centraal Bureau voor hypothecair krediet uit te breiden tot het gebied van het krediet op onroerende goederen aan den middenstand.

Sedert zijn oprichting heeft het Centraal Bureau voor hypothecair krediet inderdaad al de diensten bewezen die men ervan had verwacht. Echter mocht het Centraal Bureau voor hypothecair krediet luidens zijn grondcharter niet tussenkomen in sommige leeningsoperatiën op tot nijverheidsdoeleinden aangevonden onroerende goederen. De wijzigingen voorgesteld in koninklijk besluit n° 226 houdende instelling van het Centraal Bureau voor hypothecair krediet hebben juist ten doel dit bureau in de gelegenheid te stellen tusschen te komen in speciaal voor den middenstand bestemde hypothecaire leeningsverrichtingen. Te dien einde zal littéra b van artikel 1 het bureau toelaten kredietverrichtingen te doen waarbij het den middenstand gemakkelijker wordt gemaakt onroerende goederen van middelbaar belang die door den geldnemer tot eigen gebruik aangewend worden aan te koopen of geschikt te maken. De onroerende goederen met gemengde bestemming, woning en handelsbedrijf, woning en werkplaats of woning en nijverheidsbedrijf zullen op dienstige wijze in pand kunnen worden gegeven.

De hoegrootheid van de waarde der goederen in aanmerking te nemen voor de aanneming van de voorgestelde operatie, alsmede het globaal bedrag van de gelden welke het Centraal Bureau voor hypothecair krediet aan dergelijke operatiën zal besteden zullen bij speciale beslissing van den bestuursraad worden bepaald door de meerderheid van de twee derden der stemmen van de aanwezige leden en onder voorbehoud van goedkeuring vanwege den Minister van Financiën en den Minister onder wiens ambtsbevoegdheid de Dienst voor den middenstand ressorteert.

Door deze oplossing zal de oprichting van een nieuw organisme worden vermeden; en meteen de middenstand in de gelegenheid worden gesteld hypothecaire leeningen te verkrijgen en mede te genieten van de organisatie en de ervaring welke reeds door het Centraal Bureau voor hypothecair krediet werden verkregen.

Om de werking van het bureau ten gunste van den middenstand te vergemakkelijken, zal het koninklijk besluit, te nemen krachtens de wet van 10 Juni 1937 betreffende het statuut van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, de bepalingen van artikel 60bis van de wet tot inrichting van de Spaarkas uitbreiden tot de voorschotten door het bureau toe te staan voor den aankoop of de geschiktmaking van een onroerend goed van gemiddeld belang. Dit artikel bepaalt dat wanneer de bij de Spaarkas afgesloten verzekering de aflossing van voor aankoop of aanbouw van een goedkope woning toegestane leeningen ten doel heeft, het verzekerd kapitaal het bedrag van de leening of van het voorschot mag bereiken.

*Conseil de coordination des institutions de crédit
aux classes moyennes.*

Le Gouvernement s'est préoccupé de la question de savoir s'il n'était pas opportun de fusionner en un seul organisme les différentes institutions ayant pour objet social le crédit artisanal, le petit crédit professionnel et le crédit aux classes moyennes.

Cette question s'était déjà posée en octobre 1934, lors de l'extension qui a été donnée au Fonds de garantie au crédit à l'outillage artisanal, à la Caisse centrale du petit crédit professionnel. Le Gouvernement d'alors n'a pas cru devoir procéder à la fusion de ces organismes s'inspirant, pour cela, des caractères spécifiques propres à ces diverses opérations.

Les raisons qui ont justifié cette décision apparaissent encore valables à l'heure actuelle, notamment par le fait que la concentration des banques privées et leur localisation se sont révélées une des causes de la difficulté que les classes moyennes éprouvent à trouver le crédit nécessaire à leur activité.

Cependant, la nécessité de conserver aux organismes de crédit aux classes moyennes leur individualité et leur action propres ne peut exclure une coordination indispensable de leur action. C'est pourquoi le Gouvernement a envisagé la création d'un conseil de coordination des organismes de crédit aux classes moyennes qui aurait notamment, dans ses attributions, la réalisation d'une politique commune par rapport aux taux et modalités des opérations de crédit et pour la constitution et l'échange d'une documentation relative à l'examen des questions générales et particulières de crédit aux classes moyennes. Au sein du conseil de cet organisme seront appelés à siéger les représentants du Fonds de garantie au crédit à l'outillage artisanal, de la Caisse centrale du petit crédit professionnel, de la Caisse nationale de crédit aux classes moyennes, ainsi que les représentants de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, de la Banque Nationale et de l'Office central de crédit hypothécaire.

Les commissaires de l'État aux organismes de crédit aux classes moyennes assistent aux délibérations du conseil.

Les frais de fonctionnement de ce nouvel organisme seront assurés suivant convention spéciale à intervenir entre le Fonds de garantie au crédit à l'outillage artisanal, la Caisse centrale du petit crédit professionnel et la Caisse nationale de crédit aux classes moyennes. Il n'en résultera donc aucune charge nouvelle pour l'État.

Le conseil de coordination de crédit aux classes moyennes sera particulièrement qualifié pour examiner l'opportunité de fusionner, ultérieurement, les différents organismes s'occupant du crédit aux classes moyennes. Il lui appartiendra de faire au Gouverne-

*Coördinatieraad van de instellingen voor krediet
aan den middenstand.*

De Regeering heeft zich ingelaten met de quaestie of het niet voegzaam was de verschillende instellingen die het krediet aan ambachtslieden, het klein beroepskrediet en het krediet voor den middenstand tot maatschappelijk doel hebben in een enkel organisme te versmelten.

Deze vraag werd reeds in October 1934 gesteld bij de uitbreiding van het Waarborgfonds voor het krediet voor ambachtsmaterieel, van het Centraal Bureau voor klein beroepskrediet. De toenmalige Regeering heeft niet gemeend de fusie dezer organismen te moeten bewerkstelligen, daarbij steunend op het specifiek karakter dat deze verschillende operatiën eigen is.

De redenen die deze beslissing hebben gebillijkt gelden thans nog, inzonderheid doordat de concentratie van de private banken en derzelver localisatie een van de oorzaken bleken te zijn van de moeilijkheid welke de middenstand oploopt om het voor zijn bedrijvigheid noodige krediet te vinden.

De noodzakelijkheid echter om de kredietorganismen voor den middenstand eigen individualiteit en eigen werking te laten behouden mag de onmisbare coördinatie van hun werking niet uitsluiten. Daarom nam de Regeering de oprichting in beschouwing van een coördinatieraad van de organismen voor krediet aan den middenstand onder wiens ambtsbevoegdheid het inzonderheid zou vallen een gemeenschappelijke politiek te voeren met betrekking tot de percentages en de modaliteiten van de kredietoperatiën, alsmede voor de samenstelling en de uitwisseling van een documentatie betreffende het onderzoek van de algemeene en bijzondere vragen omtrent krediet aan den middenstand. In den schoot van den raad van dit organisme zullen zetelen de vertegenwoordigers van het Waarborgfonds van het krediet voor ambachtsmaterieel, van de Centrale Kas voor klein-beroepskrediet, van de Nationale Kas voor krediet aan den middenstand, alsmede de vertegenwoordigers van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, van de Nationale Bank en van het Centraal Bureau voor hypotheecair krediet.

De Staatscommissarissen bij de kredietorganismen voor den middenstand wonen de vergaderingen van den raad bij.

De werkingskosten van dit nieuw organisme zullen geregeld worden volgens een speciale overeenkomst te treffen tusschen het Waarborgfonds ten behoeve van het krediet voor ambachtsmaterieel, de Centrale Kas voor klein-beroepskrediet en de Nationale Kredietkas voor den middenstand. Er zal dus geen nieuwe last voor den Staat daar uit voortvloeien.

De coördinatieraad voor krediet aan den middenstand zal er bijzonder toe bevoegd zijn na te gaan of de latere fusie oorbaar is van de verschillende organismen die zich met het krediet aan den middenstand onledig houden. Het rust op dezen raad de

ment les suggestions qu'il jugera utiles à ce propos s'il lui paraît qu'une fusion peut remédier aux inconvénients de la multiplicité des organismes ayant un but analogue, sans renoncer aux avantages que présente une décentralisation suffisante des rapports avec une clientèle très disséminée. Son action pourra utilement s'exercer aussi pour assurer une meilleure liaison entre des banques privées, ayant conservé un caractère local et s'occupant d'opérations de crédit de moyenne importance, et les organismes semi-officiels traitant des opérations de crédit aux classes moyennes.

Sire,

C'est à l'appui des considérations qui précèdent que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à votre signature les arrêtés suivants, en exécution de la loi du 10 juin 1937 :

Arrêté royal portant création de la Caisse nationale de crédit aux classes moyennes ;

Arrêté royal portant extension des attributions de l'Office central de crédit hypothécaire ;

Arrêté royal relatif à l'incompatibilité bancaire et financière, ainsi qu'au commissaire de l'Etat à la Caisse centrale de petit crédit professionnel ;

Arrêté royal portant création du conseil de coordination des institutions de crédit aux classes moyennes.

Ainsi, les différentes formes de crédit aux classes moyennes seront dotées des organismes propres à en assurer le fonctionnement dans les conditions les plus favorables.

Ces organismes ne seront pas rigidement soudés l'un à l'autre, mais reliés entre eux par des articulations souples et solides. Cependant, il importe que leur gestion continue à s'inspirer, non seulement des considérations propres aux besoins des classes moyennes et aux garanties qui doivent appuyer toutes opérations de crédit, mais aussi du souci des intérêts de l'Etat, qui sont engagés par la garantie de bonne fin et par les dotations dont jouissent ces différents organismes. Si ceux-ci n'ont pas à faire face à la rémunération d'un capital propre, ils n'en sont pas moins tenus à faire en sorte que le taux d'intérêt des prêts qu'ils consentent reste le plus modéré qu'il est possible, et ce eu égard au caractère social du rôle qu'ils doivent remplir. D'un autre côté, il est nécessaire que les opérations que ces organismes traitent soient entourées de garanties suffisantes sans lesquelles le crédit consenti, loin de servir aux emprunteurs, se retournerait tôt ou tard contre eux, s'ils contractaient des engagements dépassant ceux qu'ils peuvent normalement assumer.

Regeering zulke voorstellen te doen als hij zal gelegen achten, als het hem toeschijnt dat een fusie de bezwaren in verband met de veelvuldigheid van de organismen met hetzelfde doeleinde te verhelpen zonder af te zien van de voordeelen welke een voldoende decentralisatie van de betrekkingen met een verspreide cliënteel medebrengt. Hij kan tevens nuttig werk verrichten door een betere verstandhouding tot stand te brengen tusschen de private banken die hun lokaal karakter hebben behouden en zich onledig houden met kredietverrichtingen van middelbaar belang en de half-officieele organismen die kredietoperatiën voor den middenstand doen.

Sire,

Steunend op vorenstaande beschouwingen heeft de Regeering de eer U de volgende besluiten in uitvoering van de wet van 10 Juni 1937 ter onderteekening voor te leggen :

Koninklijk besluit tot oprichting van de Nationale Kredietkas voor den middenstand ;

Koninklijk besluit tot uitbreiding van de ambtsbevoegdheden van het Centraal Bureau voor hypothecair krediet ;

Koninklijk besluit betreffende de onvereenigbaarheid inzake banken en financiën, alsook betreffende de Staatscommissaris en de Centrale Kas voor kleinberoepskrediet ;

Koninklijk besluit tot instelling van den coördinatieraad van de instellingen voor krediet aan den middenstand.

Aldus zullen voor de verschillende vormen van krediet aan den middenstand de noodige organismen worden opgericht om derzelver werking onder de gunstigste voorwaarden te verzekeren.

Deze organismen worden niet vast gesoldeerd, doch sterk en lenig onderling verbonden. Het komt er echter op aan dat hun beleid steeds uitgaat niet alleen van beschouwingen die eigen zijn aan de nooden van den middenstand en aan de waarborgen die moeten gepaard gaan met alle kredietverrichtingen, doch ook van de bezorgdheid om de belangen van den Staat die ermede gemoeid zijn voor den waarborg van goed verloop en door de dotaties welke deze verschillende organismen genieten. Zoo deze geen eigen kapitaal moeten doen rendeeren toch zijn ze er toe gehouden aldus te handelen dat de rentevoet van de door hen toegestane leeningen zoo gemachtigd mogelijk zij, zulks ten aanzien van het maatschappelijk karakter van de rol die zij vervullen. Anderzijds is het noodig dat de door deze organismen gedane operatiën gepaard gaan met toereikende waarborgen zonder welke het toegestane krediet, ver van de geldopnemers van dienst te zijn, zich vroeg of laat tegen hen zou keeren, zoo zij verbintenissen mochten aangaan die hooger gaan dan hetgeen zij normaal kunnen dragen.

14 octobre 1937.

**Arrêté royal instituant une Caisse nationale de crédit
aux classes moyennes.**

Léopold III, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1937 relative à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certaines institutions d'intérêt public;

Revu Nos arrêtés n° 19 du 19 octobre 1934, n° 35 du 13 novembre 1934, n° 47 du 19 décembre 1934 et n° 162 du 30 avril 1935;

Sur la proposition de Nos Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Les arrêtés n° 19 du 19 octobre 1934, n° 47 du 19 décembre 1934, n° 162 du 30 avril 1935 et l'article 10 de l'arrêté n° 35 du 13 novembre 1934 sont abrogés et remplacés par les présentes dispositions.

Art. 2. — Il est institué un établissement public autonome dénommé « Caisse nationale de crédit aux classes moyennes ».

Son siège est établi dans l'agglomération bruxelloise.

Art. 3. — La Caisse nationale de crédit, aux classes moyennes a pour objet de consentir des avances et de traiter toutes opérations de crédit destinées aux petites et moyennes entreprises.

La caisse peut réescompter à des tiers tous effets escomptés ou achetés, les remettre en gage, garantir la bonne fin de ces effets ou des opérations d'escompte et d'avances y relatives, subroger des tiers dans ces créances, céder celles-ci ou les remettre en gage, en garantir la bonne fin.

La caisse ne pourra posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à ses services administratifs. Elle pourra néanmoins, afin de se couvrir de ses créances douteuses ou en souffrance, acquérir tous biens meubles et immeubles généralement quelconques nantis à son profit par ses débiteurs, ou qui se trouvent dans le patrimoine de ses débiteurs. L'acquisition de ces biens tant meubles qu'immeubles, par la caisse, sera exempte de toutes charges fiscales, notamment en matière de droit de timbre et d'enregistrement.

Art. 4. — Le montant total des crédits consentis, sous quelque forme que ce soit, à la même personne, à la même société ou au même groupement ne peut, à aucun moment, dépasser 500.000 francs.

Art. 5. — La caisse peut agréer des sociétés ayant pour objet le crédit aux classes moyennes et qui pourront, soit assurer le service financier et le contrôle de ses débiteurs en province, soit garantir des crédits de notoriété.

14 October 1937.

**Koninklijk besluit houdende instelling
van een Nationale Kredietkas ten behoeve
van den middenstand.**

Leopold III, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordige en toekomstenden, Heil.

Gelet op de wet van 10 Juni 1937 op de coördinatie van de werking, de inrichting en de bevoegdheid van zekere instellingen van openbaar nut;

Herzien Onze besluiten n° 19 van 19 October 1934, n° 35 van 13 November 1934, n° 47 van 19 December 1934 en n° 162 van 30 April 1935;

Op de voordracht van Onze Ministers, die er over in den Raad hebben beraadslaagd,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — De besluiten n° 19 van 19 October 1934, n° 47 van 19 December 1934, n° 162 van 30 April 1935 en het artikel 10 van het besluit n° 35 van 13 November 1934 worden ingetrokken en door onderstaande bepalingen vervangen.

Art. 2. — Een autonome openbare instelling, met name « Nationale Kredietkas ten behoeve van den middenstand », wordt opgericht.

Haar zetel wordt in de Brusselsche agglomeratie gevestigd.

Art. 3. — De Nationale Kredietkas ten behoeve van den middenstand heeft ten doel voorschotten te verstrekken en alle kredietverrichtingen voor de kleine en middelmatige ondernemingen te behandelen.

De kas mag aan derden alle gedisconteerde of gekochte effecten herdisconteerden, die weder in pand geven, dan deze effecten of van desbetreffende discontoverrichtingen en geldschietingen den goeden afloop waarborgen, derden in haar schuldvorderingen subrogeeren, deze overdragen of weder in pand geven, den goeden afloop er van waarborgen.

De kas mag geen andere onroerende goederen bezitten dan die welke voor haar administratieve diensten noodig zijn. Zij mag evenwel tot dekking van eigen dubieuze of onafgedane schuldvorderingen alle over het algemeen welke roerende en onroerende goederen verkrijgen, die te haren bate door haar debiteuren in pand werden gegeven of die in het patrimonium van deze debiteuren zouden voorhanden zijn. De verkrijging, door de kas, van deze zoowel roerende als onroerende goederen zal vrij zijn van alle fiscale lasten, inzonderheid inzake zegel- en registratierecht.

Art. 4. — Het totaal bedrag van de, onder welke vorm ook, aan denzelfden persoon, aan dezelfde maatschappij of aan dezelfde groepeeringsverleende kredieten mag nooit 500.000 frank overschrijden.

Art. 5. — De kas mag vereenigingen aannemen die kredietverleening aan den middenstand ten doel hebben en die hetzij den financieelen dienst van en de controle op hare debiteuren buiten de hoofdstad kunnen verzekeren, hetzij algemeen bekende kredieten kunnen waarborgen.

Le montant total des engagements de la caisse pour ce genre de crédit ne peut dépasser quinze millions de francs.

La caisse peut agréer également les comptoirs d'es-compte de la Banque Nationale de Belgique.

Art. 6. — Les crédits consentis par la caisse seront couverts par des garanties réelles ou personnelles agréées par le conseil et suivant les modalités arrêtées par le règlement organique. Elles pourront également être couvertes par la garantie de banques ou de sociétés financières ou autres agréées par le conseil d'administration.

Art. 7. — Sont transférées, de plein droit et sans frais, même à l'égard des tiers, à la Caisse nationale de crédit aux classes moyennes, toutes les valeurs actives et passives que le Fonds temporaire de crédit aux classes moyennes possédait antérieurement à la mise en vigueur du présent arrêté, à l'exception de celles qui résultent de l'application de l'article 9 de l'arrêté royal du 19 octobre 1934, qui sont transférées à l'« Office de liquidation des interventions de crise », conformément aux conditions qui ont régi le transfert à cet office des opérations traitées en vertu de l'arrêté royal n° 1 du 22 août 1934.

Art. 8. — La Caisse nationale de crédit aux classes moyennes est constituée au capital de 50 millions de francs, dont 40 p. c. au moins sont versés.

La Caisse générale d'Épargne et de Retraite est autorisée à souscrire, à concurrence d'une somme de 15 millions de francs, au capital de la caisse.

Le solde du capital est souscrit par l'État.

Art. 9. — La caisse peut émettre, jusqu'à concurrence de 350 millions de francs, des bons de caisse remboursables en cinq ans au plus et des obligations remboursables en quinze ans au plus.

Art. 10. — L'État garantit le remboursement du capital et le paiement des intérêts des obligations et des bons de caisse émis conformément aux dispositions de l'article précédent.

Les décaissements que l'État serait ainsi obligé d'effectuer en vertu de sa garantie lui seront remboursés en principal, majorés des intérêts, au même taux que celui des obligations garanties, par voie de prélèvement sur le produit net de l'exercice suivant et, s'il échet, des exercices ultérieurs.

Art. 11. — La caisse est administrée par un conseil d'administration composé d'un président et de six membres. Le Roi, sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions, nomme et révoque les membres du conseil d'administration. Trois membres du conseil d'administration sont choisis sur une liste double, présentée respectivement par la Banque Nationale de Belgique, la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et la Caisse centrale du petit crédit professionnel.

Het totaal bedrag van de verbintenissen van de kas voor dit soort van krediet mag nooit vijftien millioen frank te boven gaan.

De kas mag insgelijks de discountkantoren van de Nationale Bank van België aannemen.

Art. 6. — De door de kas verleende kredieten worden door alle door den raad aangenomen zakelijke of persoonlijke waarborgen gedekt, volgens de bij het organieke reglement vastgestelde modaliteiten. Ze kunnen eveneens worden gedekt door de garantie van door den bestuursraad aangenomen banken of financiële of andere instellingen.

Art. 7. — Worden rechtens en zonder kosten op de Nationale Kredietkas ten behoeve van den middenstand overgedragen, alle actieve en passieve waarden welke het tijdelijk kredietfonds ten behoeve van den middenstand voor de bekendmaking van dit besluit bezat, met uitzondering van die welke voortvloeien uit de toepassing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 19 October 1934 die op het « Bureau ter vereffening van de crisiskrediet verleeningen » worden overgedragen overeenkomstig de voorwaarden die de overdracht op dit bureau hebben beheerscht van de krachtens het koninklijk besluit n° 1 van 22 Augustus 1934 gedane operatiën.

Art. 8. — De Nationale Kredietkas ten behoeve van den middenstand wordt opgericht met een kapitaal van 50 millioen frank, waarvan minstens 40 t. h. dient gestort.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentkas wordt ertoe gemachtigd ten bedrage van een som van 15 millioen op het kapitaal van de kas in te schrijven.

De Staat schrijft in voor het saldo van het kapitaal.

Art. 9. — De kas mag, ten beloope van 350 millioen frank, kasbons uitgeven, terugbetaalbaar binnen ten hoogste vijf jaar en obligatiën terugbetaalbaar in ten hoogste vijftien jaar.

Art. 10. — De Staat waarborgt de terugbetaling van het kapitaal en de betaling van de rente der overeenkomstig de bepalingen van vorenstaand artikel uitgegeven obligatiën en kasbons.

De betalingen die de Staat aldus krachtens zijn waarborg zou genoopt worden te doen, zullen hem in hoofdsom worden terugbetaald, vermeerderd met de intresten, tegen hetzelfde rentepercentage als dat van de gewaarborgde obligatiën, door opneming op de nettoopbrengst van het daaraanvolgend dienstjaar en, in voorkomend geval, van de latere dienstjaren.

Art. 11. — De kas wordt beheerd door een bestuursraad samengesteld uit een voorzitter en zes leden. De Koning, op voorstel van Onzen Minister van Financiën en van Onzen Minister tot wiens bevoegdheid de middenstand behoort, benoemt en ontzet de leden van den bestuursraad. Drie leden van den bestuursraad worden uit een dubbele lijst gekozen, lijst voorgedragen respectievelijk door de Nationale Bank van België, de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas en de Centrale Kas voor het klein-beroepskrediet.

La vérification des écritures est assurée par trois reviseurs, nommés et révocables par le Roi, sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions.

Art. 12. — Le président et les membres du conseil d'administration ainsi que les reviseurs sont nommés pour un terme de six ans. Tous les deux ans, deux membres du conseil et un reviseur cessent leurs fonctions. Le premier ordre de sortie est fixé par tirage au sort.

Le mandat des membres sortants peut être renouvelé. En cas de vacance anticipée, la nomination nouvelle se fait suivant le mode qui a été appliqué, aux termes de l'article 11, au titulaire initial de la place devenue vacante et dont le titulaire nouveau achève le mandat.

Art. 13. — Des jetons de présence ou des émoluments fixes, si le conseil d'administration en décide ainsi, avec l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions, peuvent être alloués au président, aux administrateurs, ainsi qu'aux reviseurs. Le montant en est déterminé par le conseil d'administration, sous réserve de l'approbation du Ministre des Finances.

Art. 14. — Les membres des Chambres législatives ne peuvent remplir les fonctions de président, membre du conseil, directeur ou reviseur de la caisse. Les candidats élus alors qu'ils exercent les fonctions soumises à l'incompatibilité ci-dessus ne sont admis à la prestation de serment qu'après les avoir résignées.

La même incompatibilité existe à l'égard de toute personne exerçant des fonctions quelconques dans une banque visée par l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 ou dans une société commerciale ou à forme commerciale détenant directement ou indirectement vingt-cinq pour cent du capital d'une telle banque.

Art. 15. — Le conseil d'administration a, dans les limites du présent arrêté, les pouvoirs les plus étendus d'administration et de disposition pour la réalisation de l'objet de la caisse.

Il a notamment le pouvoir de décider, dans les limites du présent arrêté, toutes les opérations qui rentrent dans l'objet de la Caisse nationale et d'en fixer les conditions.

Le conseil arrête le règlement organique, qui sera soumis à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre qui a les classes moyennes dans ses attributions. Ce règlement détermine, sous réserve des présentes dispositions, les attributions du président, des administrateurs et du directeur général de la caisse.

Il fixe aussi les règles à suivre en ce qui concerne les opérations de la caisse.

Tous les actes qui engagent la caisse autres que ceux de la gestion courante sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux membres de

Het nazien van de schrifturen wordt verzekerd door drie revisoren, die door den Koning worden benoemd en afgesteld, op de voordracht van den Minister van Financiën en van den Minister tot wiens bevoegdheid de Middenstand behoort.

Art. 12. — Voorzitter en leden van den bestuursraad, zoomede de revisoren, worden voor een termijn van zes jaar benoemd. Om de twee jaar, eindigen de functiën van twee leden van den raad en van één revisor. De eerste orde van aftreding wordt door het lot aangeduid.

Het mandaat van de uitredende leden kan worden hernieuwd. Bij vervroegd openvallen, geschiedt de nieuwe benoeming volgens de wijze die luidens artikel 11 werd toegepast op den oorspronkelijken titularis van de opengevallen plaats en waarvan de nieuwe titularis het mandaat voleindigt.

Art. 13. — Zitpenningen of vaste emolumenten, indien de bestuursraad er, met goedkeuring van den Minister van Financiën en van den Minister tot wiens bevoegdheid de middenstand behoort, aldus overbeslist, kunnen worden toegekend aan den voorzitter, de bestuurders, alsmede aan de revisoren. Het bedrag er van wordt door den bestuursraad bepaald, behoudens goedkeuring van den Minister van Financiën.

Art. 14. — De leden van de Wetgevende Kamers kunnen de functiën van voorzitter, lid van den raad, directeur of revisor van de kas niet waarnemen. De kandidaten die worden verkozen terwijl zij de functiën vervullen welke aan evenbedoelde onverenigbaarheid onderworpen is, mogen slechts den eed afleggen nadat zij deze hebben neergelegd.

Dezelfde onverenigbaarheid bestaat ten opzichte van elken persoon die om het even welk ambt bekleedt in een door artikel 1 van het koninklijk besluit n° 185 van 9 Juli 1935 bedoelde bank of in een handelsmaatschappij of een maatschappij met handelsvorm welke, rechtstreeks of onrechtstreeks, vijf en twintig ten honderd van het kapitaal van een dergelijke bank bezit.

Art. 15. — Binnen de grenzen van onderhavig besluit, heeft de bestuursraad de meest uitgebreide bestuurs- en beheersbevoegdheid voor de verwezenlijking van het doel van de kas.

Hij heeft inzonderheid de macht om, binnen de grenzen van het organiek reglement, tot alle verrichtingen te besluiten die tot het doel van de Nationale Kas behooren en de voorwaarden er van te bepalen.

De raad stelt zijn organiek reglement vast, dat ter goedkeuring wordt voorgelegd van den Minister van Financiën en van den Minister tot wiens bevoegdheid de middenstand behoort. Dit reglement stelt de bevoegdheden vast van den voorzitter, de bestuurders en den directeur-generaal van de kas, behoudens deze bepalingen.

Het stelt eveneens de inzake de verrichtingen van de kas te volgen regelen vast.

Alle akten die de kas verbinden, zonder die van het dagelijksch beheer, worden ondertekend door den voorzitter van den bestuursraad of door twee leden

ce collège, lesquels ont le droit de se substituer et n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du conseil d'administration.

Art. 16. — La gestion courante de la caisse est assumée par un directeur général, nommé et révocable par le Roi. Son traitement est fixé par arrêté royal.

Le directeur général peut, en cas d'absence ou d'empêchement, être remplacé dans ses fonctions soit par le président, soit par un membre du conseil d'administration désigné avec l'agrément du Ministre des Finances et du Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions.

Art. 17. — Le directeur général remplit auprès du conseil d'administration les fonctions de rapporteur et est chargé d'exécuter ses décisions. Il dirige et surveille le travail des bureaux. Les actes de la gestion courante sont signés par lui; les actions judiciaires sont intentées et défendues à sa poursuite et diligence. Il peut déléguer ses pouvoirs en vue d'actes déterminés. Le règlement d'organisation détermine les actes, qui doivent porter le contreseing d'un membre du conseil d'administration ou d'une autre personne déléguée par le conseil.

Art. 18. — Les président et membres du conseil d'administration, les reviseurs et le directeur général ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la caisse; ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 19. — La gestion administrative de la caisse peut être confiée à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, sous le contrôle du conseil d'administration. Les conventions à intervenir éventuellement à cet effet sont soumises à l'approbation du Ministre des Finances.

Art. 20. — Notre Ministre des Finances et Notre Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions désignent chacun un délégué effectif et un délégué suppléant auprès du conseil.

Ces délégués remplissent les fonctions de commissaires du Gouvernement. En cette qualité, ils ont dans leurs attributions la surveillance des opérations de la caisse, et notamment des émissions d'obligations et de bons de caisse à court ou moyen terme. Ils ont le droit de prendre en tout temps connaissance de l'état des affaires et de vérifier les écritures de la caisse.

Ils peuvent suspendre et dénoncer à leur Ministre respectif toute décision qu'ils jugeraient contraire soit aux lois, soit aux stipulations du présent arrêté et du règlement organique de la caisse, soit aux intérêts de l'État.

Si le Ministre intéressé ne s'est pas prononcé, dans les trois jours francs à dater de cette suspension s'il s'agit d'une opération de crédit et dans les huit jours

van dit college, die het recht hebben zich in de plaats te stellen en niet, tegenover derden, van een voorafgaande beslissing van den bestuursraad moeten laten blijken.

Art. 16. — Het gewoon beheer van de kas wordt waargenomen door een directeur-generaal, die door den Koning wordt benoemd en afgesteld. Zijn wedde wordt bij koninklijk besluit bepaald.

De directeur-generaal mag, bij afwezigheid of belet, in zijn ambt worden vervangen hetzij door den voorzitter, hetzij door een lid van den bestuursraad, aangeduid met instemming van den Minister van Financiën en van den Minister tot wiens bevoegdheid de middenstand behoort.

Art. 17. — De directeur-generaal neemt bij den bestuursraad het ambt van rapporteur waar en is belast met het uitvoeren van zijn beslissingen. Hij leidt de werkzaamheden van de bureelen en houdt er toezicht op. Hij onderteeft de akten van het dagelijksch beheer en de rechtsvorderingen worden op zijn vervolging en te zijnen verzoeken ingesteld en verdedigd. Hij mag zijn macht overdragen voor bepaalde handelingen. Het reglement van inrichting bepaalt de akten die moeten medeonderteeft worden door een lid van den bestuursraad of door een ander door den raad gedelegeerden persoon.

Art. 18. — Voorzitter en leden van den bestuursraad, revisoren en directeur-generaal gaan geen persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen van de kas; zij zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat.

Art. 19. — Het administratief beheer van de kas mag, onder controle van den bestuursraad, aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas worden toevertrouwd. De eventueel daartoe te sluiten overeenkomsten worden den Minister van Financiën ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 20. — Onze Minister van Financiën en Onze Minister die den middenstand in zijn ambtsbevoegdheden heeft duiden ieder een werkelijken gedelegeerde en een plaatsvervangenden gedelegeerde bij den raad aan.

Deze gedelegeerden vervullen de functiën van Regeeringscommissarissen. In deze hoedanigheid hebben zij het toezicht over de verrichtingen van de kas en inzonderheid over de uitgiften van obligatiën en kasbons in hun bevoegdheid. Zij hebben het recht ten allen tijde kennis te nemen van den stand der zaken en de schrifturen van de kas na te zien.

Zij mogen iedere beslissing welke zij mochten strijdig achten hetzij met de wetten, hetzij met de bepalingen van dit besluit en van het organiek reglement der kas, hetzij met 's Rijks belangen, schorsen en bij hun respectieve Ministers aangeven.

Indien de betrokken Minister binnen drie volle dagen na deze schorsing, als het om een kredietverrichting gaat, en binnen acht volle dagen als het om

francs s'il s'agit d'une autre opération, les décisions du conseil d'administration deviennent exécutoires.

Art. 21. — Au 31 décembre de chaque année, le conseil d'administration dresse le bilan et le compte de profits et pertes et les transmet, avec son rapport, à l'approbation de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions. Les comptes sont soumis au contrôle de la Cour des comptes avec les pièces justificatives.

Après approbation, le bilan et le compte de profits et pertes sont publiés annuellement au *Moniteur belge*, au plus tard, le 15 avril, par les soins du conseil d'administration.

Le conseil d'administration adresse, en outre, tous les mois, au Ministre des Finances, un état résumé de la situation de la caisse.

Art. 22. — Du bénéfice net, il est prélevé le montant nécessaire pour attribuer, sur le montant libéré du capital, un intérêt dont le taux est fixé annuellement par le Ministre des Finances, avec l'accord du Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions.

Le solde est investi en obligations garanties directement ou indirectement par l'Etat ou la colonie, sauf application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 10 du présent arrêté.

Art. 23. — La caisse et, notamment, son acte de constitution bénéficient de toute exemption fiscale.

Sont exempts du droit de timbre, tous contrats, tous effets de commerce et, généralement, toutes pièces, tous actes judiciaires ou extrajudiciaires faits, dressés ou délivrés pour l'application du présent arrêté ou auxquels intervient la caisse.

Sont exempts du droit d'hypothèque et de cautionnement et sont enregistrés contre paiement d'un droit fixe de 15 francs, tous actes de prêt et d'ouverture de crédit consentis par la caisse.

Les obligations et bons de caisse qu'elle émettra seront exempts du droit de timbre et les intérêts de ces bons de caisse seront exonérés de la taxe mobilière.

Les bénéfices éventuels seront exempts de tout impôt sur le revenu.

Art. 24. — La caisse est constituée pour un terme de vingt ans, prenant cours à la date de la mise en vigueur du présent arrêté. Son terme peut être abrégé ou prorogé par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. La caisse peut prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

Art. 25. — Les modalités de la liquidation seront déterminées par le Roi.

L'Etat garantit, lors de la liquidation de la caisse, le remboursement, à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, de sa mise de fonds. Le solde éventuel de l'actif est attribué à l'Etat.

Art. 26. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 14 n'entreront en vigueur que le 1^{er} janvier 1941.

een andere verrichting gaat, geen uitspraak heeft gedaan, worden de beslissingen van den bestuursraad uitvoerbaar.

Art. 21. — Op 31 December van ieder jaar, maakt de bestuursraad de balans en de winst- en verliesrekening op en maakt ze, met haar rapport, ten laatste op 1 Mei daaropvolgend, aan den Minister van Financiën en aan den Minister onder wien de middenstand ressorteert, ter goedkeuring over. De rekeningen worden met de verantwoordingsstukken aan de contrôle van het Rekenhof onderworpen.

Na goedkeuring, worden de balans en de winst- en verliesrekening jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd, en dit ten laatste op 15 April, door de zorgen van den bestuursraad.

Daarenboven zendt de bestuursraad, elke maand, aan den Minister van Financiën, een beknopten staat over den toestand der kas.

Art. 22. — Van de netto-winst wordt het noodig bedrag afgenomen om op het gestort bedrag van het kapitaal een rente uit te keeren, waarvan het bedrag jaarlijks wordt vastgesteld door den Minister van Financiën, in overleg met den Minister tot wiens bevoegdheid de middenstand behoort.

Het saldo wordt belegd in direct of indirect door den Staat of de kolonie gewaarborgde obligatiën, behoudens de toepassing van de bepalingen van de tweede alinea van artikel 10 van dit besluit.

Art. 23. — De kas en, inzonderheid, haar akte van oprichting genieten alle fiscale vrijstelling.

Worden van zegelrecht vrijgesteld: alle contracten, alle handelseffecten en, over het algemeen, alle stukken, alle gerechtelijke of buitengerechtelijke akten die worden opgemaakt of uitgereikt voor de toepassing van dit besluit en waarbij de kas tusschenkomt.

Zijn vrij van hypotheekrecht en borgstelling en worden geregistreerd tegen een vast recht van 15 fr., alle akten van leening en kredietopening toegestaan door de kas.

De door haar uitgegeven obligatiën en kasbons zijn vrij van zegelrecht en de interesten van deze kasbons zijn vrij van mobiliënbelasting.

De eventuele winsten worden van alle inkomstenbelasting vrijgesteld.

Art. 24. — De kas wordt voor een termijn van twintig jaar opgericht, ingaande op den dag van het in werking treden van dit besluit. Die termijn mag bij een in den Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden verkort of verlengd. De kas mag verbintenissen aangaan voor een langeren duur.

Art. 25. — De modaliteiten van vereffening worden door den Koning bepaald.

Bij de opheffing van de kas wordt, aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas, de terugbetaling van haar inbreng door den Staat gewaarborgd. Het eventueel actief-saldo wordt aan den Staat toegewezen.

Art. 26. — De bepalingen van de eerste alinea van artikel 14 treden slechts den 1 Januari 1941 in werking.

Art. 27. — Notre Ministre des Finances et Notre Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions sont, chacun, en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1937.

14 octobre 1937.

Arrêté royal relatif au statut de l'Office central de crédit hypothécaire.

Léopold III, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1937 relative à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certaines institutions d'intérêt public;

Revu Notre arrêté n° 226 du 7 janvier 1936, instituant un Office central de crédit hypothécaire;

Sur la proposition de Nos Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Notre arrêté n° 226 du 7 janvier 1936 est modifié comme suit :

A. L'article 1^{er} est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}. Il est institué un établissement public autonome dénommé : « Office central de crédit hypothécaire ». Cet office a pour objet, dans la mesure où l'intérêt général le rend désirable :

» a) De favoriser la mobilisation des créances hypothécaires ainsi que la régularisation du taux de l'intérêt et des autres charges grevant les prêts hypothécaires;

» b) De répondre au besoin de crédit à long terme pour l'achat ou l'aménagement d'immeubles de moyenne importance, affectés à l'usage propre de l'emprunteur dans les limites et aux conditions fixées par son conseil d'administration, sous réserve d'approbation par le Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions. »

B. Il est ajouté à l'article 4 l'alinéa suivant :

« 5° Recevoir à l'escompte tous billets à ordre ou promesses hypothécairement garantis, souscrits au nom ou à l'ordre de sociétés agréées conformément au règlement visé au deuxième alinéa de l'article 5^{ter}. »

C. Il est ajouté, après l'article 5, les articles suivants :

« Art. 5^{bis}. — Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 5 et seulement pour les opérations répondant aux objets du littéra b de l'article 1^{er}, l'Office peut prendre en gage des immeubles à destination mixte d'habitation et d'industrie.

Art. 27. — Onze Minister van Financiën en Onze Minister tot wiens bevoegdheid de middenstand behoort zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 14 October 1937.

14 October 1937.

Koninklijk besluit betreffende het statuut van het Centraal Bureau voor hypothecair krediet.

Leopold III, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden,
Heil.

Gelet op de wet van 10 Juni 1937 betreffende de coördinatie van de werking, van de inrichting en de bevoegdheden van zekere instellingen van openbaar nut;

Herzien Ons besluit n° 226 van 7 Januari 1936, houdende instelling van een Centraal Bureau voor hypothecair krediet;

Op de voordracht van Onze Ministers, die er in den Raad over hebben beraadslaagd,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — Ons besluit n° 226 van 7 Januari 1936 wordt als volgt gewijzigd :

A. Artikel 1 wordt ingetrokken en door onderstaande bepalingen vervangen :

« Artikel 1. Er wordt een zelfstandige openbare instelling met name « Centraal Bureau voor hypothecair krediet » opgericht. Dit bureau heeft ten doel, in zulke mate als in het algemeen belang wenselijk is :

» a) De mobielmaking te bevorderen van de hypothecaire schuldvorderingen alsmede de regularisatie van den rentevoet en van de andere op de hypothecaire leningen drukkende lasten;

» b) Te voorzien in de behoefte aan krediet op langen termijn voor den aankoop of het inrichten van immobiliën van gemiddeld belang, voor eigen gebruik van den kredietnemer binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door zijn bestuursraad, onder voorbehoud van goedkeuring door den Minister tot wiens bevoegdheid de middenstand behoort. »

B. Aan artikel 4 wordt onderstaande alinea toegevoegd :

« 5° Alle hypothecair gewaarborgde orderbiljetten of promessen ter discontoeering ontvangen, welke onderschreven zijn uit naam of aan order van de overeenkomstig in artikel 5, 2° alinea, bedoeld reglement aangenomen maatschappijen. »

C. Na artikel 5 worden onderstaande artikelen ingevoegd :

« Art. 5^{bis}. — In afwijking van de 3° alinea van artikel 5 en alléén voor de verrichtingen die overeenstemmen met het doel waarvan sprake in littéra b van artikel 1, kan het bureau immobiliën met gemengde woon- en bedrijfsbestemming in pand nemen.

» Art. 5ter. — Comme garantie complémentaire des opérations faites en vertu du *littera b* de l'article 1^{er}, l'Office peut exiger l'engagement solidaire et indivisible, à concurrence du montant qu'il fixera dans chaque cas, d'une ou plusieurs sociétés locales ou régionales de métiers ou négoce.

» L'office agréera ces sociétés conformément à un règlement approuvé par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a l'Office des classes moyennes dans ses attributions.

» L'office peut aussi exiger des emprunteurs qu'ils contractent à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite ou à une société agréée par lui, une police d'assurance sur la vie destinée à garantir le remboursement du capital emprunté. »

D. Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 7, comme premier alinéa et deuxième alinéa de cet article :

« Chaque année, par décision spéciale prise à la majorité des deux tiers des voix des membres présents, le conseil d'administration de l'office fixe le montant des fonds qui peuvent être affectés aux objets prévus au *littera B* de l'article 1^{er}.

» Ces décisions sont soumises à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre qui a l'Office des classes moyennes dans ses attributions. »

E. Il est ajouté à l'article 9, l'alinéa suivant :

« Il peut également escompter ou réescompter à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, à la Banque Nationale de Belgique, ou à la Société nationale de Crédit à l'Industrie, les billets à ordre ou promesses hypothécairement garantis qu'il pourrait avoir en portefeuille. »

F. Il est ajouté, après l'article 19, les dispositions suivantes :

« Art. 19bis. — Un commissaire, nommé par le Roi sur proposition du Ministre des Finances, surveille les opérations de l'office.

» Il a le droit de prendre, en tout temps, connaissance de l'état des affaires et de vérifier les écritures et les caisses. Il assiste, quand il le juge convenable, aux séances du conseil d'administration et du collège des reviseurs.

» Il dénonce au Ministre toute décision qui serait contraire soit aux lois, soit aux statuts, soit aux intérêts de l'Etat et en suspend l'exécution.

» Si le Ministre des Finances n'a pas statué dans la huitaine, la décision pourra être exécutée.

» Le traitement du commissaire et les honoraires des experts, éventuellement désignés pour l'assister,

» Art. 5ter. — Als aanvullenden waarborg van de krachtens *littera b* van artikel 1 gedane verrichtingen, kan het bureau de hoofdelijke en ondeelbare verbintenissen eischen, ten beloope van een bedrag dat het voor elk geval zal bepalen, van een of meer plaatselijke of gewestelijke maatschappijen van ambachten of neringen.

» Het bureau neemt deze maatschappijen aan overeenkomstig een reglement goedgekeurd door den Minister van Financiën en door den Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van den middenstand behoort.

» Het bureau kan eveneens van de geldopnemers eischen dat ze bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas of bij een door haar aangenomen maatschappij een verzekeringspolis op het leven afsluiten, bestemd om de terugbetaling van het te leen genomen kapitaal te waarborgen. »

D. Onderstaande bepalingen worden aan artikel 7 toegevoegd als eerste en tweede alinea van dit artikel :

« Elk jaar, stelt de bestuursraad, bij bijzondere beslissing, genomen met de meerderheid van de twee derden der stemmen van de aanwezige leden, het bedrag vast van de gelden die mogen aangewend worden voor de in *littera B* van artikel 1 voorziene doeleinden.

» Deze beslissingen worden ter goedkeuring voorgelegd aan den Minister van Financiën en aan den Minister tot wiens bevoegdheid de Dienst van den middenstand behoort. »

E. Aan artikel 9 wordt onderstaande alinea toegevoegd :

« Het mag eveneens bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, bij de Nationale Bank van België of bij de Nationale Maatschappij voor krediet aan de nijverheid de hypotheccair gewaarborgde orderbiljetten of promessen, die het in portefeuille mocht hebben, disconteeren of herdisconteeren. »

F. Na artikel 19 worden onderstaande bepalingen ingevoegd :

« Art. 19bis. — Een door den Koning, op de voordracht van den Minister van Financiën aangesteld commissaris houdt toezicht op de verrichtingen van het bureau.

» Hij heeft het recht, ten allen tijde, kennis te nemen van den toestand der zaken en de schrifturen en de kassen na te zien. Wanneer hij het gepast oordeelt, woont hij de vergaderingen van den bestuursraad en van het college van revisoren bij.

» Hij doet den Minister elke beslissing kennen die in strijd zou zijn hetzij met de wet, hetzij met de statuten, hetzij met de belangen van het Rijk en doet er de uitvoering van schorsen.

» Indien de Minister van Financiën niet binnen acht dagen heeft beschikt, mag de beslissing worden uitgevoerd.

» De wedde van den commissaris en de honoraria van de deskundigen, die eventueel zouden worden aan-

sont fixés et liquidés par les soins du Ministre des Finances et supportés par l'office. »

Art. 2. — Notre Ministre des Finances et Notre Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1937.

—
14 octobre 1937.

Arrêté royal instituant un conseil de coordination des institutions de crédit aux classes moyennes.

—
Léopold III, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1937, relative à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certaines institutions d'intérêt public;

Sur la proposition de Nos Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Il est institué un conseil de coordination des institutions de crédit aux classes moyennes.

Art. 2. — La Caisse nationale de crédit aux classes moyennes.

La Caisse centrale du petit crédit professionnel,

Le Fonds de garantie au crédit à l'outillage artisanal, sont représentés chacun par deux membres au sein du conseil de coordination. La Banque Nationale, la Caisse générale d'Epargne et de Retraite et l'Office central de crédit hypothécaire sont représentés chacun par un délégué.

Art. 3. — Le Ministre des Finances, d'accord avec le Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions, désignera un des représentants de chacune des trois premières institutions précitées, l'autre représentant étant désigné par le conseil d'administration de ces dernières.

Art. 4. — Les commissaires du Gouvernement auprès de ces institutions assistent aux délibérations du conseil de coordination.

Art. 5. — Le conseil de coordination se réunit au moins une fois par mois. Il se réunit également chaque fois qu'une des institutions représentées ou un des commissaires du Gouvernement en fait la demande.

Art. 6. — Les procès-verbaux des réunions sont transmis, pour information, au Ministre des Finances, au Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions, au président de l'Office de redressement économique et au président de la commission bancaire.

geduid om hem bij te staan worden door den Minister van Financiën bepaald, door zijn toedoen uitbetaald en door het bureau gedragen. »

Art. 2. — Onze Minister van Financiën en Onze Minister tot wiens bevoegdheid de middenstand behoort zijn, elk wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 14 October 1937.

—
14 October 1937.

Koninklijk besluit houdende instelling van een raad tot coördinatie van de inrichtingen voor krediet aan den middenstand.

—
Leopold III, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Gelet op de wet van 10 Juni 1937 op de coördinatie van de bedrijvigheid, de organisatie en de bevoegdheden van sommige instellingen van openbaar nut;

Op de voordracht van Onze Ministers, die er in den Raad over beraadslaagd hebben,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — Een raad tot coördinatie van de inrichtingen voor krediet aan den middenstand wordt ingesteld.

Art. 2. — De Nationale Kas voor krediet aan den middenstand,

De Centrale Kas voor het klein-beroepskrediet;

Het Waarborgfonds ten behoeve van het krediet voor ambachtsmaterieel, worden elk door twee leden vertegenwoordigd in den schoot van den coördinatieraad. De Nationale Bank, de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas en het Centraal Bureau voor hypothecair krediet worden elk door een gedelegeerde vertegenwoordigd.

Art. 3. — De Minister van Financiën duidt, in overleg met den Minister, dien den middenstand in zijn bevoegdheid heeft, een der vertegenwoordigers van elk der eerste drie voornoemde inrichtingen aan, terwijl de andere vertegenwoordiger door den raad van beheer van laatstbedoelde wordt aangeduid.

Art. 4. — De Regeeringscommissarissen bij deze inrichtingen wonen de besprekingen van de coördinatieraad bij.

Art. 5. — De coördinatieraad vergadert ten minste eens per maand. Hij vergadert tevens telkens als een der vertegenwoordigde inrichtingen of een der Regeeringscommissarissen zulks aanvraagt.

Art. 6. — De notulen van de vergaderingen worden tot kennisgeving overgemaakt aan den Minister van Financiën, den Minister die den middenstand in zijn bevoegdheid heeft, den voorzitter van den Dienst voor economisch herstel en den voorzitter van de bankcommissie.

Art. 7. — Le conseil de coordination a dans ses attributions :

L'examen des problèmes généraux et spéciaux du crédit aux classes moyennes;

L'examen de la coordination des opérations et des taux d'intérêt;

La constitution et l'échange d'une documentation sur les problèmes du crédit aux classes moyennes.

Les délibérations du conseil sont confidentielles.

Art. 8. — La présidence du conseil est dévolue à un des membres désigné par le Ministre des Finances.

Art. 9. — Les frais généraux du secrétariat du conseil seront supportés par la Caisse nationale de crédit aux classes moyennes, la Caisse centrale de petit crédit professionnel, le Fonds de garantie au crédit à l'outillage artisanal et l'Office central de crédit hypothécaire, suivant convention soumise à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions.

Art. 10. — Le règlement d'ordre intérieur du conseil de coordination sera soumis à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions.

Art. 11. — Notre Ministre des Finances et Notre Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1937.

—
25 octobre 1937.

Arrêté royal relatif au statut de la Caisse centrale du Petit Crédit professionnel.

—
Léopold III, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1937 relative à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certaines institutions d'intérêt public;

Revu notamment les lois du 11 mai 1929 portant création d'une Caisse centrale du Petit Crédit professionnel, et du 10 août 1933 relative à la garantie de bonne fin du petit crédit professionnel;

Sur la proposition de Nos Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — L'article 7 de la loi du 11 mai 1929 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La Caisse centrale est gérée par un conseil composé de trois directeurs. Ils sont nommés par le Roi, pour un terme de huit ans, sur proposition de Notre

Art. 7. — Vallen onder de bevoegdheden van den coördinatieraad :

Het onderzoek van de algemeene en speciale vraagstukken omtrent het krediet aan den middenstand;

Het onderzoek van de coördinatie van de verrichtingen alsmede van de rentevoeten;

Het aanleggen en wederzijds mededeelen van een documentatie betreffende de vraagstukken omtrent het krediet aan den middenstand.

De beraadslagingen van den raad zijn vertrouwelijk.

Art. 8. — Het voorzitterschap van den raad valt te beurt aan een door den Minister van Financiën aangewezen lid.

Art. 9. — De algemeene kosten van het secretariaat van den raad worden gedragen door de Nationale Kredietkas ten behoeve van den middenstand, de Centrale Kas voor het klein-beroepskrediet, het Waarborgfonds ten behoeve van het krediet voor ambachtsmaterieel en het Centraal Bureau voor hypotheecair krediet, volgens overeenkomst ter goedkeuring voorgelegd aan den Minister van Financiën en aan den Minister tot wiens bevoegdheid de middenstand behoort.

Art. 10. — Het huishoudelijk reglement van den coördinatieraad wordt ter goedkeuring voorgelegd aan den Minister van Financiën en den Minister die den middenstand in zijn bevoegdheid heeft.

Art. 11. — Onze Minister van Financiën en Onze Minister tot wiens bevoegdheid de middenstand behoort zijn, ieder wat hem betreft, belast met de toepassing van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 14 October 1937.

—
25 October 1937.

Koninklijk besluit betreffende het statuut van de Hoofdkas voor het Klein-Beroepskrediet.

—
Leopold III, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Gelet op de wet van 10 Juni 1937 betreffende de coördinatie van de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden van sommige instellingen van openbaar nut;

Herzien inzonderheid de wetten van 11 Mei 1929 tot inrichting van een Hoofdkas voor het Klein-Beroepskrediet, en van 10 Augustus 1933 op den waarborg van goed verloop van het klein-beroepskrediet;

Op de voordracht van Onze Ministers, die er over in den Raad hebben beraadslaagd,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — Artikel 7 der wet van 11 Mei 1929 wordt ingetrokken en door onderstaande bepalingen vervangen :

« De Hoofdkas wordt beheerd door een uit drie bestuurders bestaanden raad. Zij worden door den Koning voor een termijn van acht jaar benoemd, op

Ministre des Finances et de Notre Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions. Leur mandat peut être renouvelé.

» Les directeurs ne peuvent être membre de l'une des Chambres législatives; ne peuvent remplir d'autre fonction rétribuée ni remplir une fonction quelconque dans une banque visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 ou dans une société commerciale ou à forme commerciale détenant directement ou indirectement vingt-cinq pour cent du capital d'une telle banque. »

Art. 2. — L'article 3 de la loi du 10 août 1933 est abrogé.

Il est ajouté à la loi du 11 mai 1929 un article 10bis, libellé comme suit :

« Art. 10bis. — Le Roi, sur proposition du Ministre des Finances, nomme auprès de la caisse un commissaire du Gouvernement.

» Le commissaire a dans ses attributions la surveillance des opérations de la caisse; il a le droit de prendre en tout temps connaissance de l'état des affaires et de vérifier les écritures de la caisse. Il dénonce au Ministre des Finances toute décision qu'il jugerait contraire soit aux lois et statuts, soit aux intérêts de l'Etat, et en suspend l'exécution. Si le Ministre ne s'est pas prononcé dans les trois jours de la suspension, la décision devient exécutoire.

» Le traitement du commissaire et les honoraires des experts éventuellement désignés pour l'assister sont fixés et liquidés par les soins du Ministre des Finances et supportés par la caisse. »

Art. 3. — Notre Ministre des Finances et Notre Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1937.

de voordracht van Onzen Minister van Financiën en van Onzen Minister die den middenstand onder zijn bevoegdheid heeft. Hun mandaat is vernieuwbaar.

» De directeurs mogen geen lid zijn van een der Wetgevende Kamers; ze mogen geen andere bezoldigde functie, noch om het even welke functie vervullen in een bank bedoeld in artikel 1 van koninklijk besluit n° 185 van 9 Juli 1935 of in een handelsvennootschap of vennootschap met commerciële vorm die rechtstreeks of onrechtstreeks vijf en twintig ten honderd van het kapitaal van dergelijke bank onder zich heeft. »

Art. 2. — Artikel 3 der wet van 10 Augustus 1933 wordt ingetrokken.

Aan de wet van 11 Mei 1929, wordt een artikel 10bis toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 10bis. — De Koning benoemt, op de voordracht van den Minister van Financiën, een Regeeringscommissaris bij de kas.

» De commissaris heeft onder zijn ambtsbevoegdheid het toezicht op de verrichtingen van de kas; hij heeft het recht te allen tijde van den toestand der zaken kennis te nemen en de schrifturen van de kas na te gaan. Hij maakt aan den Minister van Financiën alle beslissing bekend diè hij strijdig mocht achten hetzij met de wetten en statuten, hetzij met de belangen van den Staat, en hij schorst de uitvoering er van. Zoo de Minister binnen drie dagen na de schorsing geen uitspraak gedaan heeft, wordt de beslissing uitvoerbaar.

» De wedde van den commissaris en de eereloonen van de deskundigen eventueel aangeduid om hem bij te staan worden door toedoen van den Minister van Financiën vastgesteld en vereffend en door de kas gedragen. »

Art. 3. — Onze Minister van Financiën en Onze Minister die den middenstand onder zijn bevoegdheid heeft, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 25 October 1937.

CHRONIQUE

Marché des céréales en octobre 1937. — La situation, devenue mauvaise par contre-coup des bouleversements qui affectent les cours des matières premières les plus diverses, n'a pu se redresser à aucun moment le long du mois; il y a un arrêt, non sans accumulation de stocks en attendant que les besoins réels ne créent le mouvement.

Les statistiques montrent une accentuation de la production du blé : le monde a produit en 1936-1937 122.000.000 tonnes; en 1937-1938 136.500.000 tonnes. Les surplus exportables sont de l'ordre de 21 millions de tonnes et les besoins d'importation de 14 millions 500.000 tonnes. Ces derniers se réduisent sensiblement car ils étaient, il y a quelques années, de 19 millions de tonnes. Le phénomène n'a d'autre cause que le développement de la culture dans les pays à court de devises (Allemagne, Italie, Grèce, etc.) et les restrictions imposées dans la consommation du pain.

Les Etats-Unis, par leur belle récolte, compensent le déficit canadien et peut-être argentin; sur l'ensemble, il y a 5 millions de tonnes d'excédent sur l'année dernière à escompter.

L'interdiction d'exportation du blé, en Argentine, jusqu'à l'apparition de la nouvelle récolte (en décembre) n'a eu aucun effet stimulant sur le marché; c'est une pause de courte durée, non sans avantage actuellement en raison de l'encombrement des marchés. Les avis de sécheresse ont fait place à des perspectives favorables.

MARCHE D'ANVERS. — BLE.

*Fluctuations entre le 30 septembre 1937
et le 31 octobre 1937.*

	30 septembre 1937	31 octobre 1937
Manitoba N° 1 Atlantique, embarquement octobre ..	\$ 6,39 ou fr. 190,—	\$ 6,17 ou fr. 183,—
Kansas Golfe Dark flott.	\$ 5,38 ou fr. 160,—	fr. 148,—
Russe.....fr.	155,—	143,50
Roumain 78/9 kg. 3 %	130,—	126,50
Stocks de céréales à Anvers : BléT. 61.331		
		21.378
		2.321
		434
		2.604
	TOTAL...T.	87.968

BOURSE DE BRUXELLES. — BEURS VAN BRUSSEL

PHYSIONOMIE DU MARCHÉ DES CHANGES

DU 11 AU 25 NOVEMBRE 1937.

Le repli de la plupart des devises, qui avait été la caractéristique de la quinzaine précédente, a été consacré, à une ou deux exceptions près, au cours de celle que nous passons ci-après en revue.

A diverses reprises, le recul a été suffisamment prononcé pour permettre des importations d'or de Londres à Bruxelles. Le change sur Londres, qui s'établissait il y a deux semaines à 29,40 $\frac{3}{8}$, a fléchi quarante-huit heures plus tard à 29,37 $\frac{1}{2}$; ensuite après une brève avance jusqu'à 29,42, il est revenu à 29,38 $\frac{1}{8}$. Le dollar a oscillé de 5,8625 à 5,89225 et vaut en ce moment 5,8825. Le franc français a reculé entre le 10 et le 16 novembre de 19,995 à 19,925. Il s'est relevé par après jusqu'à 20 belgas, puis est revenu par étapes à 19,95 $\frac{3}{4}$. Le devise hollandaise, assez déprimée jusqu'au milieu du mois, s'est vigoureusement redressée depuis lors. Elle cote actuellement 326,78 venant de 325,275, cours qui était pratiqué il y a une dizaine de jours. Le cours du change sur la Suisse, qui s'était sensiblement détendu à la fin de la quinzaine passée, a accentué cette détente pendant quelques jours. Le cours a glissé jusqu'à 135,70. Il s'est fixé dans la suite autour de 136. Le reichsmark, après s'être avancé d'emblée de 237,20 à 237,70, est revenu à 237,25, puis a été négocié à des cours proches du palier de 237,50. La lire italienne est depuis plusieurs jours cotée 30,9358. Les cours antérieurs ont été voisins de ce niveau. Les cours faits en fin de quinzaine pour le Stockholm, l'Oslo et le Copenhague ne s'éloignent guère des cotations précédentes : le Stockholm est à 151,375, l'Oslo à 147,75 et le Copenhague à 131,20. La couronne tchécoslovaque s'est raffermie de 20,665 à 20,74. Le change sur Montréal a épousé les fluctuations de celui de New-York. Le zloty, après avoir été coté presque constamment 111,60, a glissé sans transition à 111,05. L'escudo a eu un marché restreint autour de 26,70. Le leu roumain a été invariablement coté 4,37, avec la mention « sans affaires ».

Sur le marché du terme, la prime de la livre sterling à trois mois s'est détendue de 0,135 à 0,06 belga. En ce qui concerne le franc français, la perte pour un mois est passée de 0,075 belga à 0,11, puis est revenue à 0,075; pour trois mois, le déport a été de 0,34 belga, ensuite de 0,46, et en fin de quinzaine de 0,30.

Sur le marché de l'argent, les taux n'ont guère varié. Le *call money* a été obtainable à $\frac{3}{4}$ p. c. L'es-compte a valu hors banque $1\frac{3}{4}$ et $1\frac{7}{8}$ p. c. pour les acceptations commerciales et $2\frac{1}{4}$ p. c. pour le papier financier.

Deux émissions de certificats à trois mois de la Trésorerie ont été adjugées dans les conditions suivantes : 50 millions de francs au taux de 1,542 p. c. et 40 millions de francs au taux de 1,53 p. c.

Le 27 novembre 1937.

WISSELMARKT

VAN 11 TOT 25 NOVEMBER 1937.

De achteruitgang van de meeste deviezen, kenmerkend voor de voorgaande twee weken, werd, bijna zonder uitzondering, gehandhaafd gedurende onderhavig tijdperk.

Meermalen volstond de daling om een goudinvoer van Londen naar Brussel te verwekken. Het pond sterling stond over veertien dagen op 29,40 $\frac{3}{8}$, liep, acht en veertig uren later, terug tot 29,37 $\frac{1}{2}$, kwam daarna korten tijd op 29,42 staan en daalde sinds tot 29,38 $\frac{1}{8}$. De dollar schommelde tusschen 5,8625 en 5,89225. Thans noteert hij 5,8825. De Fransche frank daalde, tusschen 10 en 16 November, van 19,995 tot 19,925 en klom later terug tot 20 belgas, waarna hij weer op 19,95 $\frac{3}{4}$ kwam te staan. In 't begin der maand onderging de koers op Amsterdam een gevoelige inzinking. Sedert liep de florijn van 325,275 tot 326,78 op. De Zwitserse frank daalde aldoor tot 135,70 en bleef later rond 136 schommelen. De reichsmark steeg ineens van 237,20 tot 237,70, gleed daarna af tot 237,25 en werd eindelijk nabij 237,50 verhandeld. De Italiaansche lira noteert 30,9358 sinds enkele dagen, de vorige noteeringen stonden dicht daarbij. De Skandinavische kronen blijven op peil : Stockholm noteert 151,375, Oslo 147,75, Kopenhagen 131,30. De Tsjechoslovakische kroon werd vaster van 20,665 tot 20,75. De Canadeesche dollar volgde het rythme van New-York. De zloty, die bijna onafgebroken 111,60 noteerde, daalde meteen tot 111,05. De escudo werd bijna niet verhandeld tegen 26,70. De Roemeensche leu noteerde 4,37, zonder omzet.

Op termijn is de premie op het pond verlaagd van bg. 0,19 tot bg. 0,13 voor drie maand. De Fransche frank wordt verhandeld, voor één maand, met een disagio dat van bg. 0,075 op bg. 0,11 en daarna weer op 0,075 kwam te staan en voor drie maand, van bg. 0,34 op bg. 0,46 en dan weer op bg. 0,30.

De rentevoeten bleven ongewijzigd op de geldmarkt. *Call money* werd verhandeld tegen $\frac{3}{4}$ t. h., commercieel papier tegen $1\frac{3}{4}$ of $1\frac{7}{8}$ t. h., financieel papier tegen $2\frac{1}{4}$ t. h.

Twee uitgiften van Schatkistcertificaten werden toegewezen tegen respectievelijk 1,542 t. h. (50 miljoen frank) en 1,53 t. h. (40 miljoen frank).

27 November 1937.

MARCHE DES TITRES.

Comptant.

Pendant la quinzaine du 4 au 19 novembre, la tendance générale du marché est restée lourde.

L'effritement des cours se poursuit, conséquence d'un manque complet d'activité.

Ci-dessous, tableau comparatif des cours pratiqués les 19 et 4 novembre 1937 :

Aux rentes : 3 p. c. Dette Belge 1^{re} série, 88,75-89,25; 3 p. c. Dette Belge 2^e série, 86,25-87; 3 p. c. Dette Belge 4^e série, 101-102,50; 3 1/2 p. c. Dette Belge, 93,20-93,60; 4 p. c. Dette Belge Unifiée 1^{re} série, 97,65-98,05; 4 p. c. Dette Belge Unifiée 2^e série, 97,65-98; 2 1/2 p. c. Bons du Trésor 1937, 101,25-100,75; 4 p. c. Emprunt Belge à lots 1932, 580-573; 4 p. c. Emprunt Belge à lots 1933, 1157-1158; 4 p. c. Dommages de Guerre 1921, 255,50-254,50; 4 p. c. Dommages de Guerre 1922 se répète à 270; 4 p. c. Dommages de Guerre 1923, 563-561; 6 p. c. action privilégiée Société Nationale des Chemins de fer belges (tranche suisse), 589-590; 6 p. c. action privilégiée Société Nationale des Chemins de fer belges (tranche hollandaise), 589-590; 4 p. c. action privilégiée Société Nationale des Chemins de fer belges (tranche belge), 490-489.

Aux assurances et banques : Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie se répète à 6275; Banque d'Anvers, 1025-1015; Banque du Congo Belge, 1290-1335; Banque Nationale de Belgique, 1690-1760; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 342,50-337,50; Brufina, 670-685; Cofinindus, 775-705; part de réserve Société Générale de Belgique, 3970-4010.

Aux entreprises immobilières, hypothécaires et hôtelières : part de fondateur Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 5750-5425; action de dividende Hypothécaire Belge-Américaine, 5050-5125.

Aux chemins de fer et transports par eau : action de dividende Bruxelles-Lille-Calais, 1180-1235; Lloyd Royal Maritime Belge, 570-670; Unatra, 652,50-700; action de jouissance Welkenraedt, 18600-19700.

Aux tramways, chemins de fer économiques et vicinaux : action de capital Bruxellois, 1810-1820; action de dividende idem, 5200-5250; 1/20 de part de fondateur Buenos-Ayres, 320-355; part sociale Caire, 472,50-447,50; action de dividende Pays de Charleroi, 880-890; 1/100 de part de fondateur Rosario, 272,50-335.

Aux trusts d'entreprises de tramways et d'électricité : action ordinaire Centrale Industrielle Electrique, 1050-1180; action de capital Electrobél, 1840-1820; part de fondateur Electrorail, 3090-3030; action privilégiée Electro-Trust, 1090-1075; action privilégiée Engetra, 1045-1070; action ordinaire Tientsin, 1855-1865; action ordinaire Sofina, 8125-8450.

Aux entreprises de gaz et d'électricité : part sociale Société Bruxelloise du Gaz, 1650-1605; part sociale Eclairage du Bassin Houiller de Mons, 1640-1650; 1/10 de part de fondateur Electricité du Borinage, 3000-3010; action de dividende Electricité de l'Escaut, 5875-6025; 1/10 de part de fondateur Electricité de l'Est de la Belgique, 5150-5125; 1/10 de part de fondateur Electricité du Nord de la Belgique se répète à 6550; part de fondateur Gaz et Electricité du Hainaut, 12300-12025.

Aux industries métallurgiques : part sociale Aciéries d'Angleur-Athus, 625-700; action de capital Ateliers

EFFEOTENMARKT.

Contantmarkt.

Gedurende de onderhavige veertien dagen was de stemming loom.

De noteringen brokkelden af, bij een uitblijvende vraag.

Hierna volgt vergelijkende tabel van de koersen van 19 en 4 November 1937 :

Staatsfondsen : Belgische Schuld 3 t. h. 1^{ste} reeks, 88,75-89,25; Belgische Schuld 3 t. h. 2^e reeks, 86,25-87; Belgische Schuld 3 t. h. 4^e reeks, 101-102,50; Belgische Schuld 3 1/2 t. h., 93,20-93,60; Geünificeerde Belgische Schuld 4 t. h. 1^{ste} reeks, 97,65-98,05; Geünificeerde Belgische Schuld 4 t. h. 2^e reeks, 97,65-98; Schatkistbons 2 1/2 t. h. 1937, 101,25-100,75; Belgische Lotenleening 4 t. h. 1932, 580-573; Belgische Lotenleening 4 t. h. 1933, 1157-1158; Oorlogsschade 4 t. h. 1921, 255,50-254,50; Oorlogsschade 4 t. h. 1922 komt terug op 270; Oorlogsschade 4 t. h. 1923, 563-561; preferent aandeel Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen 6 t. h. (Zwitserse snede), 589-590; preferent aandeel Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen 6 t. h. (Nederlandsche snede), 589-590; preferent aandeel Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen (Belgische snede) 4 t. h., 490-489.

Verzekeringsmaatschappijen en banken : Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie komt terug op 6275; Banque d'Anvers, 1025-1015; Banque du Congo Belge, 1290-1335; Nationale Bank van België, 1690-1760; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 342,50-337,50; Brufina, 670-685; Cofinindus, 775-705; reserve aandeel Société Générale de Belgique, 3970-4010.

Ondernemingen voor onroerende goederen, hypotheek, hotels : stichtersaandeel Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 5750-5425; dividendaandeel Hypothécaire Belge-Américaine, 5050-5125.

Spoorwegen en scheepvaart : dividendaandeel Bruxelles-Lille-Calais, 1180-1235; Lloyd Royal Maritime Belge, 570-670; Unatra, 652,50-700; bewijs van deelgerechtigheid Welkenraedt, 18600-19700.

Tramwegen, economische en buurtspoorwegen : inbrengeaandeel Bruxellois, 1810-1820; dividendaandeel idem, 5200-5250; 1/20 stichtersaandeel Buenos-Ayres, 320-355; maatsch. aandeel Caire, 472,50-447,50; dividendaandeel Pays de Charleroi, 880-890; 1/100 stichtersaandeel Rosario, 272,50-335.

Tramwegen en electriciteitsbedrijven (trusts) : gewoon aandeel Centrale Industrielle Electrique, 1050-1180; inbrengeaandeel Electrobél, 1840-1820; stichtersaandeel Electrorail, 3090-3030; preferent aandeel Electro-Trust, 1090-1075; preferent aandeel Engetra, 1045-1070; gewoon aandeel Tientsin, 1855-1865; gewoon aandeel Sofina, 8125-8450.

Gas- en electriciteitsondernemingen : maatsch. aandeel Société Bruxelloise du Gaz, 1650-1605; maatsch. aandeel Eclairage du Bassin Houiller de Mons, 1640-1650; 1/10 stichtersaandeel Electricité du Borinage, 3000-3010; dividendaandeel Electricité de l'Escaut, 5875-6025; 1/10 stichtersaandeel Electricité de l'Est de la Belgique, 5150-5125; 1/10 stichtersaandeel Electricité du Nord de la Belgique komt terug op 6550; stichtersaandeel Gaz et Electricité du Hainaut, 12300-12025.

Metaalnijverheid of -bedrijven : maatsch. aandeel Aciéries d'Angleur-Athus, 625-700; inbrengeaandeel

de Constructions Electriques de Charleroi, 587,50-605; Cockerill, 1330-1450; part sociale Fabrique de Câbles et Fils Electriques, 2925-3050; part sociale Forges de Clabecq, 39600-42250; Forges de la Providence, 13225-14000; Phénix-Works, 1305-1375.

Aux charbonnages et fours à coke : Amercœur, 5325-5625; André Dumont, 1000-1050; part sociale Bonne-Espérance à Lambusart, 2810-3025; Bonnier, 6250-6775; part sociale Centre de Jumet, 7375-7650; Gouffre, 12100-12700; Hornu et Wasmes, 3400-3700; Noël-Sart-Culpart, 10700-10450; Sacré-Madame, 6375-6850.

Aux zincs, plombs et mines : série A Asturienne des Mines, 198-207; 1/5 d'action privilégiée Nouvelle-Montagne, 310-315; part sociale Overpelt-Lommel, 730-765; 1/10 d'action Vieille-Montagne, 2100-2225.

Aux glaciers : Auvelais, 21000-22550; part sociale Moustier-sur-Sambre, 14200-15400; part sociale Saint-Roch, 21000-22000.

Aux verreries : Hamendes, 285-305; part sociale Libbey-Owens, 490-550; Mariemont, 402,50-405; Cristalleries du Val-Saint-Lambert, 427,50-435.

Aux industries de la construction : Carrières de Porphyre de Quenast, 1850-2010; Carrières Unies de Porphyre, 2660-2710; part sociale Ciments d'Obourg, 605-710; action privilégiée Ciments de Visé, 1050-1060.

Aux industries textiles et soieries : part sociale Ensivaloise, 1635-1860; Filature de Dolhain, 1680-1775; part de fondateur Filature de Dolhain, 1510-1620; action de dividende Etablissements Américains Gratry, 2700-3225; Linière La Lys, 7900-8050; Soie Viscose, 1045-1000.

Aux produits chimiques : Auvelais, 455-515; part sociale Fabrique Nationale de Produits Chimiques et Explosifs, 2080-2140; part de fondateur Industries Chimiques se répète à 907,50; action ordinaire Sogaz, 1540-1535; part de fondateur Sogaz, 1220-1275.

Aux entreprises coloniales : Cotonnière Congolaise 1^{re} série, 1410-1500; part de fondateur Auxiliaire Chemins de fer Grands Lacs, 2960-3010; action privilégiée Katanga, 32175-33500; action ordinaire idem, 28550-29175; 1/100 de part de fondateur Minière Grands Lacs Africains, 690-701,25; part sociale Union Minière du Haut-Katanga, 3130-3265; action de capital Ciments du Katanga, 1080-1210; Sogefor, 1145-1130; part sociale Pétroles du Congo 1^{re} série, 1100-1155; Trabeka, 990-1050; Compagnie pour le Commerce et l'Industrie au Congo, 1890-2540; Synkin, 610-687,50.

Aux plantations : Federated Malay, 130-142; part de fondateur Hallet, 2760-2825; part de fondateur Huileries de Sumatra, 1105-1225.

A l'alimentation : Bodega, 1795-1850; action de capital Industrielle Sud-Américaine, 2550-2670; Moulins La Royale, 5500-5450; part sociale Moulins des Trois-Fontaines, 5300-5475; part sociale Brasserie de Haecht, 1995-2075; part sociale Brasserie de Koekelberg, 3040-3000.

Aux industries diverses : Bougies de la Cour, 1620-1765; action de capital Compagnie d'Anvers, 1050-960; 1/9 d'action ordinaire Anciens Etablissements De Naeyer, 1610-1670; part sociale Englebert, 1700-1875; part de fondateur Grands Magasins « A l'Innova-

Ateliers de Constructions Electriques de Charleroi, 587,50-605; Cockerill, 1330-1450; maatsch. aandeel Fabrique de Câbles et Fils Electriques, 2925-3050; maatsch. aandeel Forges de Clabecq, 39600-42250; Forges de la Providence, 13225-14000; Phénix-Works, 1305-1375.

Kolenmijnen en cokesovens : Amercœur, 5325-5625; André Dumont, 1000-1050; maatsch. aandeel Bonne-Espérance à Lambusart, 2810-3025; Bonnier, 6250-6775; maatsch. aandeel Centre de Jumet, 7375-7650; Gouffre, 12100-12700; Hornu et Wasmes, 3400-3700; Noël-Sart-Culpart, 10700-10450; Sacré-Madame, 6375-6850.

Zink-, lood- en mijnbedrijven : reeks A Asturienne des Mines, 198-207; 1/5 preferent aandeel Nouvelle-Montagne, 310-315; maatsch. aandeel Overpelt-Lommel, 730-765; 1/10 aandeel Vieille-Montagne, 2100-2225.

Spiegelgieterijen : Auvelais, 21000-22550; maatsch. aandeel Moustier-sur-Sambre, 14200-15400; maatsch. aandeel Saint-Roch, 21000-22000.

Glasblazerijen : Hamendes, 285-305; maatsch. aandeel Libbey-Owens, 490-550; Mariemont, 402,50-405; Cristalleries du Val-Saint-Lambert, 427,50-435.

Bouwbedrijfondernemingen : Carrières de Porphyre de Quenast, 1850-2010; Carrières Unies de Porphyre, 2660-2710; maatsch. aandeel Ciments d'Obourg, 605-710; preferent aandeel Ciments de Visé, 1050-1060.

Textiel- en zijdenlijverheden : maatsch. aandeel Ensivaloise, 1635-1860; Filature de Dolhain, 1680-1775; stichtersaandeel Filature de Dolhain, 1510-1620; dividendaandeel Etablissements Américains Gratry, 2700-3225; Linière La Lys, 7900-8050; Soie Viscose, 1045-1000.

Scheikundige producten : Auvelais, 455-515; maatsch. aandeel Fabrique Nationale de Produits Chimiques et Explosifs, 2080-2140; stichtersaandeel Industries Chimiques komt terug op 907,50; gewoon aandeel Sogaz, 1540-1535; stichtersaandeel Sogaz, 1220-1275.

Koloniale ondernemingen : Cotonnière Congolaise 1^{ste} reeks, 1410-1500; stichtersaandeel Auxiliaire Chemins de fer Grands Lacs, 2960-3010; preferent aandeel Katanga, 32175-33500; gewoon aandeel idem, 28550-29175; 1/100 stichtersaandeel Minière Grands Lacs Africains, 690-701,25; maatsch. aandeel Union Minière du Haut-Katanga, 3130-3265; inbrengeaandeel Ciments du Katanga, 1080-1210; Sogefor, 1145-1130; maatsch. aandeel Pétroles du Congo 1^{ste} reeks, 1100-1155; Trabeka, 990-1050; Compagnie pour le Commerce et l'Industrie au Congo, 1890-2540; Synkin, 610-687,50.

Plantages : Federated Malay, 130-142; stichtersaandeel Hallet, 2760-2825; stichtersaandeel Huileries de Sumatra, 1105-1225.

Voedingsnijverheden : Bodega, 1795-1850; inbrengeaandeel Industrielle Sud-Américaine, 2550-2670; Moulins La Royale, 5500-5450; maatsch. aandeel Moulins des Trois-Fontaines, 5300-5475; maatsch. aandeel Brasserie de Haecht, 1995-2075; maatsch. aandeel Brasserie de Koekelberg, 3040-3000.

Diverse nijverheden : Bougies de la Cour, 1620-1765; inbrengeaandeel Compagnie d'Anvers, 1050-960; 1/9 gewoon aandeel Anciens Etablissements De Naeyer, 1610-1670; maatsch. aandeel Englebert, 1700-1875; stichtersaandeel Grands Magasins « A l'Innovation »,

tion », 5050-5125; part de fondateur Etablissements Saint-Sauveur se répète à 1190.

Aux papeteries, pétroles et sucreries : action de priorité Papeteries de Belgique, 612,50-632,50; action ordinaire Delcroix, 1710-1715; action de jouissance Papeteries du Pont de la Warche, 997,50-1010; Pétrofina, 596,25-603,75; action ordinaire Sucrerie et Raffinerie en Roumanie, 1375-1550.

Aux actions étrangères : Molinos Rio Plata, 2020-2100; part de fondateur Chemins de fer économiques du Nord, 1775-1860; part bénéficiaire Electricité et Gaz du Nord, 5475-5725; part bénéficiaire Electricité de Paris, 9150-9050; Glaces et Verres spéciaux du Nord de la France, 3080-3060; Asahan Cultuur Maatschappij, 172,50-174,50; 1/8 d'action Eaux d'Arnhem, 5350-5425; part de fondateur Huileries de Deli, 3400-3775; part de fondateur Palmeraies de Mopoli, 8775-9750; action ordinaire Royal Dutch, 54750-58650; Arbed, 7550-8175.

Terme.

Banque de Paris et des Pays-Bas, 1100-1110; Barcelona Traction, 200-182; Brazilian, 403,75-513,75; De Beers, 1710-1845; Electrobél, 1860-1800; Electro-Trust se répète à 1085; Héliopolis, 1650-1555; Kilo-Moto, 425-455; Pétrofina, 590-600; Rand Mines, 1145-1205; Rio Tinto, 2560-2650; Royal Dutch, 5500-5860; Soengei, 1330-1325; Union Minière du Haut-Katanga, 3120-3235.

5050-5125; stichtersaandeel Etablissements Saint-Sauveur komt terug op 1190.

Papier-, petroleum- en suikernijverheden : bevoorrecht aandeel Papeteries de Belgique, 612,50-632,50; gewoon aandeel Delcroix, 1710-1715; bewijs van deelgerechtigheid Papeteries du Pont de la Warche, 997,50-1010; Pétrofina, 596,25-603,75; gewoon aandeel Sucrerie et Raffinerie en Roumanie, 1375-1550.

Vreemde aandelen : Molinos Rio Plata, 2020-2100; stichtersaandeel Chemins de fer économiques du Nord, 1775-1860; winstbewijs Electricité et Gaz du Nord, 5475-5725; winstbewijs Electricité de Paris, 9150-9050; Glaces et Verres spéciaux du Nord de la France, 3080-3060; Asahan Cultuur Maatschappij, 172,50-174,50; 1/8 aandeel Eaux d'Arnhem, 5350-5425; stichtersaandeel Huileries de Deli, 3400-3775; stichtersaandeel Palmeraies de Mopoli, 8775-9750; gewoon aandeel Royal Dutch, 54700-58650; Arbed, 7550-8175.

Termijn.

Banque de Paris et des Pays-Bas, 1100-1110; Barcelona Traction, 200-182; Brazilian Traction, 403,75-513,75; De Beers, 1710-1845; Electrobél, 1860-1800; Electro-Trust komt terug op 1085; Héliopolis, 1650-1555; Kilo-Moto, 425-455; Pétrofina, 590-600; Rand Mines, 1145-1205; Rio Tinto, 2560-2650; Royal Dutch, 5500-5860; Soengei, 1330-1325; Union Minière du Haut-Katanga, 3120-3235.

BOURSE D'ANVERS. — BEURS VAN ANTWERPEN

MARCHE DES TITRES.

Comptant.

Pendant la période du 4 au 19 novembre, les rentes et valeurs à lots ont fait preuve de résistance. Le marché des autres valeurs, influencé par la baisse des brésiliennes, a été irrégulier.

Quelques très rares améliorations de cours ont cependant été constatées.

Rentes : 3 p. c. Dette Belge, 2^e série, 86,25-87; 3 1/2 p. c. Emprunt Belge 1937, 93,20-93,60; 4 p. c. Dette Belge Unifiée, 1^{re} série, 97,65-98,05; 4 p. c. Dette Belge Unifiée, 2^e série, 97,65-98; Dommages de Guerre 4 p. c. 1922, 270,50-269,75; Emprunt Belge à lots 4 p. c. 1932, 580-573; Emprunt Belge à lots 4 p. c. 1933, 1157-1158.

Fonds d'Etat étrangers (cours exprimés en pour cent aux changes fixes) : Argentine, Céd. Hyp., Conv. 1933, série A, 5 p. c., 57 1/8-59 7/8; Argentine, Créd. Int. 1934, 1^{re}, 2^e et 3^e tranches, 4 1/2 p. c., 52-55,25; Brésil, Emp. 1889, 4 p. c., 11 3/4-14 7/8; Brésil, Resc. Emp. 1901-1902, 4 p. c., 12-14,50; Brésil, Resc. Emp. 1910, 4 p. c., 12-14,25; Uruguay, Emp. 3 1/2 p. c., 48,75-52 7/8.

Sociétés à portefeuille et entreprises immobilières et hypothécaires : Crédit Foncier et Immobilier Sud-Américain, part sociale, 966 3/4-1032,50; Société Belge de Prêts Fonciers, privilégiée, 6 p. c., 990-1035; Union Financière d'Anvers « Bufa », 181,25-196,25.

Chemins de fer et tramways : Canadian Pacific (titres de 4), 240-267,50; Tramways de Rosario, capital, 106-102.

Actions coloniales et de plantations : Belg. Ned. Cult. Maatsch., capital, 1525-1642,50; Bajabang Cult. Maatsch., capital, 810-840; Congo Belge, 95,75-100; Feder. Malay States, 132-142,50; Kalitengah (titres de 5), 130,50-135,75; Sipef, ordinaire, 52,75-54.

Valeurs d'éclairage et d'électricité : Béatricidad, ordinaire (titres de 5), 340-385; Brazilian Traction, 408,75-520,75; Electrafina, capital, 193-194,25; Electrafina, dividende, 516-510; Electrafina, 1/10 de fondateur, 620-625; Electricité de l'Escaut, capital, 338,75-342,50; Electricité de l'Escaut, 1/10 de dividende, 582,50-595; Compagnie Anversoise de Participations Financières et d'Entreprises, 4162,50-4160; Hydrofina, 231,25-212,50.

Industries diverses : Béliard, Crighton & C^o se répète à 180; Compagnie d'Anvers, capital, 1042,50-970; Créditul Carbonifer, 73,50-73; Forfina, 223,75-217; Liebig Extract of Meat, ordinaire, 2100-2215; Photos-Produits Gevaert se répète à 1360; Rand Selection Corp. Ltd. (titres de 5), 247,50-291,25; Rand Selection Corp. Ltd. (titres de 10), 247,50-291,25; Rand Selection Corp. Ltd. (titres de 25), 243,75-283,75; Remorquage à Hélice, 3095-3010.

EFFECTENMARKT.

Contantmarkt.

Van 4 tot 19 November bleven de koersen van Staatsfondsen vast. Deze van aandelen waren onregelmatig en werden door de daling van de Braziliaansche titels beïnvloed.

Nochtans werden enkele verbeteringen vastgesteld.

Staatsfondsen : Belgische Schuld 3 t. h., 2^e reeks, 86,25-87; Belgische Leening 3 1/2 t. h. 1937, 93,20-93,60; Geünificeerde Belgische Schuld 4 t. h., 1^{ste} reeks, 97,65-98,05; Geünificeerde Belgische Schuld 4 t. h., 2^e reeks, 97,65-98; Oorlogsschade 4 t. h. 1922, 270,50-269,75; Belgische Lotenleening 4 t. h. 1932, 580-573; Belgische Lotenleening 4 t. h. 1933, 1157-1158.

Vreemde Staatsfondsen (noteeringen in ten honderd gesteld voor de vaste wisselkoersen) : Argentinië, Krediet 5 t. h. 1933, reeks A, 57 1/8-59 7/8; Argentinië, Krediet 4 1/2 t. h. 1934, 1^{ste}, 2^e en 3^e sneden, 52-55,25; Brazilië, Leening 4 t. h. 1889, 11 3/4-14 7/8; Brazilië, Leening 4 t. h. 1901-1902, 12-14,50; Brazilië, Leening 4 t. h. 1910, 12-14,25; Uruguay, Leening 3 1/2 t. h., 48,75-52 7/8.

Holdings, ondernemingen voor onroerende goederen en hypotheeken : Crédit Foncier et Immobilier Sud-Américain, maatsch. aandeel, 966 3/4-1032,50; Société Belge de Prêts Fonciers, preferent aandeel, 6 t. h., 990-1035; Union Financière d'Anvers « Bufa », 181,25-196,25.

Spoor- en tramwegen : Canadian Pacific (titels van 4), 240-267,50; Tramways de Rosario, inbrengeaandeel, 106-102.

Koloniale ondernemingen en plantages : Belg. Ned. Cult. Maatsch., inbrengeaandeel, 1525-1642,50; Bajabang Cult. Maatsch., inbrengeaandeel, 810-840; Congo Belge, 95,75-100; Feder. Malay States, 132-142,50; Kalitengah (titels van 5), 130,50-135,75; Sipef, gewoon aandeel, 52,75-54.

Electriciteits- en verlichtingsondernemingen : Béatricidad, gewoon aandeel (titels van 5), 340-385; Brazilian Traction, 408,75-520,75; Electrafina, inbrengeaandeel, 193-194,25; Electrafina, dividendaandeel, 516-510; Electrafina, 1/10 stichtersaandeel, 620-625; Electricité de l'Escaut, inbrengeaandeel, 338,75-342,50; Electricité de l'Escaut, 1/10 dividendaandeel, 582,50-595; Compagnie Anversoise de Participations Financières et d'Entreprises, 4162,50-4160; Hydrofina, 231,25-212,50.

Allerhande nijverheden : Béliard, Crighton & C^o komt terug op 180; Compagnie d'Anvers, inbrengeaandeel, 1042,50-970; Créditul Carbonifer, 73,50-73; Forfina, 223,75-217; Liebig Extract of Meat, gewoon aandeel, 2100-2215; Photos-Produits Gevaert komt terug op 1360; Rand Selection Corp. Ltd. (titels van 5), 247,50-291,25; Rand Selection Corp. Ltd. (titels van 10), 247,50-291,25; Rand Selection Corp. Ltd. (titels van 25), 243,75-283,75; Remorquage à Hélice, 3095-3010.

Pétroles : Concordia (titres de 1 et 10), 78,50-80; Foraj. Lemoine, 11 7/8-12,50; Pétrol Block, 15,25-14.

Valeurs cotées temporairement : Compagnie Chimique et Industrielle de Belgique, 1050-1145.

Terme (dernier cours de la journée) : Brazilian Traction, 410-517,50; Canadian Pacific, 236,25-246,25; Crédit Carbonifer, 72-76; Concordia, 78,50-80,50; Congo Belge, 96-100; Feder. Malay States, 130-141; Forfina, 222,50-213,75; Hydrofina, 235-215; Kalitengah, 130-136,50; Rand Selection Corporation Ltd., 242,50-285; Securities Corporation (Hydro-Electr.), 170-177,50; Tanganyika, 72-77; Tanjong Malim, 145-166; Telok Dalam, 202,50-210.

Petroleumondernemingen : Concordia (titels van 1 en 10), 78,50-80; Foraj. Lemoine, 11 7/8-12,50; Pétrol Block, 15,25-14.

Tijdelijk genoteerde waarden : Compagnie Chimique et Industrielle de Belgique, 1050-1145.

Termijnmarkt (laatste notering van den dag) : Brazilian Traction, 410-517,50; Canadian Pacific, 236,25-246,25; Crédit Carbonifer, 72-76; Concordia, 78,50-80,50; Congo Belge, 96-100; Feder. Malay States, 130-141; Forfina, 222,50-213,75; Hydrofina, 235-215; Kalitengah, 130-136,50; Rand Selection Corporation Ltd., 242,50-285; Securities Corp. (Hydro-Electr.), 170-177,50; Tanganyika, 72-77; Tanjong Malim, 145-166; Telok Dalam, 202,50-210.

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES — DOORLOOPENDE MAANDELIJSCH E STATISTIEKEN

MARCHÉ DE L'ARGENT A BRUXELLES. — GELDMARKT TE BRUSSEL.

I. — Taux d'escompte et de prêts en p. c. — Rentestanden van disconto en leeningen in t. h.

DATES — DATA	TAUX OFFICIELS DE LA B. N. DE B. — RENTESTANDEN DER N. B. V. B.			CERTIF. DE TRÉSOR ET BONS A COURT TERME — SCHATKISTCERTIF. EN BONS OP KORTEN TERMIJN						TAUX « hors banque » — Particulier disconto		« Call money »		Taux des reports (1) — Prolongatorente (1)	
	Escompte accept. et traites domiciliées	Escompte : traites non domic. et promess.	Prêts et avances sur fonds publ. nat.	État — Staat		Colonie — Kolonie		Institut de réescompte et de garantie — Herdiscont. en Waarborg-instituut		papier commercial handelpapier	papier financier financieel papier	Marché	Compensat.	sur valeurs au comptant — op contante waarden	sur valeurs à terme — op termijnwaarden
				Mois	%	Mois	%	Mois	%						
	Disconto : geaccept. en gedom. wissels	Disconto : niet gedom. wissels en promessen	Beleening. en voorsch. op Belgisch. op. fonds.	Mois	%	Mois	%	Mois	%			Markt	Verreken.		
6 XI 37	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,50	—	—	—	5,—	5,—
8 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	2-3	1,10	1,875	—	—	0,75	5,50	5,—
9 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	1,60	1,875	—	—	0,75	5,50	5,—
10 —	2,—	2,50	3,—	3	1,27	—	—	—	—	1,875	—	—	0,75	5,50	5,—
12 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,875	—	—	0,75	5,50	5,—
13 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,875	—	—	0,75	5,50	5,—
15 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,875	—	—	0,75	5,50	5,—
16 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,875	—	—	0,75	5,50	5,—
17 —	2,—	2,50	3,—	3	1,54	—	—	—	—	1,875	—	—	0,75	5,50	5,—
18 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,875	—	—	0,75	5,50	5,—
19 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,8125	2,25	—	0,75	5,50	5,—
20 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,8125	2,125	—	0,75	5,50	5,—

(1) Taux de la Caisse Générale de Reports et de Dépôts. — Rentevoet van de « Caisse Générale de Reports et de Dépôts ».

II. — Taux des dépôts en banque. — Rentestanden voor bankdeposito's.

BANQUES — BANKEN	Comptes à vue — Rekening op zicht	Comptes de quinzaine — Veertien-daagsche rekening	Comptes de dépôts à : — Depositor rekening op :					Caisse Gén. d'Epargne — Algemeene Spaarkas		
			1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans et plus	jusqu'à 20.000 francs	de 20.000 à 100.000 fr.	au delà de 100.000 fr.
			1 maand	3 maand	6 maand	1 jaar	2 jaar en meer	tot 20.000 frank	van 20.000 tot 100.000 fr.	boven 100.000 fr.
A. — 20-XI-1937 :										
Banque de la Société Générale	0,50	1,—	1,40	1,60	1,75	—	—	—	—	—
Banque de Bruxelles	0,50	1,—	1,40	1,60	1,75	—	—	—	—	—
Kred. bank voor Handel en Nijverheid	0,50	1,—	1,40	1,60	1,75	2,25	—	—	—	—
Société Belge de Banque	0,50	1,—	1,40	1,60	1,75	—	—	—	—	—
Caisse de Reports	0,50	1,05	—	—	—	—	—	—	—	—
Société Nat. de Crédit à l'Ind. — Nat. Venn. voor Kred. aan de Nijverheid	—	—	—	1,50	1,75	2,—	2,—	—	—	—
Caisse Gén. d'Eparg. et de Retr. — Alg. Spaar- en Lijfrentekas	—	—	—	—	—	—	—	3,—	1,50	0,50
B. — Taux annuels et mensuels. — Jaar- en maandelijfers :										
1935	0,60	(*) 1,74	(**) 1,85	(**) 1,97	(**) 2,10	(***) 3,—	(***) 3,25	3,—	—	2,—
1936	0,50	1,44	1,65	1,82	1,92	2,78	2,92	3,—	—	2,—
1936 VIII	0,50	1,47	1,65	1,80	1,90	2,50	2,50	3,—	—	2,—
IX	0,50	1,45	1,65	1,80	1,90	2,50	2,50	3,—	—	2,—
X	0,50	1,40	1,65	1,80	1,90	2,50	2,50	3,—	—	2,—
XI	0,50	1,20	1,50	1,75	1,90	2,50	2,50	3,—	—	2,—
XII	0,50	1,20	1,49	1,73	1,88	2,50	2,50	3,—	—	2,—
1937 I	0,50	1,05	1,42	1,61	1,76	2,50	2,50	3,—	—	2,—
II	0,50	1,—	1,40	1,60	1,75	2,50	2,50	3,—	—	2,—
III	0,50	1,05	1,40	1,60	1,75	2,50	2,50	3,—	—	2,—
IV	0,50	1,05	1,40	1,60	1,75	2,50	2,50	3,—	—	2,—
V	0,50	1,05	1,40	1,60	1,75	2,50	2,50	3,—	—	2,—
VI	0,50	1,05	1,40	1,60	1,75	2,50	2,50	3,—	—	2,—
VII	0,50	1,05	1,40	1,60	1,75	2,40	2,40	3,—	1,50	0,50
VIII	0,50	1,05	1,40	1,60	1,75	2,—	2,—	3,—	1,50	0,50
IX	0,50	1,05	1,40	1,60	1,75	2,—	2,—	3,—	1,50	0,50
X	0,50	1,05	1,40	1,60	1,75	2,—	2,—	3,—	1,50	0,50

(*) Taux du compte de quinzaine à la Caisse Générale de Reports et de Dépôts (deuxième quinzaine du mois). — Veertien-daagsche rekening van de « Caisse Générale de Reports et de Dépôts (laatste veertien dagen der maand).
 (**) Moyenne des taux appliqués dans les quatre premières banques mentionnées ci-dessus. — Gemiddelde van de rentevoeten der vier eerstgenoemde banken.
 (***) Moyenne des taux appliqués à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. — Gemiddelde van de rentevoeten van de Nationale Vennootschap voor Krediet aan de Nijverheid.

MARCHE DES CHANGES A BRUXELLES. — WISSELMARKT TE BRUSSEL.

I. — Cours quotidiens. — Dagelijksche noteringen.

DATES	LONDRES-LONDRES 1 £ = 48,611 b.	PARIS-PARIS	NEW-YORK 1 \$ = 5,9986 b.	AMSTERDAM 100 fl. = 401,508 b.	ZURICH	MADRID 100 P. = 192,736 b.	MILAN-MILAN 100 lit. = 31,0492 b.	STOCKHOLM 100 cr. = 267,689 b.	OSLO 100 cr. = 267,689 b.	COPENHAGUE KOPENHAGUEN 100 cr. = 267,689 b.	PRAGUE-PRAG 100 Kc. = 20,719 b.	MONTREAL 1 \$ = 9,9888 b.	BERLIN-BERLIN 100 M. = 237,946 b.	VARSOVIE-VARSCHAU 100 zl. = 112,056 b.	BUDAPEST 100 kel = 5,9748 b.	LISBONNE-LISSABON
8 XI 1937	29,425	20,01	5,8445	325,675	136,275	(2)	(1) 30,9119	151,65	147,70	131,325	20,65	5,8475	237,15	112,—	4,37	26,70
9	29,39125	19,9825	5,8630	325,50	136,24	—	30,81664	151,575	147,69	131,20	20,63	5,8635	237,—	111,60	4,37	26,70
10	29,40375	19,995	5,87675	325,85	136,25	—	31,88803	151,65	147,775	131,30	20,665	5,8795	237,20	111,60	4,37	26,68
12	29,38125	19,96375	5,89225	326,025	136,01	—	30,95975	151,525	147,625	131,225	20,70	5,90	237,70	111,475	4,37	26,70
15	29,3725	19,94125	5,88	325,55	135,70	—	30,98375	151,45	147,60	131,20	20,70	5,8875	237,40	111,40	4,37	26,675
16	29,375	19,9225	5,8625	325,275	135,925	—	30,95975	151,475	147,625	131,15	20,70	5,8750	237,25	111,50	4,37	26,67
17	29,40375	19,96825	5,86475	325,70	135,98	—	30,8641	151,65	147,77	131,275	20,70	5,87	237,50	111,625	4,37	26,70
18	29,39	19,975	5,87775	325,925	135,975	—	30,8641	151,525	147,65	131,20	20,69	5,8775	237,50	111,60	4,37	26,66
19	29,4075	19,97625	5,8775	326,05	136,07	—	30,9358	151,61	147,85	131,30	20,72	5,8775	237,60	111,60	4,37	26,70

(1) Lire italienne : cours pour exécution de l'article 3 de l'A. R. du 11 décembre 1935. — Italiaansche lira : koers in uitvoering van het K. B. dd. 11 December 1935, art. 3.
(2) Sans affaires. — Zonder omzet.

II. — Change à terme. (Report « R » ou déport « D » exprimés en belgas.)
II. — Termijnwisselkoers. (Agio « R » of disagio « D » in belgas uitgedrukt.)

DATES	POUR 1 £		POUR 100 FR. FR.		POUR 1 \$		POUR 100 FLORINS		POUR 100 FR. SUISSES	
	— VOOR 1 £	— VOOR 1 £	— VOOR 100 FR. FR.	— VOOR 100 FR. FR.	— VOOR 1 \$	— VOOR 1 \$	— VOOR 100 GULDEN	— VOOR 100 GULDEN	— VOOR 100 ZWITS. FR.	— VOOR 100 ZWITS. FR.
DATA	acheteur — kooper	vendeur — verkooper	acheteur — kooper	vendeur — verkooper	acheteur — kooper	vendeur — verkooper	acheteur — kooper	vendeur — verkooper	acheteur — kooper	vendeur — verkooper
à 1 mois — op 1 maand :										
6 XI 1937	—	R 0,0350	D 0,100	—	—	R 0,0080	—	R 0,90	—	—
8	R 0,0350	R 0,0400	—	D 0,08	R 0,010	—	R 0,60	—	R 0,40	R 0,80
9	R 0,0300	R 0,0350	D 0,100	D 0,08	R 0,008	—	R 0,60	—	R 0,40	R 0,80
10	—	R 0,0400	D 0,080	D 0,07	R 0,010	—	R 0,60	—	R 0,40	R 0,80
12	—	R 0,0300	—	D 0,07	—	R 0,0120	—	R 0,70	R 0,40	R 0,80
13	R 0,0275	R 0,0325	D 0,100	D 0,08	R 0,008	R 0,0110	R 0,40	R 0,80	R 0,40	R 0,80
15	R 0,0300	R 0,0325	D 0,110	D 0,09	—	R 0,0100	—	R 0,60	R 0,40	R 0,80
16	R 0,0250	R 0,0280	D 0,095	—	R 0,007	R 0,0090	R 0,40	R 0,60	R 0,40	R 0,80
17	R 0,0220	R 0,0240	D 0,095	—	—	R 0,0085	—	R 0,60	R 0,40	R 0,80
18	R 0,0240	R 0,0250	D 0,090	—	—	R 0,0090	—	R 0,60	R 0,40	R 0,80
19	R 0,0220	R 0,0250	D 0,085	—	—	R 0,0090	—	R 0,60	R 0,40	R 0,80
20	—	R 0,0250	D 0,080	D 0,07	—	R 0,0090	—	R 0,60	R 0,40	R 0,80
à 3 mois — op 3 maand :										
6 XI 1937	R 0,1050	R 0,1100	D 0,40	—	—	R 0,032	—	R 2,—	—	—
8	R 0,1200	R 0,1450	D 0,38	D 0,32	R 0,030	R 0,034	R 1,80	—	R 0,80	R 1,20
9	R 0,0950	—	—	D 0,32	R 0,026	R 0,030	R 1,80	—	R 0,80	R 1,20
10	R 0,1350	—	D 0,34	—	R 0,035	R 0,040	R 2,—	—	R 0,80	R 1,20
12	R 0,1400	—	—	D 0,32	R 0,036	—	R 1,80	—	R 0,80	R 1,20
13	R 0,1350	R 0,1400	—	D 0,33	R 0,038	—	—	R 2,20	R 0,80	R 1,20
15	R 0,1200	R 0,1300	—	D 0,38	—	R 0,036	—	R 2,10	R 0,80	R 1,20
16	R 0,1050	—	D 0,46	—	R 0,028	R 0,031	R 1,60	R 2,—	R 0,80	R 1,20
17	R 0,1050	—	D 0,44	D 0,40	R 0,025	—	R 1,60	R 2,—	R 0,80	R 1,20
18	R 0,0975	R 0,1025	D 0,40	—	R 0,026	R 0,030	—	R 1,90	R 0,80	R 1,20
19	R 0,0950	R 0,1000	D 0,40	D 0,37	R 0,026	R 0,030	R 1,70	R 1,90	R 0,80	R 1,20
20	R 0,1000	R 0,1050	D 0,38	—	R 0,029	—	R 1,70	—	R 0,80	R 1,20
Moyenne des cot. ant. à 3 mois. Gemidd. der noteer. op 3 maand :										
1935	D 0,0179	D 0,0129	D 0,6513	D 0,6137	D 0,0066	R 0,0082	D 7,6550	D 7,1861	—	—
1936	D 0,0499	D 0,0455	D 1,3882	D 1,3369	D 0,0009	D 0,0002	D 4,5736	D 4,2905	D 2,842	D 2,410
1936 VII	D 0,0589	D 0,0528	D 1,4389	R 1,4346	R 0,0013	R 0,0015	D 5,2913	D 5,1091	D 3,658	D 3,300
VIII	D 0,0266	D 0,0199	D 1,5720	D 1,4959	R 0,0034	R 0,0033	D 4,9571	D 4,5667	D 3,423	D 1,800
IX	D 0,0390	D 0,0321	D 2,0336	D 2,0822	R 0,0030	R 0,0034	D 4,5579	D 4,3800	D 2,867	D 2,033
X	D 0,0711	D 0,0696	D 3,8622	D 3,1560	D 0,0051	D 0,0051	D 4,4043	D 4,0222	D 0,928	—
XI	D 0,0562	D 0,0530	D 0,6012	D 0,5419	D 0,0041	D 0,0025	D 2,8929	D 2,6100	D 0,527	D 0,100
XII	D 0,0866	D 0,0827	D 0,5707	D 0,5568	D 0,0082	D 0,0075	D 1,5976	D 1,5031	D 0,216	pair-pari
1937 I	D 0,0757	D 0,0700	D 0,6000	D 0,5730	D 0,0080	D 0,0070	D 0,9375	D 0,8333	D 0,214	pair-pari
II	D 0,0470	D 0,0421	D 0,7953	D 0,7521	D 0,0011	D 0,0001	D 0,3171	D 0,2539	D 0,171	D 0,012
III	D 0,0506	D 0,0468	D 0,5200	D 0,5005	D 0,0002	D 0,0002	D 0,1298	D 0,0714	D 0,102	R 0,090
IV	D 0,0612	D 0,0590	D 0,4874	D 0,4444	R 0,0002	R 0,0007	R 0,0136	R 0,0895	D 0,161	R 0,161
V	D 0,0682	D 0,0625	D 0,5281	D 0,5041	R 0,0030	R 0,0035	R 0,2515	R 0,3433	D 0,200	R 0,026
VI	D 0,0272	D 0,0241	D 0,9889	D 0,9795	R 0,0091	R 0,0095	R 0,5816	R 0,7889	D 0,150	pair-pari
VII	D 0,0133	D 0,0121	D 0,7142	D 0,7433	R 0,0127	R 0,0126	R 0,5812	R 0,6318	D 0,178	pair-pari
VIII	D 0,0115	D 0,0095	D 0,5821	D 0,5483	R 0,0135	R 0,0150	R 0,6875	R 0,7875	D 0,024	R 0,100
IX	R 0,0480	R 0,0530	D 0,7690	D 0,7570	R 0,0210	R 0,0200	R 1,0740	R 1,0240	R 0,085	R 0,500
X	R 0,1676	R 0,1844	D 0,6074	D 0,5942	R 0,0402	R 0,0446	R 2,3000	R 2,3930	R 0,617	—

INDICES DES PRIX. — PRIJSINDEXCIJFERS.

DATES — DATA	INDICES SIMPLÉS DES PRIX DE DÉTAIL (1) — ENKELVOUDIGE INDEXCIJFERS VAN DE KLEINHANDELSPRIJZEN (1) — (IV. 1914 = 100)							INDICES DU COUT DE LA VIE (3 ^e CATÉGORIE) — INDEXCIJFERS VAN DE KOSTEN VAN LEVENSONDERHOUD (3 ^e CATEG.) — (1921 = 100)		
	Anvers — Antwerpen	Bruxelles — Brussel	Gand — Gent	Liège — Luik	Pour le royaume — Voor het rijk			Alimentation — Eetwaren	Ensemble — Samen	
					en fr.-nouv. — in nieuwe fr.	en fr.-or — in goudfr.				
						(2)	(3)			
1935	plus haut — hoogste	714	731	665	682	689	99	71	164	187
	plus bas — laagste	644	664	587	606	621	89	64	181	164
	moyenne — gemiddelde	678	697	627	643	654	94	68	146	175
1936	plus haut — hoogste	742	753	691	695	704	—	73	169	192
	plus bas — laagste	702	719	647	658	674	—	70	149	178
	moyenne — gemiddelde	716	732	664	675	685	—	71	159	185
1936	VIII	717	727	661	666	683	—	71	155	183
	IX	723	736	666	676	690	—	72	160	186
	X	734	744	679	689	698	—	72	165	189
1937	XI	739	750	686	693	703	—	73	169	192
	XII	742	753	691	695	704	—	73	169	192
	I	751	759	700	701	708	—	73	171	194
1937	II	757	767	711	709	716	—	74	172	196
	III	764	770	714	713	719	—	75	170	195
	IV	764	770	716	709	719	—	75	165	193
	V	765	774	724	716	723	—	75	164	192
	VI	773	783	729	724	728	—	75	163	195
	VII	786	795	743	738	740	—	77	174	200
	VIII	790	801	746	744	746	—	77	176	201
	IX	796	812	752	755	753	—	78	181	205
	X	798	817	754	761	756	—	78	183	206

DATES — DATA	INDICES DES PRIX DE GROS. — INDEXCIJFERS VAN GROOTHANDELSPRIJZEN								
	Belgique — België (Ministère des Affaires économiques) Ministerie van Economische Zaken (IV. 1914 = 100)			Angleterre — Engeland (B. of Trade) (1930 = 100)	Allemagne — Deutschland (Statistisches Reichsamt) (1913 = 100)	U. S. A. (B. of Labor) (1921 = 100)	France — Frankrijk (Statistique Générale de la France) (VII. 1914 = 100)	Pays-Bas — Nederland (Centr. Bureau voor de Statistiek) (1913 = 100)	
	fr.-nouveaux nouveaux frank.	fr.-or — goudfr. (2) (3)							
1935	plus haut — hoogste	582	84	60	91	103	81	357	78
	plus bas — laagste	464	67	48	87	101	79	334	73
	moyenne — gemiddelde	537	77	56	89	102	80	347	76
1936	plus haut — hoogste	637	—	66	101	105	84	499	92
	plus bas — laagste	569	—	59	92	104	79	364	75
	moyenne — gemiddelde	588	—	61	94	104	81	405	79
1936	VIII	582	—	60	95	105	82	395	77
	IX	594	—	62	96	104	82	407	77
	X	602	—	62	98	104	81	452	87
1937	XI	615	—	64	98	104	82	473	88
	XII	637	—	66	101	105	84	499	92
	I	658	—	68	103	105	86	513	95
	II	675	—	70	104	105	86	517	96
	III	683	—	72	107	106	88	537	99
	IV	696	—	72	109	106	88	533	99
	V	693	—	72	111	106	87	529	98
	VI	697	—	72	111	106	87	538	97
	VII	702	—	73	111	106	88	580	98
	VIII	700	—	73	111	107	87	591	98
IX	690	—	72	111	106	87	618	97	
X	683	—	71	111			611		

(1) Indices au 15 de chaque mois. — Indexcijfer op den 15^e van elke maand.
 (2) Sur la base du taux de stabilisation de 1922. — Op basis van den stabilisatievoet van 1922.
 (3) Sur la base du taux de dévaluation de 1935. — Op basis van den devalvatievoet van 1935.

LA CONSOMMATION EN BELGIQUE. — HET VERBRUIK IN BELGIË.

INDICES DES CHIFFRES D'AFFAIRES. — INDEXCIJFERS VAN DEN WARENHANDEL.

Base : moyenne mensuelle de 1927 = 100 (1). — Basis : maandgemiddelde van 1927 = 100 (1).

PÉRIODES — TIJDSTIPPEN	Grands magasins. — Grootte magazijnen						Magasins à succursales — Magazijnen met bijhuizen		Coopératives et magasins patronaux — Cooperatieven en patronale magazijnen							
	Vêtements — Kleding		Ameublement — Meubels		Articl. de ménag. et divers (1) — Huish. artikels en andere (1)		Alimentation — Voedingswaren		Boulangerie — Bakkerij		Alimentation — Voedingswaren		Vêtements — Kleding			
	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936
XI	75	77	87	96	126	132	119	128	64	75	118	123	124	141		
XII	91	96	112	128	160	169	136	145	67	84	134	149	130	138		
	1936	1937	1936	1937	1936	1937	1936	1937	1936	1937	1936	1937	1936	1937		
I	64	72	95	106	96	98	118	129	68	75	124	131	131	144		
II	68	73	101	115	103	107	114	119	66	74	120	124	109	128		
III	92	95	114	125	109	130	122	131	67	82	124	140	132	160		
IV	97	106	118	130	107	112	124	134	69	83	127	137	149	164		
V	96	96	121	124	106	112	123	130	65	80	123	131	142	160		
VI	92	88	107	106	117	120	125	136	67	84	119	138	118	142		
VII	67	88	95	129	106	143	150	68	85	129	149	119	129	129		
VIII	62	61	90	93	117	116	130	135	71	80	124	137	104	116		
IX	83	88	114	125	122	125	127	137	73	83	126	143	145	163		
X	111		119		110		130		80		138		201			

CONSOMMATION DE TABAC.

(Fabrication et importation.)

TABAKSVERBRUIK. (Fabricage en invoer.)

PÉRIODES — TIJDSTIPPEN	Cigares — Sigaren	Cigarillos — Sigarillos	Cigarettes — Sigaretten	Tabacs à fumer, priser et mâcher — Rook-, snuif- en pruimtabak — (Ton.)				
					($\times 1.000.000$)			
					1935	1936	1935	1936
1935	193	511	4.954	12.938				
1936	197	580	5.116	13.351				
1934 I-III	44	94	1.138	3.152				
IV-VI	43	101	1.372	3.185				
VII-IX	42	107	1.320	3.257				
X-XII	49	109	1.151	3.191				
1935 I-III	41	106	1.085	3.025				
IV-VI	52	137	1.376	3.324				
VII-IX	45	132	1.303	3.264				
X-XII	54	136	1.190	3.324				
1936 I-III	48	134	1.177	3.194				
IV-VI	40	126	1.356	3.287				
VII-IX	51	176	1.405	3.469				
X-XII	58	143	1.177	3.401				
1937 I-III	46	132	1.205	2.988				
IV-VI	43	140	1.395	3.283				
VII-IX	46	153	1.406	3.420				

(1) Pour les indices des grands magasins (articles de ménage et divers), la base est la moyenne mensuelle de 1934. — De basis van de indexcijfers van de grootte magazijnen (huishoudelijke artikels en verscheidene) = het maandgemiddelde over 1934.
(2) Indice provisoire. — Voorloopig indexcijfer.

ABATAGES DANS LES 13 PRINCIPAUX ABATTOIRS.

SLACHTINGEN IN DE 13 VOORNAAMSTE SLACHTHUIZEN.

PÉRIODES — TIJDSTIPPEN	Gros bétail	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
	Runderen	Paarden	Kalveren	Varkens, biggen	Schapen, lammeren, geiten
1935 (1)	16.027	815	13.296	27.340	6.760
1936 (1)	16.665	659	13.042	26.980	6.126
1936 VIII	15.717	558	12.015	26.969	2.640
IX	18.743	584	13.042	30.578	6.425
X	16.588	710	10.181	28.880	14.728
XI	16.291	617	10.102	27.588	10.243
XII	17.754	684	12.900	31.144	12.000
1937 I	16.367	726	12.182	29.218	8.677
II	14.826	643	11.793	26.178	6.037
III	18.038	668	16.354	31.961	5.962
IV	15.922	631	14.275	28.852	3.161
V	14.935	581	13.109	27.789	2.460
VI	17.641	452	15.299	32.062	2.449
VII	15.725	596	12.588	26.199	2.479
VIII	15.987	618	11.671	27.888	3.034
IX	19.045	685	12.727	34.321	7.492
X	16.184	747	10.167	32.373	12.269

(1) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE EN KWH.

(Centrales de 100 kw. et plus.) (1)

VOORTBRENGING VAN ELECTRISCHEN STROOM IN KWU.

(Centrales van 100 Kw. en meer.) (1)

PÉRIODES — TIJDSTIPPEN	Total des centrales — Tot. aantal centrales	PRODUCTION. — PRODUCTIE. — ($\times 1.000$)				
		Union des exploitations électriques de Belgique	Ass. des centr. électr. ind. — Verb. der ind. centrales	Soc. non aff. — Niet aangesl. maatschapp.	Régies comm. — Gemeentereg.	Total — Totaal
1935 (2)	281 (3)	158.713	177.424	18.962	16.234	371.333
1936 (2)	348 (3)	176.179	191.097	25.623	19.044	411.943
1936 VII	349	154.844	188.012	23.299	14.130	380.285
VIII	349	167.314	187.061	23.719	16.281	394.375
IX	349	176.494	181.776	24.383	18.548	401.201
X	348	201.064	210.041	28.377	22.014	461.496
XI	348	202.919	204.451	28.245	23.524	459.140
XII	348	218.235	206.744	29.147	25.859	479.985
1937 I	349	213.838	203.396	28.562	24.386	470.183
II	349	194.727	196.358	27.103	22.139	440.327
III	349	212.228	216.240	29.367	22.551	480.386
IV	347	198.301	213.952	28.364	20.611	461.228
V	346	182.105	208.399	27.247	17.666	435.419
VI	346	178.454	217.528	28.125	18.023	442.130
VII	346	177.193	213.584	27.748	16.643	435.168
VIII	346	181.756	214.362	26.762	18.691	441.571
IX	346	198.324	218.363	28.400	20.560	465.656

(1) Source : Ministère des Travaux publics. — Bron : Ministerie van Openbare Werken.
(2) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.
(3) A fin d'année. — Op het einde van het jaar.

ACTIVITE DE LA CONSTRUCTION. — BOUWBEDRIJVIGHEID.

PÉRIODES — TIJDPERKEN	Autorisations de bâtir délivrées dans les agglomérations urbaines (53 agglomérations — 115 communes) Bouwvergunningen verleend in stedelijke centra (53 centra — 115 gemeenten)		
	Constructions — Nieuwe bouwen	Reconstructions et transformations — Heropbouwen en veranderingen	Total — Totaal
1935	13.036	17.329	30.365
1936	9.859	18.332	28.191
1936 VII	832	1.754	2.586
VIII	741	1.391	2.132
IX	741	1.638	2.379
X	674	1.618	2.292
XI	489	1.198	1.687
XII	428	1.095	1.523
1937 I	577	1.200	1.777
II	810	1.414	2.224
III	921	1.670	2.591
IV	858	1.878	2.736
V	719	1.559	2.278
VI	722	1.787	2.509
VII	622	1.606	2.228
VIII	680 (1)	1.531 (1)	2.211 (1)
IX	631 (2)	1.403 (2)	2.034 (2)

(1) Chiffres incomplets (114 communes sur 115). — Onvolledige cijfers (114 gemeenten op 115).

(2) Chiffres incomplets (111 communes sur 115). — Onvolledige cijfers (111 gemeenten op 115).

**DECLARATIONS DE FAILLITE,
HOMOLOGATIONS DE CONCORDATS PREVENTIFS, MISES SOUS GESTION CONTROLÉE.
UITGESPROKEN FAILLISSEMENTEN,
BEKRACHTIGDE VERGELIJKEN, ZAKEN ONDER GECONTROLEERD BEHEER GESTELD.**

PÉRIODES (13 semaines) — TIJDPERKEN (13 weken)	Faillites — Faillissementen			Concordats homologués — Bekrachtigde vergelijken			Gestions contrôlées — Zaken onder gecontroleerd beheer		
	1935	1936	1937	1935	1936	1937	1935	1936	1937
Première. — Eerste	241	151	165	55	29	39	54	29	11
Deuxième. — Tweede ...	206	155	138	52	34	23	49	37	—
Troisième. — Derde ...	133	136	111	35	15	17	18	14	—
Quatrième. — Vierde ..	178	179	—	21	28	—	31	16	—
Total. — Totaal	758	621	—	163	100	—	152	96	—

**STATISTIQUE DU CHOMAGE.
WERKLOOSHEID ONDER DE GEORGANISEERDE WERKNEMERS.**

MOIS — MAAND	Assurés ayant chômé au cours du mois — Verzekerden die werkloos waren gedurende de maand								Journées perdues — Verloren werkdagen			
	Chiffres absolus — Absolute cijfers				Moyennes par 100 assurés — Gemiddelden per 100 verzekerden				Par 1.000 assurés et par semaine — Per 1.000 verzekerden en per week	En % des journées de travail possible — In % van het totaal der moge- lijke werkdagen		
	En chômage complet — Geheel werkloos		En chômage intermittent — Gedeeltelijk werkloos		En chômage complet — Geheel werkloos		En chômage intermittent — Gedeeltelijk werkloos					
	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936
X	130.981	101.070	95.069	74.537	14,5	10,8	10,6	7,9	1.074	737	18,7	12,3
XI	143.407	112.881	93.012	94.332	15,9	12,1	10,3	10,1	1.084	848	18,8	14,1
XII	162.166	131.565	102.174	92.619	17,9	14,4	11,3	10,2	1.134	1.005	20,2	16,7
	1936	1937	1936	1937	1936	1937	1936	1937	1936	1937	1936	1937
I	167.083	131.645	99.858	97.737	18,6	14,5	11,1	10,7	1.314	993	21,9	16,6
II	168.016	124.869	101.038	82.125	18,6	13,7	11,2	9,0	1.354	907	22,6	15,1
III	138.902	113.296	93.574	79.711	15,6	12,4	10,5	8,7	1.115	804	18,6	13,4
IV	116.935	97.979	99.856	66.163	13,1	10,8	11,2	7,3	1.018	708	17,0	11,8
V	109.777	95.888	88.424	75.873	12,2	10,6	9,7	8,3	997	704	16,6	11,7
VI	100.838	86.344	99.126	78.052	11,0	9,5	10,8	8,6	901	663	15,0	11,0
VII	105.558	84.348	84.367	78.831	11,4	9,3	9,1	8,7	858	654	14,3	10,9
VIII	108.404	88.825	92.729	89.606	11,4	9,8	9,8	9,8	801	687	13,3	11,5
IX	105.978	90.574	78.948	84.282	11,3	9,9	8,4	9,3	773	687	12,9	11,5

STATISTIQUE DU CHOMAGE (suite). — STATISTIEK VAN DE WERKLOOSHEID (vervolg).

Moyenne journalière des chômeurs contrôlés. — Daggemiddelde van de gecontroleerde werklozen.

Source: Office national du Placement et du Chômage. — Bron: Nationale Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid.

MOIS STATISTIQUES	Semaine Week		N° de jours ouvr. Aantal werkdagen	ROYAUME KONINKRIJK		ANVERS ANTWERPEN		BRABANT BRABANT		FLANDRE OCCID. WEST-VLAAND.		FLANDRE ORIENT. OOST-VLAAND.		HAINAUT HENEGOUWEN		LIÈGE LUIK		LIMBOURG LIMBURG		LUXEMBOURG LUXEMBURG		NAMUR NAMEN	
	du	au		Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total
	van	tot		Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal
1937 V	—	—	28	102.495	108.454	24.640	25.317	11.880	12.570	15.436	16.514	23.983	26.011	16.633	17.140	6.107	7.010	2.032	2.042	301	302	1.483	1.548
VI	—	—	24	95.641	102.236	24.162	24.862	11.264	11.972	13.685	14.950	22.105	24.312	15.784	16.364	5.406	6.477	1.768	1.777	219	220	1.248	1.302
VII	—	—	23	96.377	102.980	24.533	25.190	11.404	12.112	13.734	14.904	22.476	24.647	16.008	16.680	5.359	6.512	1.410	1.420	230	231	1.223	1.274
VIII	—	—	30	102.514	108.845	25.298	25.921	11.639	12.349	15.709	16.970	24.414	26.529	16.487	17.046	5.997	7.005	1.451	1.457	238	239	1.281	1.329
IX	—	—	24	104.793	110.883	25.133	25.753	11.942	12.638	16.779	17.993	24.827	26.793	16.441	16.939	6.417	7.458	1.644	1.650	242	243	1.368	1.416
X	—	—	24	104.079	109.971	27.301	27.903	12.147	12.859	16.114	17.294	23.656	25.421	15.355	15.870	6.548	7.609	1.441	1.447	263	264	1.254	1.304
1937 IX	6	11	6	102.413	108.527	24.910	25.548	11.695	12.397	14.976	16.144	24.813	26.898	16.669	17.156	6.323	7.300	1.556	1.564	227	228	1.244	1.292
	13	18	6	105.189	111.397	24.933	25.557	11.804	12.495	17.357	18.637	25.094	27.122	16.166	16.668	6.465	7.493	1.718	1.723	269	271	1.383	1.431
	20	25	6	106.163	112.252	25.360	25.980	12.110	12.813	17.753	18.952	24.968	26.908	16.566	17.071	6.056	7.119	1.683	1.689	234	236	1.433	1.484
	27	2	6	105.407	111.358	25.327	25.925	12.157	12.849	17.031	18.239	24.430	26.243	16.370	16.866	6.822	7.916	1.623	1.626	235	236	1.412	1.458
X	4	9	6	102.513	108.380	26.740	27.344	11.869	12.570	16.031	17.243	23.223	24.950	15.340	15.843	6.420	7.484	1.378	1.382	249	250	1.263	1.314
	11	16	6	103.136	109.003	27.354	27.948	11.917	12.616	15.869	17.092	23.587	25.347	15.123	15.638	6.329	7.355	1.476	1.481	256	257	1.225	1.269
	18	23	6	104.773	110.695	27.543	28.147	12.242	12.965	16.218	17.395	23.749	25.512	15.408	15.927	6.631	7.711	1.451	1.458	285	286	1.246	1.294
	25	30	6	105.893	111.807	27.571	28.175	12.566	13.287	16.333	17.445	24.067	25.883	15.548	16.068	6.808	7.885	1.457	1.465	261	262	1.282	1.337
XI	1	6	5	117.455	125.079	30.931	31.616	13.506	14.348	17.982	19.420	26.419	28.808	16.826	17.510	8.319	9.815	1.786	1.793	289	290	1.397	1.479

Journées de chômage constatées, dimanches non compris. — Aantal vastgestelde dagen van werkloosheid, Zondagen niet inbegrepen.
(× 1.000.)

Source: Office national du Placement et du Chômage. — Bron: Nationale Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid.

MOIS STATISTIQUES	Semaine Week		N° de jours ouvr. Aantal werkdagen	ROYAUME KONINKRIJK		ANVERS ANTWERPEN		BRABANT BRABANT		FLANDRE OCCID. WEST-VLAAND.		FLANDRE ORIENT. OOST-VLAAND.		HAINAUT HENEGOUWEN		LIÈGE LUIK		LIMBOURG LIMBURG		LUXEMBOURG LUXEMBURG		NAMUR NAMEN	
	du	au		Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total	Hommm.	Total
	van	tot		Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal	Mannen	Totaal
1937 V	—	—	28	2.841	3.003	672	692	332	350	430	460	664	718	466	480	170	195	58	58	8	8	41	42
VI	—	—	24	2.266	2.420	564	580	268	284	325	355	525	576	379	393	129	154	42	42	4	4	30	32
VII	—	—	23	2.190	2.336	549	564	262	277	312	337	512	560	368	384	123	149	33	33	4	4	27	28
VIII	—	—	30	3.038	3.223	738	757	347	367	467	504	725	786	494	509	179	210	43	43	7	7	38	40
IX	—	—	24	2.486	2.628	585	601	284	300	401	429	589	635	394	406	154	178	39	39	6	6	34	34
X	—	—	24	2.471	2.608	640	656	290	306	382	410	562	602	368	380	158	182	35	35	5	5	31	32
1937 IX	6	11	6	607	643	145	149	70	74	89	96	147	159	100	103	38	44	9	9	1	1	8	8
	13	18	6	624	660	145	149	70	74	104	111	149	161	97	100	39	45	10	10	2	2	8	8
	20	25	6	629	664	147	151	72	76	106	113	148	159	99	102	36	42	10	10	2	2	9	9
	27	2	6	626	661	148	152	72	76	102	109	145	156	98	101	41	47	10	10	1	1	9	9
X	4	9	6	608	642	156	160	71	75	95	102	138	148	92	95	39	45	8	8	1	1	8	8
	11	16	6	612	646	160	164	71	75	94	101	140	150	91	94	38	44	9	9	1	1	8	8
	18	23	6	622	657	162	166	73	77	96	103	141	151	92	95	40	46	9	9	2	2	7	8
	25	30	6	629	663	162	166	75	79	97	104	143	153	93	96	41	47	9	9	1	1	8	8
XI	1	6	5	581	618	152	156	67	71	89	96	130	141	84	88	42	49	9	9	1	1	7	7

**ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES.
BEDRIJVIGHEID VAN DE NATIONALE MAATSCHAPPIJ DER BELGISCHE SPOORWEGEN.**

I. — Recettes et dépenses d'exploitation. — Bedrijfsontvangsten en -uitgaven.

(× 1.000.000 fr.)

PÉRIODES — TIJDPERKEN	RECETTES. — ONTVANGSTEN				DÉPENSES — UITGAVEN	EXCÉDENT — SALDO	COEFFICIENT D'EXPLOITATION — EXPLOITATIE- COEFFICIENT
	Voyageurs — Reizigers	Marchandises — Goederen	Recettes extraordinaires — Buitengewone inkomsten	Total — Totaal			
1935 (1).....	62,8	117,6	4,0	184,4	177,9	6,5	96,45
1936 (1).....	62,9	123,0	4,7	190,6	192,0	— 1,4	100,76
1936 VIII.....	94,5	122,4	4,1	221,0	191,2	29,8	86,51
IX.....	82,4	127,3	4,6	214,3	192,9	21,4	90,02
X.....	60,4	142,5	4,7	207,6	205,8	1,8	99,15
XI.....	50,4	133,5	3,9	187,8	204,9	— 17,1	109,10
XII.....	56,0	138,1	9,0	203,1	209,9	— 6,8	103,34
1937 I.....	59,3	128,6	7,2	195,1	203,9	— 8,8	104,52
II.....	49,9	127,5	4,5	181,9	198,1	— 16,2	108,94
III.....	62,2	147,0	4,5	213,7	205,5	8,2	96,11
IV.....	60,0	153,9	5,0	218,9	211,9	7,0	96,81
V.....	73,7	145,6	4,5	223,9	215,5	8,4	98,26
VI.....	65,6	154,1	4,5	224,2	219,7	4,5	98,01
VII.....	88,7	143,8	5,1	237,6	226,5	11,1	95,35
VIII.....	104,7	151,9	4,9	261,5	229,1	32,4	87,62
IX.....	85,7	160,2	5,0	250,9	227,1	23,8	90,50
X (2).....	68,0	168,5	4,5	241,0	235,0	6,0	97,51

(1) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

(2) Chiffres provisoires. — Voorlopige cijfers.

**II. — Nombre de wagons fournis à l'industrie (1).
II. - Aantal wagens aan de nijverheid geleverd (1).**

**III. — Statistique du trafic. — Transportstatistiek.
1° Trafic général. — Algemeen spoorverkeer.**

PÉRIODES — TIJDPERKEN	A	B	C	A + C	VOYAGEURS — REIZIGERS		GROSSES MARCHANDISES — ZWARE GOEDEREN				
					Nombre — Aantal (× 1.000)	Km. — (× 1.000.000)	Tonnage — (× 1.000)	Tonnes-km. — Ton-km. (× 1.000.000)			Total — Totaal
								Service interne — Binnenl. vervoer	Service internat. — Internat. vervoer	Transit — Doorvoer	
1935 (2).....	375.054	114.607	84.647	459.701	15.139	426	4.889	170	154	72	396
1936 (2).....	409.084	126.372	88.794	497.878	15.339	481	5.413	190	178	76	444
1936 VIII.....	418.794	126.985	86.390	505.184	16.258	607	5.390	187	183	70	440
IX.....	418.450	121.505	98.030	516.480	16.129	534	5.492	196	180	77	453
X.....	487.549	143.686	104.147	591.696	14.698	459	6.535	227	195	84	506
XI.....	462.822	141.964	93.753	556.575	16.246	461	6.330	218	182	83	483
XII.....	430.545	146.534	101.907	532.452	15.796	464	5.942	193	210	101	504
1937 I.....	420.200	146.577	95.393	515.593	16.057	476	5.804	192	197	89	478
II.....	410.214	134.128	93.702	503.916	15.298	440	5.592	195	185	91	471
III.....	453.107	140.200	104.607	557.714	16.933	498	6.147	211	202	103	516
IV.....	450.605	140.851	106.492	557.097	15.932	478	6.133	208	201	105	514
V.....	410.465	125.372	104.048	514.513	16.271	524	5.707	188	193	112	493
VI.....	446.272	137.502	114.779	561.051	15.772	494	6.316	211	213	134	558
VII.....	421.337	121.534	109.878	531.215	16.892	582	5.787	196	200	107	503
VIII.....	429.434	127.200	115.504	544.938	17.853	657	5.879	204	202	103	509
IX.....	450.808	131.504	120.022	570.830			6.251				537
X.....	490.872	133.319	118.090	608.962							

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations belges, y compris ceux pour le transport de houille, coke et briquettes. — Aantal wagens aan de nijverheid geleverd en belast bij het vertrek aan de Belgische stations (deze voor het vervoer van kolen, cokes en briquettes inbegrepen).

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes. — Aantal wagens in 't bijzonder voor het vervoer van kolen, cokes en briquettes geleverd.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance des réseaux étrangers et destinés soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà. — Aantal geladen wagens komend van vreemde netten en bestemd, 't zij voor stations van het net der Vennootschap, 't zij voor stations van andere netten.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers. — Spoorwagens van de Nationale Maatschappij en van particulieren.

(2) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

2° Transport des principales grosses marchandises. — Vervoer der voornaamste zware goederen.

A. — Ensemble du trafic. — Verkeer over het geheel.

PÉRIODES — TIJDPERKEN	(× 1.000 Ton.)										
	Produits agricoles et alimentaire. — Landbouwen voedings-producten	Combustibles — Brandstoffen	Minerais — Ertsen	Produits métallurg. — Metaalwaren	Matér. de construct., verres et glaces — Bouwmaterialen, glas en spiegelg.	Produits des carrières, etc — Producten der groefbedr., enz.	Textiles, tanneries et vêtement — Textiel leerlooier., kleeding	Produits chimiques et pharmac. — Chemische en artsenijkundige producten	Graisses et huiles industrielles. — Nijverheid vetten en oliën	Divers — Verscheid.	Total — Totaal
1935 (1).....	348	2.016	412	497	426	637	57	154	59	282	4.889
1936 (1).....	386	2.254	440	525	496	688	57	173	64	330	5.413
1934 III.....	310	2.063	329	523	445	643	47	228	60	323	4.971
VI.....	231	1.744	354	572	448	711	34	105	55	262	4.516
IX.....	268	2.114	372	487	437	699	56	177	52	288	4.950
XII.....	332	1.854	389	515	291	459	46	156	60	272	4.374
1935 III.....	276	1.840	399	467	369	586	44	205	61	297	4.544
VI.....	201	1.988	398	533	465	672	37	118	56	258	4.726
IX.....	258	2.117	416	492	493	845	131	143	59	297	5.251
XII.....	326	2.236	449	564	378	525	47	162	61	307	5.055
1936 III.....	298	2.276	453	536	541	734	50	215	68	392	5.563
VI.....	227	1.486	328	355	366	556	29	128	53	239	3.767
IX.....	281	2.152	435	542	534	822	104	192	63	367	5.492
XII.....	385	2.679	511	609	443	629	67	188	72	359	5.942
1937 III.....	341	2.472	536	672	592	726	64	255	98	391	6.147
VI.....	243	2.515	567	826	594	898	53	175	61	384	6.316

(1) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

B. — Service interne belge. — Belgisch binnenlandsch verkeer.

PÉRIODES — TIJDPERKEN	(× 1.000 Ton.)										
	Produits agricoles et alimentaire. — Landbouwen voedings-producten	Combustibles — Brandstoffen	Minerais — Ertsen	Produits métallurg. — Metaalwaren	Matér. de construct., verres et glaces — Bouwmaterialen, glas en spiegelg.	Produits des carrières, etc — Producten der groefbedr., enz.	Textiles, tanneries, et vêtement — Textiel leerlooier., kleeding	Produits chimiques et pharmac. — Chemische en artsenijkundige producten	Graisses et huiles industrielles. — Nijverheid vetten en oliën	Divers — Verscheid.	Total — Totaal
1935 (1).....	248	1.444	10	134	269	505	12	80	25	222	2.949
1936 (1).....	263	1.580	12	153	318	548	13	91	27	249	3.254
1936 VI.....	141	997	14	107	246	442	6	70	23	183	2.229
VII.....	157	1.590	13	140	366	607	7	77	27	238	3.222
VIII.....	160	1.563	10	150	334	631	34	76	24	230	3.212
IX.....	177	1.539	15	145	333	661	28	94	27	280	3.299
X.....	691	1.864	15	161	360	642	12	105	29	263	4.141
XI.....	842	1.818	10	153	307	519	11	83	29	250	4.022
XII.....	232	1.784	10	168	266	467	12	83	27	257	3.306
1937 I.....	167	1.842	11	154	286	441	11	86	24	247	3.269
/II.....	153	1.715	7	182	308	476	11	133	30	255	3.270
III.....	188	1.770	10	213	372	556	12	127	29	304	3.581
IV.....	177	1.830	10	219	344	565	12	102	34	264	3.562
V.....	134	1.566	15	178	347	619	10	78	31	261	3.239
VI.....	128	1.762	20	193	381	717	11	78	28	297	3.615
VII.....	150	1.550	19	181	382	616	9	84	28	299	3.318
VIII.....	151	1.622	10	190	373	623	37	76	28	315	3.425

(1) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

MOUVEMENT PORTUAIRE. — HAVENVERKEER.

PÉRIODES — TIJDPERKEN	ANVERS (1) — ANTWERPEN (1)											
	NAVIGATION MARITIME. — ZEEVAART						NAVIGATION FLUVIALE. — BINNENVAART					
	ENTRÉES. — AANGEKOMEN			SORTIES. — VERTROKKEN			ENTRÉES. — AANGEKOMEN			SORTIES. — VERTROKKEN		
	Nombre de navires — Aantal schepen	Tonnage — Tonne- maat (× 1.000 ton. reg.)	Marchan- dises — Goederen (× 1.000 ton. metr.)	Nombre de navires — Aantal schepen		Marchan- dises — Goederen (× 1.000 ton. metr.)	Nombre de navires — Aantal schepen	Capacité — Laadver- mogen (× 1.000 ster.)	Marchan- dises — Goederen (× 1.000 ton. metr.)	Nombre de navires — Aantal schepen	Capacité — Laadver- mogen (× 1.000 ster.)	Marchan- dises — Goederen (× 1.000 ton. metr.)
chargés — geladen				sur lest — met ballast								
1935 (2)	927	1.836	922	780	146	1.009	3.770	1.271	420	3.593	1.199	279
1936 (2)	952	1.920	1.040	800	152	1.064	3.924	1.307	400	3.729	1.238	307
1936 VIII	1.052	2.059	1.058	920	147	1.224	4.083	1.372	399	3.788	1.236	265
IX	1.017	2.002	1.095	855	159	1.113	4.210	1.373	443	3.913	1.257	294
X	1.027	2.005	1.171	880	163	1.172	4.383	1.476	437	4.141	1.409	320
XI	957	1.997	1.261	792	169	1.077	4.088	1.386	423	3.879	1.314	340
XII	966	2.042	1.197	806	166	1.125	4.272	1.422	494	4.167	1.375	400
1937 I	965	2.073	927	812	155	953	4.047	1.368	353	3.903	1.315	273
II	889	1.844	1.012	737	135	1.070	3.748	1.315	441	3.532	1.217	356
III	1.020	2.086	1.141	845	176	1.215	4.088	1.433	447	4.060	1.434	373
IV	1.025	2.063	1.181	858	180	1.306	4.092	1.422	494	3.949	1.380	445
V	1.039	2.169	1.118	843	171	1.123	4.014	1.416	473	3.958	1.376	341
VI	993	2.033	1.127	867	139	1.387	4.092	1.358	550	3.964	1.355	437
VII	998	2.042	1.096	865	166	1.140	4.155	1.382	430	4.097	1.394	370
VIII	1.080	2.185	1.285	878	168	1.186	4.212	1.384	456	4.058	1.345	366
IX	1.092	2.097	1.240	907	184	1.205	4.466	1.568	554	4.362	1.497	511
X	1.127	2.224	—	966	177	—	4.408	1.515	—	4.255	1.467	—

(1) Chiffres communiqués par le capitaine du port d'Anvers. — Cijfers door den Havendienst van Antwerpen medegedeeld.
 (2) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

PÉRIODES — TIJDPERKEN	ANVERS (1) — ANTWERPEN (1)				GAND (2) — GENT (2)							
	NAVIRES DÉSARMÉS (à fin de mois) — OPLIGGENDE SCHEPEN (bij 't einde van de maand)				NAVIGATION MARITIME. — ZEEVAART						NAVIGATION FLUVIALE — BINNENVAART	
	Nombre de navires — Aantal schepen		Tonnage — Tonnemaat (× 1.000 ton. reg.)		ENTRÉES. — AANGEKOMEN			SORTIES. — VERTROKKEN			MARCHANDISES — GOEDEREN (× 1.000 ton. metr.)	
	Total — Totaal	Belges — Belgische	Total — Totaal	Belges — Belgische	Nombre de navires — Aantal schepen	Tonnage — Tonne- maat (× 1.000 ton. reg.)	Marchan- dises — Goederen (× 1.000 ton. metr.)	Nombre de navires — Aantal schepen	Tonnage — Tonne- maat (× 1.000 ton. reg.)	Marchan- dises — Goederen (× 1.000 ton. metr.)	Entrées — Gelost	Sorties — Geladen
1935 (3)	20	14	61	42	146	161	175	146	160	72	119	121
1936 (3)	8	5	30	19	172	181	191	172	181	94	141	144
1936 VIII	8	5	31	19	169	179	165	177	179	92	137	176
IX	6	4	25	16	153	168	165	149	165	91	144	165
X	5	2	14	8	189	215	220	192	219	79	145	173
XI	2	1	10	4	171	182	177	165	182	78	159	165
XII	1	—	6	—	183	188	202	180	177	75	135	174
1937 I	1	—	6	—	178	191	210	181	194	80	127	170
II	—	—	—	—	189	213	267	191	224	60	154	173
III	—	—	—	—	186	195	232	190	188	94	183	88
IV	—	—	—	—	180	165	276	186	175	58	248	276
V	—	—	—	—	161	178	233	156	162	67	204	188
VI	—	—	—	—	161	185	228	161	191	91	219	220
VII	—	—	—	—	164	164	239	166	172	75	268	168
VIII	—	—	—	—	175	197	240	172	187	97	242	209
IX	—	—	—	—	178	175	199	184	192	122	218	226
X	—	—	—	—	195	183	—	190	176	—	—	—

(1) Chiffres communiqués par le capitaine du port d'Anvers. — Cijfers door den Havendienst van Antwerpen medegedeeld.
 (2) Chiffres communiqués par l'Administration du port de Gand. — Cijfers door den Havendienst van Gent medegedeeld.
 (3) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

MOUVEMENT PORTUAIRE (suite). — HAVENVERKEER (vervolg).

PÉRIODES — TIJDPERKEN	BRUGES ET ZEEBRUGGE (1) BRUGGE EN ZEEBRUGGE (1)						GRAND-BRUXELLES (2) — GROOT BRUSSEL (2)						
	NAVIGATION MARITIME — ZEEVAART			NAVIGATION FLUVIALE — BINNENVAART			NAVIGATION MARITIME. — ZEEVAART					NAVIGATION FLUVIALE — BINNENVAART	
	Navires entrés — Aange- komen schepen	Tonnage — Tonne- maat (× 1.000 ton. reg.)	MARCHANDISES GOEDEREN (× 1.000 ton.metr.)		MARCHANDISES GOEDEREN (× 1.000 ton.metr.)		ENTRÉES. — AANGEKOMEN			SORTIES. — VERTROKKEN			MARCHANDISES entrées et sorties — Gelost en geladen GOEDEREN (× 1.000 ton. metr.)
			Entrées — Gelost	Sorties — Geladen	Entrées — Gelost	Sorties — Geladen	Nombre de navires — Aantal schepen	Tonnage — Tonnem. (× 1.000 ton. reg.)	March. — Goederen (× 1.000 ton.metr.)	Nombre de navires — Aantal schepen	Tonnage — Tonnem. (× 1.000 ton. reg.)	March. — Goederen (× 1.000 ton.metr.)	
1935 (3)	132	160	35	27	16	2	74	36	20	74	36	38	448
1936 (3)	158	188	50	32	12	3	77	41	24	76	41	51	481
1936 VIII	217	247	56	32	9	4	86	49	27	84	51	71	532
IX	201	229	74	40	12	3	76	39	31	80	41	44	515
X	152	178	52	29	13	2	85	51	42	79	47	49	518
XI	154	196	73	36	13	4	78	52	51	79	53	59	435
XII	167	199	65	48	11	5	78	49	37	75	46	50	461
1937 I	181	206	62	41	17	4	64	37	27	72	45	55	482
II	122	147	55	32	18	5	74	41	32	69	35	37	515
III	162	173	46	38	19	1	72	35	25	76	41	50	640
IV	166	195	64	39	11	3	66	32	26	70	34	32	621
V	173	211	44	36	23	5	81	36	35	72	34	32	563
VI	183	172	94	34	28	9	74	40	38	81	40	34	585
VII	224	222	45	32	21	2	78	40	45	78	40	34	614
VIII	232	240	64	30	25	3	84	41	35	76	38	33	630
IX	191	192	45	43	21	3	71	35	29	77	39	42	633
X	169	196					81	46	43	79	45	44	610

(1) Sources : Compagnie des Installations maritimes de Bruges et Bulletin du Commerce avec les pays étrangers. — Bronnen : Havendienst van Brugge en *Bulletijn over den Handel met de vreemde landen.*
 (2) Source : Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles. — Bron : Havendienst van Brussel.
 (3) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

**ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION.
BEDRIJVIGHEID VAN DE VERREKENINGSKAMERS.**

PÉRIODES — TIJDPERKEN	CHAMBRES DE COMPENSATION — VERREKENINGSKAMERS					CAISSE DE LIQUIDATION DE LA BOURSE DE BRUXELLES — LIKWIDATIEKAS VAN DE BEURS TE BRUSSEL			
	BRUXELLES ET PROVINCE — BRUSSEL EN PROVINCIE			BRUXELLES — BRUSSEL		COMPTANT. — CONTANT			TERME — TERMIJN
	Chambres à fin de période — Kamers op 't einde v. h. tijdperk	Pièces compensées — Verrekende stukken (× 1.000)	Capitaux compensés — Verrekende kapitalen (× 1.000.000 fr.)	Pièces compensées — Verrekende stukken (× 1.000)	Capitaux compensés — Verrekende kapitalen (× 1.000.000 fr.)	Nombre de séances — Aantal zittingen	Participants à fin de période — Deelnemers op 't einde v. h. tijdperk	Montant liquidé — Gelijkwijdend bedrag (× 1.000.000 fr.) (1)	Montant liquidé — Gelijkwijdend bedrag (× 1.000.000 fr.) (1)
1935 (2)	38 (3)	324	24.997	157	18.548	20	250 (3)	785	73
1936 (2)	38 (3)	326	27.031	157	20.261	21	287 (3)	943	103
1936 VIII	38	304	26.345	146	19.599	20	286	580	52
IX	38	316	26.269	151	18.854	22	286	743	70
X	38	354	35.100	171	27.518	22	288	1.130	138
XI	38	326	26.036	158	19.085	19	288	1.297	199
XII	38	361	29.082	174	21.065	22	287	1.292	127
1937 I	38	344	29.347	167	21.263	20	293	1.725	170
II	38	328	28.015	159	19.877	19	293	1.893	202
III	38	355	33.492	173	24.604	21	300	2.423	277
IV	38	359	33.173	172	24.334	22	300	1.127	231
V	38	339	27.242	163	19.654	18	300	832	155
VI	38	351	33.988	172	25.239	21	315	808	128
VII	38	346	30.985	168	22.401	19	315	713	104
VIII	38	322	27.939	157	20.044	21	315	1.118	214
IX	38	334	34.080	164	25.482	22	318	952	206
X	38	348	35.317	169	26.358	21	319	1.015	210

(1) Dans ce montant, les achats ou les ventes ne sont comptés qu'une seule fois. — In dit bedrag zijn de aankopen en de verkopen maar één maal gerekend.
 (2) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.
 (3) Au 31 décembre. — Op 31 December.

MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX. — OMZET VAN HET POSTCHEQUE-AMBT.

(*× 1.000.000 fr.*)

PÉRIODES — TIJDPERKEN	Comptes à fin de période	Avoir global (moyenne journalière)	CRÉDIT. — CREDIT		DÉBIT. — DEBET		Mouvement général — Algemeene beweging	Opérations sans emploi de numéraire — Verrichtingen zonder gebruik van gold — %
	Rekeningen op 't einde van het tijdperk	Globaal bezit (daggemid- delde)	Versements — Stortingen	Virements — Giro's	Chèques et divers — Checks en diverse	Virements — Giro's		
1935 (1).....	(2) 368.902	2.853	3.800	9.295	3.797	9.296	26.188	88,0
1936 (1).....	(2) 388.796	3.312	4.428	10.804	4.373	10.805	30.409	88,0
1936 VIII	381.361	3.345	4.232	10.517	4.291	10.509	29.549	89,1
IX	383.269	3.385	4.137	10.308	4.101	10.326	28.872	88,4
X	385.016	3.536	6.896	15.683	6.708	15.702	44.989	87,9
XI	387.034	3.533	4.076	10.516	4.070	10.533	29.195	88,6
XII	388.796	3.667	5.035	12.346	4.713	12.361	34.456	89,0
1937 I	391.159	3.778	5.008	12.495	4.927	12.514	34.044	88,6
II	393.352	3.676	4.156	11.108	4.368	11.118	30.751	88,9
III	396.007	3.492	4.728	12.020	4.892	12.035	33.676	90,4
IV	397.564	3.538	5.360	13.086	5.249	13.098	36.704	89,1
V	399.008	3.483	4.406	11.318	4.444	11.330	31.498	88,9
VI	400.835	3.570	5.302	12.936	5.102	12.948	36.288	90,0
VII	402.374	3.754	5.177	12.330	4.965	12.340	34.813	89,0
VIII	404.370	3.710	4.770	12.355	5.011	12.377	34.513	89,0
IX	406.452	3.638	4.842	12.413	4.909	12.423	34.587	88,9
X	409.879	3.708	5.315	12.880	5.060	12.914	36.168	88,2

(1) Moyenne mensuelle. — Maandgemiddelde.

(2) Au 31 décembre. — Op 31 December.

CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE. — ALGEMEENE SPAARKAS.

Dépôts sur livrets particuliers (1). — Inlagen op persoonlijke spaarboekjes (1).

(*× 1.000 fr.*)

PÉRIODES — TIJDPERKEN	Versements — Inlagen	Remboursements — Terugbetalingen	Excédents — Saldi	Solde des dépôts (2) — Credietsaldo (2)	Nombre de livrets (2) — Aantal spaarboekjes (2)
1935.....	2.705.908	2.863.322	— 157.414	10.584.394	5.559.726
1936.....	3.034.068	2.469.677	564.390	11.455.993	5.694.797
1936 VIII	239.079	186.602	52.477	10.928.716	
IX	243.846	195.020	48.826	10.977.542	
X	266.454	224.990	41.464	11.019.006	
XI	251.041	179.452	71.589	11.090.595	
XII	271.339	213.152	58.187	11.148.782	
1937 I	359.486	201.782	157.704	11.613.696	
II	289.213	214.213	75.000	11.688.696	
III	279.821	252.795	27.026	11.715.722	
IV	305.053	244.172	60.881	11.776.603	
V	289.776	224.057	65.719	11.842.322	
VI	286.838 (3)	220.050 (3)	66.788 (3)	11.902.909 (3)	
VII	308.185 (3)	252.179 (3)	56.006 (3)	11.958.915 (3)	
VIII	281.319 (3)	230.380 (3)	50.939 (3)	12.009.854 (3)	
IX	255.020 (3)	246.207 (3)	8.813 (3)	12.018.667 (3)	
X	285.436 (3)	249.904 (3)	35.532 (3)	12.054.199 (3)	

(1) Ces chiffres donnent les mouvements de l'épargne pure. — Deze cijfers geven enkel de bewegingen van de besparing aan.

(2) A la fin de la période. — Op het einde van het tijdperk.
Les soldes des années 1935 et 1936 et celui de décembre 1936 comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice. — De saldi van de jaren 1935 en 1936 en dit van December 1936 omvatten de gekapitaliseerde renten van het dienstjaar.

(3) Chiffres approximatifs. — Voorloopige cijfers.

Banque Nationale de Belgique - Nationale Bank van België

Principaux postes des situations hebdomadaires. — Bijzonderste posten van de weekstaten.

(× 1.000 fr.)

ACTIF	30-12-1913	19-11-1936	21-10-1936	28-10-1937	4-11-1937	10-11-1937	18-11-1937	ACTIVA
Encaisse :								Goudvoorraad :
Or	306.377	18.522.597	17.267.177	16.886.449	16.718.298	16.703.833	16.769.751	Goud.
Traites et disponibilités « or » sur l'étranger.....	170.328	—	—	—	—	—	—	Goudwissels op 't buitenland.
Portefeuille-effets sur la Belgique et valeurs-or sur l'étranger..	603.712	6.791.668	6.230.302	6.280.043	6.281.082	6.318.421	6.307.568	Portefeuille wissels op België en goudwaarden op 't buitenland.
Avances sur fonds publics	57.901	343.000	166.127	185.038	215.416	197.247	188.245	Voorschotten op openbare fondsen.
Bons, annuités et titres d'obligations du Trésor belge (lois du 27-12-1930 et du 19-7-1932..)	—	786.214	760.809	760.809	760.809	760.809	760.809	Bons, annuïteiten en obligatiebrieven der Schatkist (wet van 27-12-1930 en 19-7-1932).
PASSIF								PASSIEF
Billets en circulation	1.049.782	22.244.194	21.725.718	21.744.759	21.769.123	21.694.567	21.412.444	Bankbiljetten.
Comptes courants particuliers....	88.333	4.447.614	2.940.517	2.688.781	2.308.223	2.518.146	2.820.520	Particuliere rekeningen-courant.
Compte courant du Trésor	14.541	191.336	157.235	80.499	294.550	160.773	207.514	Rekening-courant der Schatkist.
Total des engagements à vue...	1.152.636	26.883.144	24.823.470	24.514.039	24.371.896	24.373.486	24.440.478	Totaal der onmiddellijk opvorderbare verplichtingen.
Rapports de l'encaisse aux engagements à vue	41,36 %	68,90 %	69,56 %	68,88 %	68,60 %	68,53 %	68,61 %	Verhouding van den goudvoorraad tot de onmiddel. opvord. verplicht.
Taux d'escompte de traites accept.	5,— %	2,— %	2,— %	2,— %	2,— %	2,— %	2,— %	Discontovoet van geaccept.wissels.
Taux des prêts sur fonds publics.	5,— %	3,— %	3,— %	3,— %	3,— %	3,— %	3,— %	Rentevoet der leeningen.

Rapport des effets impayés aux effets présentés à l'encaissement par la Banque Nationale de Belgique.
Verhouding van de onbetaalde tot de door de Nationale Bank van België ter inning aangeboden wissels.

PÉRIODES — TIJDPERKEN	NOMBRE DES — AANTAL DER			MONTANT DES — BEDRAG DER		
	Effets présentés — Aangeboden wissels	Effets impayés — Onbetaalde wissels	%	Effets présentés — Aangeboden wissels	Effets impayés — Onbetaalde wissels	%
				(× 1.000 fr.)		
1935.....	1.029.185	65.523	6,37	8.869.585	102.956	1,16
1936.....	925.823	58.291	6,30	4.551.786	76.819	1,69
1936 VIII.....	77.183	5.262	6,82	277.904	6.272	2,26
IX.....	75.604	4.757	6,29	324.974	6.024	1,85
X.....	80.355	5.121	6,37	319.032	6.297	1,97
XI.....	81.015	4.964	6,13	419.066	6.935	1,65
XII.....	81.782	5.346	6,54	359.924	7.079	1,97
1937 I.....	81.241	5.429	6,68	346.806	6.917	1,99
II.....	78.072	5.234	6,70	375.472	6.597	1,76
III.....	86.707	5.584	6,44	395.865	6.529	1,65
IV.....	95.052	5.621	5,91	396.572	8.113	2,05
V.....	101.132	5.996	5,93	398.618	8.400	2,11
VI.....	98.703	6.077	6,16	391.672	8.763	2,24
VII.....	97.832	5.794	5,92	396.316	9.042	2,28
VIII.....	87.194	5.766	6,61	371.169	8.374	2,26
IX.....	89.373	5.493	6,15	347.466	7.948	2,29
X.....	99.715	6.012	6,03	379.256	9.416	2,48

Banque des Règlements Internationaux, à Bâle. — Bank voor Internationale Betalingen, te Basel

SITUATION en milliers de francs suisses-or [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)].
 STAAT in duizendtallen Zwitsersche goud-frank [eenheden van 0,29032258... gr. fijn goud (art. 5 der statuten)].

ACTIF. — ACTIVA.

PASSIF. — PASSIVA.

	Au—Op 30—IX—1937		Au—Op 31—X—1937			Au—Op 30—IX—1937		Au—Op 31—X—1937	
		%		%			%		%
I. Or en lingots. — Goud in staven.....	18.338	2,6	13.401	2,0	I. Capital. — Kapitaal :				
II. Encaisse. — Kas :					Capital autorisé et émis : 200.000 actions de				
A la banque et en compte courant dans d'autres banques. — Ter bank en in rekening-courant elders	33.056	4,6	20.212	3,0	de 2.500 francs suisses-or chacune. — Geautoriseerde uitgegeven 200.000 aandelen van	500.000		500.000	
III. Fonds à vue placés à intérêts. — Fondsen op zicht tegen interest uitgezet	15.987	2,2	16.810	2,5	2.500 Zwitsersche franken ieder				
IV. Portefeuille réescomptable. — Herdisconteerbaar portefeuille :					Actions libérées de 25 % — Aandelen op				
1° Effets de commerce et acceptations de banque. — Handelswissels en bankacceptaties.	113.423	15,8	115.558	17,2	1/4 gelibereerd	125.000	17,4	125.000	18,6
2° Bons du Trésor. — Schatkistbons	163.884	22,8	148.389	22,1	II. Réserves. — Reserven :				
V. Fonds à terme placés à intérêts. — Fondsen op termijn tegen interest uitgezet :	277.307		263.947		1° Fonds de réserve légale. — Wettig reservefond	4.238		4.238	
1° A 3 mois au maximum. — Op meestens 3 maand	64.876	9,0	50.553	7,5	2° Fonds de réserve de dividendes. — Dividend-reservefond	6.315		6.315	
2° De 3 à 6 mois d'échéance. — Op 3 tot 6 maand	1.527	0,2	1.631	0,2	3° Fonds de réserve générale. — Algemeen reservefond	12.631		12.631	
3° De 6 à 9 mois d'échéance. — Op 6 tot 9 maand	66.403		6.185	0,9	III. Engagements à long terme. — Op langen termijn :	23.184	3,2	23.184	3,4
VI. Effets et placements divers. — Wissels en verscheidene beleggingen :					1° Compte de Trust des annuités. — Rekening van de Trust van de annuïteiten	152.974	21,3	153.280	22,8
1° A 3 mois d'échéance au maximum. — Op 3 maand maximum :					2° Dépôt du gouvernement allemand. — Deposito der Deutsche regering	76.487	10,6	76.640	11,4
a) Bons du Trésor. — Schatkistbons	38.289	5,3	46.232	6,9	3° Dépôt du gouvernement français (Sarre). — Deposito der Fransche regering (Sarre)	1.045	0,1	1.031	0,2
b) Placements divers. — Verscheidene beleggingen	112.300	15,6	103.113	15,4	4° Fonds de garantie du gouvernement français. — Waarborgfonds der Fransche regering	31.875	4,4	31.439	4,7
2° De 3 à 6 mois d'échéance. — Op 3 tot 6 maand :					IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies).	262.381		262.300	
a) Bons du Trésor. — Schatkistbons	29.617	4,1	29.655	4,4	— Deposito's op korten termijn en op zicht :				
b) Placements divers. — Verscheidene beleggingen	35.425	5,0	34.383	5,1	1° Banques centrales pour leur compte. — Circulatiebanken voor eigen rekening :				
3° A plus de 6 mois d'échéance. — Op meer dan 6 maand :					a) De 6 à 9 mois d'échéance. — Op 6 tot 9 maand			6.216	0,9
a) Bons du Trésor. — Schatkistbons	55.232	7,7	47.500	7,1	b) A 3 mois maximum. — Op 3 maand maximum	206.265	28,7	154.238	23,0
b) Placements divers. — Verscheidene beleggingen	35.603	5,0	35.445	5,3	c) A vue. — Op zicht	40.758	5,7	40.985	6,1
VII. Autres actifs. — Andere activa :	306.466		296.328		2° Banques centrales pour le compte d'autres déposants. — Circulatiebanken voor rekening van andere deponenten :	247.023		201.439	
1° Garantie reçue de Banques centrales sur effets cédés (comme ci-contre). — Borg door centrale banken op gecedeerde wissels verleend	1.030	0,1	1.015	0,2	a) A 3 mois au maximum. — Op 3 maand maximum :				
2° Autres postes. — Andere posten	266	0,0	1.177	0,2	b) A vue. — Op zicht	3.408	0,5	2.622	0,4
TOTAUX. — TOTALEN...	718.853	100,0	671.259	100,0	3° Autres déposants. — Andere deponenten :	1.155	0,2	1.026	0,2
					a) A 3 mois au maximum. — Op 3 maand maximum	6.450	0,9	6.019	0,9
					b) A vue. — Op zicht	7.605		7.045	
					V. Dépôts à vue (or). — Deposito's op zicht (goud).	8.408	1,2	8.415	1,2
					VI. Postes divers. — Onderscheidene posten :				
					1° Garantie donnée sur effets de commerce cédés. — Garantie op gecedeerde wissels.	1.411	0,2	2.433	0,4
					2° Autres postes. — Andere posten	40.433	5,6	38.731	5,8
					TOTAUX. — TOTALEN...	41.844		41.164	
						718.853	100,0	671.260	100,0

NOTE. — L'or détenu en garde sous dossier pour le compte de banques centrales et les fonds détenus pour le service des emprunts internationaux dont la Banque des Règlements internationaux est le mandataire-trustee ou l'agent fiscal ne sont pas inclus dans ces situations.
 NOTA. — In dezen staat is niet inbegrepen het goud voor rekening van circulatiebanken bewaard en de fondsen dienende voor betaling van de internationale leeningen waarvan de Bank voor Internationale Betalingen trustee of fiscaal agent is.

Banque de France

Situations hebdomadaires. — Weekstaten.
(× 1.000 fr.)

DATES — DATA	Encaisse-or (Monnaies et lingots) — Munt en munt- materiaal	Disponibilités à vue à l'étranger — Beschikbare sommen op zicht in 't buitenl.	Portefeuille commero. et effets publ. Handelsportefeuille en openb. fonds.		Effets négociables achetés. — Verhandel- bare effecten	Avances sur titres — Voorschotten op fondsen	Avances pro- visaires sans intér. à l'État (Convent. du 18-VI-1936 et du 30-VI-1937) — Voorloopige voorschotten zonder inter. aan den Staat (Overeen- komst van 18-VI-1936 en 30-VI-1937)	Billets au porteur en circulation — Bank- biljetten in omloop	Comptes courants — Crediteurs rekeningen courant	Rapport de l'encaisse-or à l'ons. des engag. à vue — Verhouding van de goudvoorr. tot de onm.. opvorderbar verplichting %
			Effets de commerce escomptés — Gedisconteerde wissels							
			sur la France — Fransche	sur l'étranger — Vreemde						
1935 (1).....	74.976.582	35.968	6.033.004	219.449	1.166.196	3.199.724	—	82.119.096	15.632.436	76,70
1936 (1).....	60.129.508	53.143	11.601.696	79.990	1.518.102	3.468.108	11.086.664	84.223.267	10.422.952	63,53
1936 4- IX	54.184.985	8.278	9.259.047	11.187	1.552.588	3.567.998	11.828.423	84.610.820	8.189.792	58,39
9- X	62.358.742	17.241	7.398.022	11.249	1.805.917	3.645.456	12.302.602	85.778.160	12.603.603	63,38
6- XI	64.358.742	4.837	6.710.294	11.578	1.779.751	3.578.283	12.302.602	86.718.820	13.127.693	64,46
4- XII	60.358.742	5.041	7.816.421	15.115	1.729.939	3.638.100	12.998.092	87.272.528	10.729.793	61,59
1937 8- I	60.358.742	14.162	8.177.415	13.349	1.728.648	3.650.287	19.048.092	88.417.422	16.569.187	57,49
5- II	57.358.742	14.246	9.259.041	14.554	1.636.451	3.784.752	19.772.096	86.896.864	17.367.811	55,01
5- III	57.358.742	10.439	9.141.531	14.973	1.711.905	3.844.678	20.072.096	86.977.826	17.495.621	54,90
9- IV	57.358.742	12.998	9.031.840	14.389	1.502.594	3.801.993	20.003.437	86.297.620	18.058.204	54,96
7- V	57.358.923	12.781	9.155.812	15.573	1.431.374	3.906.460	19.991.307	86.869.758	17.283.648	55,08
10- VI	57.359.077	14.819	8.205.049	15.533	1.408.085	3.914.067	19.979.739	86.450.803	16.032.888	55,04
8- VII	48.859.359	13.957	10.757.848	15.663	1.287.604	4.189.707	23.913.749	88.643.277	12.659.062	48,23
5- VIII	55.716.636	15.678	9.492.690	18.472	1.247.196	4.129.120	23.878.127	89.603.755	16.959.468	52,29
9- IX	55.761.283	14.253	8.544.198	14.674	1.184.963	3.841.369	26.008.455	89.369.783	17.705.544	52,08
7- X	55.805.022	17.586	11.141.238	17.931	1.149.748	3.983.252	26.918.460	90.991.404	19.185.056	50,65
4- XI	55.805.022	17.535	9.777.508	20.640	1.323.608	4.003.509	26.918.460	91.891.193	18.944.658	51,27

Taux d'escompte { actuel : 3 %, depuis le 13 novembre 1937.
précédent : 3 1/2 %, depuis le 3 septembre 1937.
Discontovoet { huidige : 3 % sedert den 13 November 1937.
vorige : 3 1/2 % sedert den 3 September 1937.

(1) Moyenne annuelle. — Jaargemiddelde.

Federal Reserve Banks

Situations hebdomadaires. — Weekstaten.
(× 1.000 \$.)

DATES — DATA	RÉSERVES. — RESERVES		Effets escomptés — Gedisconteerde wissels	Effets achetés sur le marché libre — Wissels op de vrije markt gekocht	Fonds publics nationaux — Nationale openbare fondsen	Billets — Bankbiljetten (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.) — Depositos (geassocieerde banken, Schatkist, enz.)	Rapport des rés. aux engag. à vue — Verhouding v. d. res. tot de onm. opvord. verplicht. %
	Certificats-or sur le Trésor — Goudcertificat. op de Schatkist	Autres réserves — Andere reserves						
	1935 (1).....	6.234.676						
1936 (1).....	8.125.537	293.363	6.189	3.719	2.430.256	3.918.914	6.736.957	79,-
1936 8- VII	8.119.111	271.008	3.296	3.085	2.430.228	4.040.332	6.584.011	79,0
5- VIII	8.224.766	288.635	3.960	3.092	2.430.227	3.979.814	6.764.902	79,2
9- IX	8.384.176	248.066	8.033	3.095	2.430.227	4.055.971	6.796.823	79,5
7- X	8.540.129	252.246	7.539	3.098	2.430.227	4.077.724	6.946.151	79,8
10- XI	8.738.190	243.801	6.866	3.086	2.430.227	4.142.981	7.070.393	80,1
9- XII	8.821.310	247.464	5.999	3.088	2.430.227	4.232.669	7.052.683	80,4
1937 6- I	8.863.916	278.370	3.041	3.089	2.430.227	4.242.336	7.136.913	80,3
10- II	8.861.124	277.090	2.583	3.081	2.430.227	4.165.838	7.213.128	80,3
10- III	8.857.605	263.025	4.924	3.083	2.430.227	4.169.467	7.173.901	80,4
7- IV	8.855.054	273.758	8.150	3.436	2.459.046	4.178.601	7.205.399	80,2
5- V	8.852.981	279.497	16.835	3.739	2.526.290	4.207.722	7.265.238	79,6
9- VI	8.849.460	305.738	14.295	5.818	2.526.290	4.202.049	7.292.760	79,6
7- VII	8.845.805	277.661	13.018	3.669	2.526.190	4.252.417	7.212.350	79,6
4- VIII	8.843.183	312.308	15.403	3.078	2.526.190	4.222.016	7.264.581	79,7
8- IX	8.839.854	271.248	23.559	3.076	2.526.190	4.295.483	7.154.429	79,6
6- X	9.137.811	300.809	23.056	2.813	2.526.190	4.284.339	7.500.592	80,1
3- XI(2)	9.124.900	317.520			2.526.190	4.284.160	7.481.490	80,3

Taux d'escompte de la Federal Reserve Bank of New-York { actuel : 1 %, depuis le 27 août 1937.
précédent : 1,50 %, depuis le 2 février 1934.
Discontovoet van de Federal Reserve Bank of New-York { huidige : 1 % sedert den 27 Augustus 1937.
vorige : 1,50 % sedert den 2 Februari 1934.

(1) Moyenne annuelle. — Jaargemiddelde.
(2) Chiffres provisoires. — Voorloopige cijfers.

Bank of England

Situations hebdomadaires. — Weekstaten.

(× 1.000 £.)

DATES — DATA	Encaisse métallique — Goudvoorraad		Placements du « Banking Department » — Beleggingen van het « Banking Department »				Billets en circulation — Bank- biljetten	Dépôts — Depositos	Rapport de l'encaisse du Bank. Dep. au solde de ses dépôts % — Verhouding v. d. goudv. v. h. Bank. Dep. tot het saldo van haar depositos %
	Or-Goud (Issue Department)	Monn. d'or et d'argent (Banking Department) — Gouden en zilveren munt	Valeurs garanties par l'État — Door den Staat gewaARBorgde fondsen	Escomptes et avances — Disconto en beleening	Autres valeurs — Andere waarden	Ensemble — Totaal			
1935 (1).....	193.658	660	86.995	9.648	11.850	108.491	394.669	150.137	39,8
1936 (1).....	227.707	850	88.799	9.809	17.070	116.678	431.441	151.400	35,4
1936 9- IX	246.524	1.084	83.503	10.549	20.125	114.177	445.591	157.956	39,2
7- X	248.660	1.091	79.753	9.291	19.569	108.613	450.842	149.886	39,3
4- XI	248.660	944	81.963	7.655	19.969	109.587	447.112	154.351	40,4
9- XII	248.660	654	81.718	8.146	20.925	110.789	458.852	143.359	35,2
1937 6- I	313.661	464	93.295	14.413	21.105	128.813	462.703	162.157	31,7
10- II	313.661	452	81.230	6.509	19.517	107.256	454.994	148.198	39,8
10- III	313.661	914	90.074	4.246	22.299	116.619	464.475	148.451	33,7
7- IV	313.662	922	101.072	7.395	22.301	130.768	469.970	157.710	28,2
5- V	313.662	949	103.095	5.441	20.962	129.498	475.159	151.217	26,0
9- VI	321.261	893	101.203	4.833	21.074	127.110	476.541	154.892	29,4
7- VII	326.407	888	96.625	9.035	20.433	126.093	494.425	140.651	28,3
4-VIII	326.407	1.115	110.205	6.445	20.146	136.796	503.877	142.296	16,6
8- IX	326.407	1.620	107.142	5.121	21.030	133.293	489.148	153.927	25,2
6- X	326.407	1.697	106.533	10.837	20.897	138.267	491.834	156.890	23,1
10- XI	326.407	1.529	103.908	8.413	20.743	133.064	485.573	157.682	26,8

Taux d'escompte { actuel : 2 %, depuis le 30 juin 1932.
précédent : 2 ½ %, depuis le 12 mai 1932.
Discontovoet { huidige : 2 %, sedert den 30 Juni 1932.
vorige : 2 ½ %, sedert den 12 Mei 1932.

(1) Moyenne annuelle. — Jaargemiddelde.

Reichsbank

Situations hebdomadaires. — Weekstaten.

(× 1.000 RM.)

DATES — DATA	Encaisse-or — Goudvoor.	Devises admisses d. la couv. d. billets — Deviezen tot dekking v. d. bank- biljetten	Monnaies divisionn. — Kasmunt	Valeurs serv. de couverture additionn. — Waarden tot bijkomende dekking	Portefeuille effets — Wissels	Avances sur nantisssem. — Beleening	Bons du Trésor escomptés. — Gediscont. Schatkist- bons	Billets en circulation — Bank- biljetten	Divers engagem. à vue — Versch. onmiddell. opvorder. verplichtin- gen	Rapport de l'or et d. devis. à l'ens. des eng. à vue % — Verhouding v. goud en deviezen tot de onmiddell. opvorder. verplicht. %
1936 (1).....	69.873	5.356	182.186	257.137	4.295.040	48.836	22.080	4.231.835	708.448	1,52
1936 7- IX	67.443	5.678	119.090	219.569	4.566.206	49.336	4.000	4.386.636	662.600	1,45
7- X	63.284	5.453	139.621	219.395	4.699.119	25.836	910	4.469.223	677.538	1,34
7- XI	64.210	5.014	144.671	219.231	4.640.839	29.540	30	4.471.601	617.751	1,36
7- XII	66.409	5.516	127.710	219.369	4.695.385	57.271	9.190	4.562.668	671.354	1,37
1937 7- I	66.758	5.728	202.699	221.509	4.810.838	35.834	3.340	4.637.743	731.606	1,35
6- II	66.939	5.701	216.417	222.520	4.545.895	47.150	820	4.560.544	674.996	1,39
6- III	67.280	5.648	188.188	217.541	4.511.672	51.254	3.630	4.620.990	659.265	1,38
7- IV	67.702	5.763	225.836	145.068	4.728.374	31.914	580	4.646.106	815.645	1,35
7- V	68.432	5.827	147.665	105.220	4.967.526	48.251	5.670	4.816.317	775.737	1,33
7- VI	68.777	5.528	179.194	104.152	4.795.744	40.695	1.190	4.725.977	678.222	1,37
7- VII	68.988	5.682	175.326	104.208	4.954.062	37.591	4.350	4.793.340	697.663	1,36
7-VIII	69.143	5.905	159.172	104.188	4.987.952	25.207	3.240	4.866.613	592.966	1,37
8- IX	69.970	5.822	140.683	104.470	5.103.515	40.614	1.540	4.936.489	665.092	1,35
7- X	70.081	5.864	132.927	104.659	5.285.350	35.871	70	5.035.498	745.236	1,31
6- XI	70.111	5.940	137.298	104.682	5.248.705	39.870	370	5.025.008	671.661	1,34

Taux d'escompte { actuel : 4 %, depuis le 22 septembre 1932.
précédent : 5 %, depuis le 26 avril 1932.
Discontovoet { huidige : 4 %, sedert den 22 September 1932.
vorige : 5 %, sedert den 28 April 1932.

(1) Moyenne annuelle. — Jaargemiddelde.

Banque Nationale Suisse

Situations hebdomadaires. — Weekstaten.

(× 1.000 fr. s. — Zw. fr.)

DATES	Encaisse-or	Disponibilités « or » à l'étranger	Portefeuille effets sur la Suisse	Avances sur nantisse- ments	Correspondants	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ens. des engag. à vue %
DATA	Goudvoorraad	Goud onmidd. beschikbaar in den vreemde	Binnenlandsche wissels	Beleeningen	Correspon- denten	Bank- biljetten	Andero onmidd. opvord. verplichtingen	Verhouding v. d. goudv. tot de onmiddelijke opvorderbare verplichtingen %
1935 (1).....	1.454.898	9.875	86.887	88.860	18.328	1.286.288	393.026	87,22
1936 (1).....	1.707.707	17.631	94.021	64.526	13.625	1.207.881	623.766	89,78
1936 7- IX	1.518.963	2.761	136.090	62.875	24.088	1.283.128	488.280	85,90
7- X	2.075.945	48.001	120.445	65.722	10.356	1.363.371	966.175	91,17
7- XI	2.452.337	49.689	48.252	44.408	12.713	1.382.524	1.205.290	96,68
7- XII	2.630.687	53.734	23.360	42.041	7.259	1.383.736	1.359.867	97,84
1937 7- I	2.713.504	53.629	18.586	41.212	10.130	1.406.206	1.421.627	97,86
6- II	2.717.260	21.616	20.755	41.398	6.511	1.349.834	1.446.694	97,94
6- III	2.717.023	23.210	12.876	41.231	6.021	1.355.431	1.433.614	98,27
7- IV	2.718.003	15.547	14.560	37.371	6.053	1.355.961	1.427.911	98,19
7- V	2.623.186	18.620	14.231	31.487	7.171	1.358.488	1.322.403	98,54
7- VI	2.624.325	20.314	11.759	30.857	5.449	1.344.098	1.329.081	98,01
7- VII	2.624.407	66.172	11.205	30.326	10.364	1.379.253	1.340.383	98,93
7-VIII	2.667.780	135.734	6.892	28.103	0.512	1.381.017	1.343.506	99,20
7- IX	2.542.889	217.031	9.252	27.229	11.422	1.387.085	1.394.501	99,23
7- X	2.530.922	474.348	9.085	27.789	14.666	1.413.687	1.613.751	99,27
6- XI	2.708.355	483.860	10.183	27.483	19.428	1.418.788	1.809.636	98,88

Taux d'escompte { actuel : 1 ½ %, depuis le 26 novembre 1936.
précédent : 2 %, depuis le 9 septembre 1936.

Discontovoet { huidige : 1 ½ %, sedert den 26 November 1936.
vorige : 2 %, sedert den 9 September 1936.

(1) Moyenne annuelle. — Jaargemiddelde.

Bank Polski

Situations hebdomadaires. — Weekstaten.

(× 1.000 zloty.)

DATES	Encaisse-or	Avoirs à l'étranger, devises et monn. étrang. no serv. pas de couverture	Portefeuille effets	Avances sur titres	Billets en circulation	Exigibilités à vue (+ compte courant du Trésor)	Rapport de l'encaisse-or à l'ensemble des engagements à vue, %
DATA	Goudvoorraad	Bezit in 't buitenland, deviezen en vreemd geld niet tot dekking dienend	Wissels	Voorschotten	Bankbiljetten	Opvorderbaar op zicht (+ rekening courant van de Schatkist)	Verhouding v. d. goudvoorraad tot de onmiddellijk opvorderbare verplichtingen %
1935 (1).....	491.979	17.435	643.961	58.369	951.110	205.345	42,54
1936 (1).....	393.388	16.763	642.656	105.111	996.137	196.704	32,98
1936 10- IX	366.866	16.936	640.389	110.893	1.019.036	189.351	30,36
10- X	373.010	16.850	659.586	123.584	1.047.908	204.108	29,79
10- XI	373.438	22.189	672.784	116.879	1.037.285	249.295	29,03
10- XII	382.255	26.445	676.731	86.293	1.009.673	261.250	30,32
1937 10- I	394.621	31.303	649.193	64.131	986.398	273.686	31,32
10- II	398.633	33.568	593.221	60.658	980.578	254.378	32,28
10- III	403.638	34.132	590.736	64.978	981.336	281.169	32,—
10- IV	406.675	35.545	558.477	29.561	973.844	240.967	33,48
10- V	409.557	39.825	553.287	32.563	969.667	267.318	33,11
10- VI	414.491	41.394	500.347	28.256	962.773	274.849	33,40
10- VII	424.347	27.281	527.103	32.197	960.785	284.855	34,07
10-VIII	427.667	31.467	517.035	27.300	981.715	271.414	34,13
10- IX	430.013	33.088	542.449	27.358	1.008.066	275.867	33,49
10- X	431.516	36.298	582.408	25.633	1.036.335	293.474	32,45
10- XI	433.232	36.377	542.918	24.153	1.028.557	273.364	33,28

Taux d'escompte { actuel : 5 %, depuis le 26 octobre 1933.
précédent : 6 %, depuis le 21 octobre 1932.

Discontovoet { huidige : 5 %, sedert den 26 October 1933.
vorige : 6 %, sedert den 21 October 1932.

(1) Moyenne annuelle. — Jaargemiddelde.

Nederlandsche Bank

Situations hebdomadaires. — Weekstaten.

(× 1.000 fl.)

DATES — DATA	Encaisse métallique — Munt en munt- materiaal	Portefeuille-effets — Wissels		Avances sur nantissement — Belcening	Compte du Trésor (débitteur) — Voorsch. aan rekening der Schatkist	Billets en circulat. — Bank- biljetten	Comptes courants créiteurs (particuliers et Trésor) — Crediteurs reken.-cour.	Assignations de banque — Bank- assignaties	Rapport de l'encaisse métallique aux engag. à vue — Verhouding v. d. metaalv. tot de onmiddellijke opvorderbare verplichting. %
		sur la Hollande — Binn-land- sche	sur l'étranger — Buitenland- sche						
1935 (1).....	688.503	37.241	818	155.313	3.424	829.368	77.505	100	75,91
1936 (1).....	671.126	28.437	1.761	169.264	—	769.498	120.612	67	75,39
1936 7- IX	717.657	22.788	2.192	119.524	—	766.304	115.819	18	81,35
5- X	589.703	22.824	2.207	263.350	—	789.147	106.878	1.032	65,74
9- XI	589.577	22.487	2.244	289.293	—	783.558	139.015	9	63,91
7- XII	588.657	22.596	2.268	327.210	—	787.650	172.177	17	61,33
1937 4- I	737.220	17.565	2.274	297.470	—	818.784	255.008	71	68,66
8- II	888.111	21.653	2.295	174.261	—	780.469	323.065	67	80,47
8- III	937.472	19.880	2.295	174.211	—	794.320	356.881	48	81,43
5- IV	936.545	20.634	2.364	176.654	—	809.108	344.286	64	81,19
10- V	1.072.245	19.098	2.364	181.699	—	825.455	468.358	122	82,87
7- VI	1.164.665	18.214	2.382	170.686	—	823.920	551.608	61	84,07
5- VII	1.264.056	14.865	2.388	170.478	—	847.515	625.679	27	85,80
9- VIII	1.284.401	12.924	2.430	179.604	—	831.692	669.192	55	85,57
6- IX	1.284.149	10.969	2.526	179.561	—	845.476	653.714	35	85,65
4- X	1.293.439	10.702	5.064	197.364	—	863.040	663.615	32	84,72
8- XI	1.411.817	9.621	5.118	190.754	—	881.021	751.200	52	86,45

Taux d'escompte { actuel : 2 %, depuis le 3 décembre 1936.
précédent : 2,5 %, depuis le 20 octobre 1936.

Discontovoet { huidige : 2 %, sedert den 3 December 1936.
vorige : 2,5 %, sedert den 20 October 1936

(1) Moyenne annuelle. — Jaargemiddelde.